

Wilungula B. Cosma

CAHIERS AFRICAINS - AFRIKA-STUDIES

ISSN 1021-9994

Périodique bimestriel - Tweemaandelijks tijdschrift - Bimonthly periodical

Institut Africain

Afrika Instituut

Centre d'Etude et de Documentation **Afrika Studie- en Dokumentatie-
Centrum (ASDOC)**

Africaines (CEDAF)

Centrum (ASDOC)

Adresse / Adres / Address : c/o Africa Museum, Leuvensesteenweg 13, 3080 Teruren, BELGIUM

☎ (32) 2 768 19 93 - Fax : (32) 2 768 19 95 - E-mail : institut.africain@euronet.be

Directeur - Directeur - Director : G. de VILLERS

Secrétaire de rédaction - Redaktie secretarisse - Editor : E. SIMONS

CONDITIONS D'ABONNEMENT

6 numéros - 6 nummers - 6 issues (1997 : n°-nr 25 à-tot-to 30)

Belgique - België - Belgium : **2550 FB/BF**

Etranger - Buitenland - Outside Belgium: **2550 FB/BF + 500 FB/BF**

Envoi par avion - Luchtpost - Air Mail : **+ 500 FB/BF**

Règlement - Betaling - Payment

CCP/PCR : 000-0596862-21 du/van/of ASDOC/CEDAF

BBL : 310-0272181-85 à l'attention du - t. a. v. - for - ASDOC/CEDAF

Publié avec l'aide de la Communauté française

ENQUETES ET DOCUMENTS D'HISTOIRE AFRICAINE

ISSN 0772-6112

**Centre d'Histoire de l'Afrique
Université catholique de Louvain**

Adresse / Adres / Address : Place Blaise Pascal 1, 1348 Louvain-la-Neuve, BELGIQUE

Fax : (32)(0)10 47 25 79

FIZI 1967 - 1986
LE MAQUIS KABILA

Avant-propos de Jean-Luc Vellut

**Institut Africain CEDAF
Afrika Instituut ASDOC**
Bruxelles-Brussel

Editions L'Harmattan
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique
75005 Paris

Ce volume est une publication conjointe de l'Institut Africain – Afrika-Instituut, Bruxelles/Brussel, et du Centre d'Histoire de l'Afrique de l'Université catholique de Louvain (Louvain-la-Neuve).

Il constitue le numéro 26 de la série des *Cahiers Africains – Afrika-Studies* et le quinzième volume de la série *Enquêtes et Documents d'Histoire africaine*.

Avant-propos	7
Introduction	13
1re partie - Généralités sur la zone de Fizi et origines de la rébellion	21
Chapitre I - La zone de Fizi	21
Chapitre II - Les origines de la rébellion	33
La rébellion dans la zone de Fizi	38
Le maquis de 1967	41
2e partie - Organisation du maquis Kabila (1967 - 1986)	45
Chapitre I - Organisation territoriale et politique	45
Organisation territoriale	45
Griefs du maquis contre le gouvernement de Kinshasa	51
Organisation politique	53
Le Parti de la Révolution Populaire (PRP)	55
Idéologie et projet politique du PRP	64
Organisation gouvernementale	71
Relations diplomatiques et approvisionnement	75
Chapitre II - Organisation militaire, économique et judiciaire	79
Organisation militaire	79
L'armée	79
Les stratégies de guerre	88
Organisation économique	98
Organisation judiciaire	101
La justice civile	101
La justice militaire	102
Organisation de la sécurité	103
Le contre-espionnage	104
Les départements	104
3e partie - Echec et conséquences du maquis	107
Chapitre I - L'échec du maquis et la chute du gouvernement Kabila	107
La persistance du maquis	107
L'échec du maquis et la chute du gouvernement Kabila	111
Chapitre II - Les incidences du maquis	115
Les incidences politiques	115

Les incidences économiques	117
Les incidences socioculturelles	119
Conclusion	121
Annexe I - Liste des informateurs	127
Annexe II - Biographie sommaire de quelques informateurs	128
Index	131
Liste des abréviations	135
Carte de la zone de Fizi	12

Avant-propos

La marche victorieuse sur Kinshasa des armées de Kabila restera inscrite comme une de ces anabases qui ont marqué l'histoire. Armées hétéroclites et jamais vraiment intégrées les unes aux autres, faites de professionnels du Rwanda et de l'Uganda, de vieux routards des guerres d'Angola et du Katanga, de gamins du Kivu, de pasteurs des plateaux de l'Est, de volontaires ou mercenaires ralliés de divers coins de l'Afrique, elles ont ignoré les brousses et forêts sans routes, les cours d'eau sans ponts, elles sont entrées à Kinshasa, à pied, parfois entassées dans de vagues *combis* raflés en cours de route, conquérants inattendus d'une métropole orgueilleuse. Gouffée de son rôle de capitale, de son argent, de sa culture politique, de ses fenêtres sur le monde, Kinshasa n'avait jamais vraiment cru en ces gueux venus de l'Est.

Certes, derrière la coalition des « enfants de Kabila » se laissaient deviner de discrets jeux d'ombres. Une nouvelle ruée minière s'abattait sur le pays, armée de vieux levés géologiques devant être mis à jour. Des « services », émissaires de compagnies privées, de mafias, de recycleurs d'argent sale, d'agences officielles mal coordonnées par leurs gouvernements, tout un monde de réseaux, dont les inextricables filières menaient dans plusieurs directions, aux Etats-Unis, en Israël, en Afrique du Sud, en France, comme à Bruxelles et Anvers. Ce petit monde achetait des complicités locales, offrait des avances, des informations, ou des désinformations, arrangeait un transport aérien ici, un recrutement là, déchargeait des armes sur tel aéroport.

Le projet initial de créer une zone tampon aux frontières du Rwanda, de l'Uganda, et du Burundi, et de « purger » la région de ses réfugiés hutus dégénéra bientôt en charniers de pitoyables victimes, tant bien que mal étouffées sous le silence des forêts et l'aveuglement de ceux qui ne voulaient rien voir. En cours d'opération, il fallut se rendre à l'évidence qu'il faudrait poursuivre les fuyards jusqu'à Kinshasa, et que c'était du contrôle de Kinshasa que dépendait finalement la restructuration des marches est du Kivu. On en revenait à une vérité géopolitique bien repérée par les officiers allemands d'Afrique orientale, et qui s'était

imposée sur le terrain depuis les années 1890. Les périphéries de deux grandes sphères d'influence, les Grands Lacs à l'Est, la forêt à l'Ouest, avaient alors été bornées par les partages coloniaux, tandis qu'un coup d'arrêt était porté à la poussée du royaume rwandais vers l'ouest.

Dernière tous les calculs, toutes les stratégies, les commissions, les fuites, ce fut finalement la marche hors norme des « enfants de Kabila » qui constitua l'imprévu, et qui confirma l'existence d'un espace-Zaire, alors même que les Cassandre multipliaient les plus sombres pronostics sur l'avenir d'un pays menacé d'éclatement.

Il est vrai que la région se prête mal aux exercices de futurologie. Depuis dix ans, politiques, experts, académiques, multipliaient les analyses pour évaluer les voies de sortie hors de la période de dictature vieillissante à Kinshasa. Savantant à reculer dans l'Histoire, ils n'avaient pas prévu le retour sur la scène d'un revenant des rébellions des années d'après l'indépendance. Aucun n'avait songé à cet amalgame insolite fait de rebelles, de gendarmes katangais, de jeunes soldats improvisés. Kabila lui-même sortait de l'inconnu, ou presque. Que savait-on de lui, sinon quelques paroles sévères de Che Guevara, lui-même fourvoyé dans un monde inaccessible au romantisme et aux dogmes d'un intellectuel argentin ?

C'est à cet inconnu, aux premiers « enfants de Kabila », et au fond aux réalités contradictoires du terrain que les pages suivantes sont consacrées. L'enquête rigoureuse dont les résultats sont présentés ici est le fruit d'un séjour de deux mois mené sur le terrain du maquis où la piste de Kabila s'était à peu près perdue dans les vingt années qui suivirent la rébellion de l'Est. Passionné d'histoire immédiate, Cosma Wilungula, connaisseur intime de la région, a parcouru en long et en large la zone de Fizi, la région des montagnes qui plongent dans le Nord-Ouest du Lac Tanganyika. Il y a rencontré des anciens chefs de la rébellion, des acteurs plus humbles aussi. Ce travail a été présenté

comme mémoire de fin d'études à l'Université de Kisangani.¹ C'est une version revue pour la publication que nous présentons ici.

Au moment de l'enquête menée par Wilungula, la région avoisinant Fizi sortait de vingt ans de « maquis », une répétition à plus grande échelle du réduit défendu là même en 1897-1900 par des mutins de la colonne Dhanis. Le tableau qu'il nous propose possède plusieurs profondeurs de champ. Et tout d'abord, en avant-plan, une façade institutionnelle triomphaliste, incorporant dans sa construction de multiples références au messianisme révolutionnaire véhiculé dans les années de guerre froide. « Guerre froide » ? le concept s'applique sans doute mieux à l'Europe ou à l'Amérique du Nord qu'à leurs périphéries. En Afrique en particulier, la guerre ne fut pas « froide », mais elle entraîna de multiples conflits armés.

Le maquis Kabila dont il sera question ici fut un de ces avant-postes perdus d'un affrontement par Africains interposés. Il affichait clairement ses emblèmes le rangeant dans le camp du messianisme révolutionnaire. C'est ainsi qu'il se situe par rapport à des points de repère hautement proclamés, ceux de la lutte entre classes sociales, celui du refus de l'argent, de la propriété privée, utopies empreintes de nostalgie pour l'égalitarisme prêté aux anciennes sociétés rurales et artisanales. Il s'agit plus que d'icônes, car tout un programme est annoncé : à chacun selon ses besoins. Chaque citoyen, tout comme chaque producteur, recevra un salaire payé par chèques, et il réglera ses achats par chèques payables dans les magasins d'Etat. Chacun possédait un compte à la banque centrale, mais le montant des comptes bancaires n'était pas communiqué aux titulaires. Ce socialisme utopique visait d'ailleurs à créer une marque distinctive entre le maquis Kabila et les anciens alliés lumbumbistes, moins socialistes que nationalistes. Un reflet des sociétés totalitaires est aussi clairement perceptible dans le programme du Parti de la Révolution Populaire. La société nouvelle sera transparente, et elle permettra ainsi de surveiller et de punir. La description du

¹ Mémoire de Licence en Sciences politiques et administratives. Directeur : professeur Onasombho Tshonda. Encadreur : assistant Kimoni Kicha, Université de Kisangani, juillet 1988.

fonctionnement de la Justice est sans ambiguïté. L'avocat y joue le rôle de substitut, il n'y a pas d'avocat de la défense. La jurisprudence criminelle était assez sommaire et trahissait des origines plus mélangées. Elle reconnaissait en effet deux modes d'assassinat selon l'arme utilisée, arme à feu, ou maléfice. La fascination pour une bureaucratie foisonnante renvoyait à une inspiration modernisatrice. Mais l'inflation de titres au sein du maquis fait peut-être aussi écho à l'attribution de noms, de rangs, et de titres dans une société clanique.

Les majestueux organigrammes de l'armée, du pouvoir civil, du parti ne doivent cependant pas faire illusion. Derrière ce pathos, c'est une société miniaturisée qui se profile. L'armée de la garde présidentielle compte seize recrues, elle est armée de trois revolvers chinois. Une escarmouche devient une guerre, un tireur isolé dessine à lui seul les contours d'un champ de bataille. L'armée populaire, avec ses états-majors, ses « régions militaires », ses divisions, etc., n'aura compté qu'un bon millier d'hommes, d'ailleurs bientôt divisés en factions rivales.

Derrière l'utopie affichée, derrière les organigrammes, quelles sont les pratiques ? Ici encore, la réalité est multiple. Les partisans se sont vu proposer un modèle de charité évangélique, à moins qu'il ne s'agisse d'un écho bouddhique, parvenu via la Chine ? La théorie était celle de Robin des Bois, prodiguant l'aide aux plus démunis et aux plus faibles, et s'engageant à adopter un comportement ascétique. Cet enseignement a été diffusé dans des écoles de formation qui auraient atteint les deux-tiers de la population. Mais il ne s'agissait là que d'un appât, assure l'auteur, pour qui, dans les faits, les maquisards de Fizi n'ont pas pu se débarrasser de la réputation infamante laissée par les rebelles d'avoir avant tout attiré des aigris et des frustrés, et d'avoir sombré dans la violence. Les témoignages rapportés et analysés par Wilungula montrent combien le maquis de Fizi n'a pas non plus échappé à la reproduction, à petite échelle, du système zairois, avec ses deux pôles opposés : au sommet, le pouvoir monopolisé par une clique aux dents longues, et, à la base, une population qui s'enfonçait dans le dénuement. Le Kabila des années 1970 et 80 cumule les titres : il est président du parti, de la « république », commandant suprême de l'armée, président de l'assemblée populaire, il possède le portefeuille des Affaires étrangères,

il affecte la moitié du budget à ses besoins personnels, et bientôt il accapare pour lui et ses proches une part substantielle des produits de première nécessité.

Dans ce système, les trafics fleurissent, l'or semblant avoir joué pour les maîtres du maquis le rôle que le diamant occupait au sommet de l'Etat mobutiste. Les représentants de l'Etat zairois, et en particulier les tristement célèbres forces armées, contrôlaient leur part de marché dans cette petite république du commerce informel que personne n'avait intérêt à voir disparaître. Il arrivait d'ailleurs que les adversaires se mettent d'accord pour la mise en scène de combats fictifs.

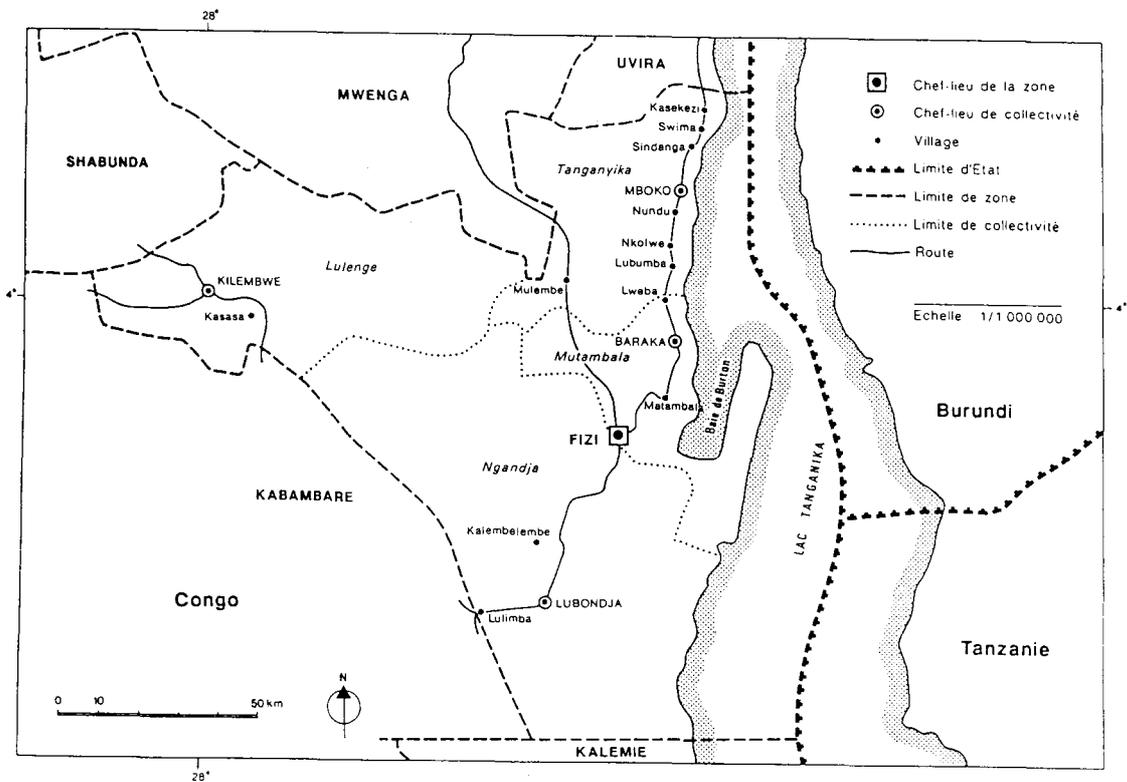
Ce monde en faux-semblants n'est cependant pas au bout du parcours. D'autres secrets se dévoilent que des liens occultes avec les barons zairois, ou que les *deals* avec quelques seigneurs de la guerre ou de quelconques trafiquants. L'enquête de Wilungula illustre aussi la vie du petit peuple, piétiné, vivant sous la menace de démons anciens et nouveaux. Un épisode révélateur est celui de la chasse aux sorciers cautionnée, sinon décrétee par le président du Parti de la Révolution Populaire. Lui-même se transforma pour l'occasion en maître-officiant, concoctant de bien curieux broquets qui dénichaient les sorciers tapis au sein de la société. Près de 2.000 vieillards auraient été victimes de cette grande purification.

Au total, les pages qui suivent nous font passer d'un niveau de la réalité à un autre, sans se prononcer sur un quelconque facteur déterminant. Elles combinent ainsi la sûreté de l'information et la prudence des conclusions.

Le travail d'édition du texte définitif a été assuré par Hélène Abraham. Graphisme Gabrielle Dubois-Pelerin. Carte Wilfried Smets. Mise en page et index Edwine Simons.

Jean-Luc Vellut

Carte de la zone de Fizi



Introduction

*L'histoire d'un peuple s'écrit
trop souvent en lettres de sang,
l'histoire d'une fraternité sans
cesse déchirée par la lutte
d'intérêts contradictoires.
(Ibrahima BABA KAKE)*

L'histoire politique du Zaïre, après son accession à l'indépendance, est une histoire à plusieurs faces, dont certaines pages méritent d'être écrites en lettres de sang.

De 1960 à 1965, le pays a traversé cinq années de troubles de tous genres, mutineries, luttes d'intérêts contradictoires, impuissance du parlement, partis politiques à base tribale et nus par des ambitions personnelles, pertes de vies humaines, sans oublier les dégâts matériels : tel serait le bilan décrit et souvent présenté de la "grande rébellion" de 1964 à 1966.

Les "Rébellions congolaises"², ce grand événement politique, ont touché presque les deux tiers du territoire zaïrois. La zone de Fizi n'a pas été épargnée : elle s'est placée parmi les foyers des rébellions de première heure.³ De là, notre intérêt dans cette recherche intitulée : *Rébellions-Révolution dans l'Est du Zaïre. Cas du maquis Kabila et le Parti de la Révolution Populaire dans la Zone de Fizi (1967-1986)*.

Dans cette étude, il s'agit de démontrer qu'une année après que l'Armée Nationale, aidée par les forces étrangères, eut mis fin aux rébellions dans

² Sur le sens des rébellions, voir la question : "Pourquoi se pencher sur la rébellion-révolution du Congo ?", dans H. WEISS, Introduction à C. COQUERY-VIDROVITCH et al., *Rébellions-Révolution au Zaïre, 1963-1965*, tomes 1 et 2, Paris, L'Harmattan, 1987, tome 1, p. 13.

³ J.-C. WILLAME, *Les Provinces du Congo, structure et fonctionnement, Lomami, Kivu Central, Léopoldville, Lovanium-IRRES, 1964*, p. 133.

toute l'étendue du pays, des maquis se sont organisés dans certaines zones. Tel fut le cas de la zone de Fizi. Après avoir brossé dans ses grandes lignes l'organisation du maquis et ses projets politiques, nous dégageons ses répercussions sur le plan politique, économique et socio-culturel, tout en faisant ressortir les griefs et les critiques formulés contre le gouvernement de Kinshasa; nous chercherons aussi les causes de son échec.

Au terme "rébellion", nous préférons le mot "maquis", qui répond réellement au contexte historique et sociopolitique du déclenchement du soulèvement populaire initié par Laurent Désiré Kabila. En effet, les deux termes sous-entendent une même réalité, mais il faut noter des différences profondes. Nous considérons comme "rébellion-révolution"⁴ la grande résistance violente contre le gouvernement central de Kinshasa (Léopoldville), qui éclata en 1964 et prit fin officiellement deux ans plus tard.

"Officiellement", sans doute. En pratique, une région fit exception. Depuis 1967, en effet, dans la région de Fizi, dans l'arrière-pays occidental du lac Tanganyika, tout se déroula dans la campagne ou en brousse, sans qu'aucune ville n'ait été investie ni complètement contrôlée par la FAP (Force Armée Populaire), et ceci malgré des attaques répétées sur Kalemie, Moba et Uvira. Les camps de rebelles étaient disséminés dans la forêt et surtout dans des lieux peu accessibles à l'ennemi (montagnes, vallées, vallons, etc.). Les rebelles n'en sortaient que pour des expéditions à longue distance et pour se lancer dans la guérilla, c'est-à-dire la guerre de harcèlement, d'embuscade, de surprise, de coups de mains. Il se dégage de tout ceci que L. D. Kabila et ses partisans avaient pris réellement le maquis.

Ainsi, l'année 1967 marque le début du maquis dans la zone de Fizi.⁵ Après la défaite de leur action en 1966, tous les chefs rebelles durent quitter le pays. Ils se retrouvèrent en juillet 1966 au Caire, pour décider

⁴ Lire à ce sujet H. WEISS, *op. cit.*, p. 13.

⁵ C. K. LUMUNA SANDO, *Zaire : quel changement pour quelles structures ? Misère de l'opposition et faillite de l'Etat*, Bruxelles, éd. Africa, 1980, p. 121.

des stratégies en vue de rentrer au Zaïre et de relancer le maquis. Mais lors de cette rencontre, des mésententes surgirent entre Laurent Désiré Kabila et Gaston Soumialot, mécontents qui, selon nos informateurs, se poursuivirent même à leur conférence de Kigoma, en Tanzanie.

Au début de 1967, le conflit était manifestement ouvert entre L. D. Kabila et Shabani Ndalo, fidèle à Soumialot et au MNCL. A l'issue de ce conflit, ce furent deux groupes distincts qui décidèrent de rentrer au Zaïre séparément, pour organiser leur maquis et continuer l'opposition contre le gouvernement de Kinshasa. Ces deux groupes sont restés séparés et ennemis jusqu'à la fin.

Ndalo s'installa dans les montagnes de Lulambwe⁶, au-dessus de Mboko, chef-lieu de la collectivité Tanganyika, dans la zone de Fizi. Quant à L. D. Kabila, il avait traversé le lac Tanganyika, le 24 octobre 1967, de Kigoma à Kibamba, zone de Fizi, où il fut accueilli par la population de la collectivité de Lulenge. C'est dans cette même collectivité, à Makanga-Tubaone, que, pour l'organisation de ses troupes et l'application de son idéologie et de ses méthodes, Kabila et ses collaborateurs - Yumbu Gabriel, Masengo Ildephonse, Umba Jeanson - créèrent, le 24 décembre 1967, leur parti politique appelé PRP, Parti de la Révolution Populaire.⁷

Ce maquis semble avoir pris fin en 1986, avec la sortie massive de la forêt des partisans rebelles devenus conscients de l'inefficacité de leurs actions, de leur exploitation comme de celle des richesses de leur zone par Kabila et ses complices (selon les propos tenus par nos informateurs).

Les limites spatiales du fief du maquis Kabila couvrent presque toute la zone de Fizi, ainsi que des portions des zones de Mwenga, Shabunda, Kabambare, Nyunzu et Kalemie.⁸ Toutefois il faut signaler que les actions dans ces zones citées ne furent que des expéditions lancées par la FAP de Kabila, à partir de la zone de Fizi.

⁶ Selon notre informateur, le « général » Ndalo Shabani, Lulambwe est resté pendant les seize ans du maquis Ndalo sa capitale politique et militaire.

⁷ Nos informateurs : Majaliwa Caliste, Kilienga Saleh et Muchungu Jérôme.

⁸ Selon les mêmes informateurs : Majaliwa, Kilienga et Muchungu.

Le maquis Kabila nous intéresse parce que, fondé sur une idéologie et des stratégies de guerre très solides, il était le mieux organisé. Kabila a eu soin d'analyser et critiquer la rébellion de 1964, à laquelle il a participé activement, et a dégagé les sept causes de son échec. Il a aussi créé un parti chargé de véhiculer l'idéologie du groupe, et organisé la vie sociopolitique et économique-financière. Quant à sa stratégie de guerre, il a su adapter aux réalités du terrain les méthodes et principes de la guérilla de Che Guevara et Mao Tse-toung.

Quant au groupe Ndalo, il n'avait pas d'organisation clairement définie. Il n'était pas en bons termes avec Kabila, par contre, Ndalo et Zabuloni, qui avait, lui, son maquis dans les montagnes de Lemera, avaient des relations d'entente, tout en demeurant séparés. Zabuloni avait été l'adjoint de Ndalo, avant d'organiser son propre maquis dans les montagnes d'Uvira, et il ne cherchait pas à étendre son action. Il s'assignait comme mission de prendre l'ancien fief de Bidaira et Marandura, afin d'assurer d'abord aux Bafutero l'ordre, la paix et la prospérité.⁹ Le maquis Ndalo regroupait les Bembe de Mboko-Makobola, auxquels s'alliaient quelques Tutsi rwandais des montagnes environnantes. Ses actions et expéditions ne pouvaient concerner la zone d'Uvira ; il n'y pénétrait que pour des rencontres avec Zabuloni.

Notre recherche s'inscrit dans la lignée des études sur les rébellions congolaises, tels les ouvrages de B. Verhaegen et les Dossiers du CRISP. Le sujet n'est pas épuisé. L'appréhension du phénomène rébellion diffère selon les objectifs visés par chaque chercheur, sa démarche méthodologique et ses rapports avec le champ d'investigation. Ce travail sur le maquis dans la zone de Fizi revêt un double intérêt. D'abord, étant originaire de cette zone, nous avons vécu les événements et subi les conséquences de ce maquis, notre témoignage aidera peut-être à la compréhension du phénomène. Ensuite, il pourra figurer parmi les rares documents de terrain sur ce maquis : il est le résultat de la

⁹ B. VERHAEGEN, *Rebellions au Congo*, Bruxelles-Léopoldville, CRISP-INEP-IBES, 1966, tome 1, p. 318.

participation des acteurs de la guérilla à la reconstitution de leur propre histoire.¹⁰

Nous sommes convaincu que les études faites sur des contrées plus réduites peuvent éclairer l'histoire politique de Fizi en particulier, et du Zaïre en général. Notre projet est que la connaissance historique dans laquelle présent et passé sont étroitement associés ait pour objectif la transformation de l'avenir. Ainsi, notre comportement actuel peut trouver son explication dans notre passé. Cette hypothèse pourrait se vérifier chez les Bembe : leur vie politique actuelle peut être la résultante des événements marquants du passé.

Le maquis va durer vingt ans, malgré les actions répétées des Forces Armées Zaïroises (FAZ). Dès lors, il y a lieu de nous interroger sur les causes de cette résistance rebelle. Les informations recueillies, les données récoltées, les propos entendus nous poussent à bâtir ce travail sur deux sortes d'hypothèses, liées soit à l'explication collective, soit à l'explication individuelle.

L'explication collective reposerait sur l'inefficacité et l'inexpérience des FAZ dans les combats de maquis, ainsi que sur la complicité de certains chefs militaires, de certains chefs coutumiers, et même de certaines autorités politico-administratives ; à cela s'ajouteraient l'insatisfaction générale et les griefs contre Kinshasa, ainsi que des conflits claniques. L'explication individuelle tiendrait à la personnalité de L. D. Kabila, qui aurait entretenu la guérilla dans la zone de Fizi, malgré les indices sérieux de l'échec, en vue d'en exploiter les richesses naturelles.

Etant donné que cette étude se conçoit comme une interrogation sur le dynamisme et la persistance du maquis, ses répercussions sur la société locale et nationale, tant dans le passé que dans le présent, il nous

¹⁰ "C'est le choix et le traitement des données qui permettent de faire de l'histoire vivante et de laisser participer les acteurs de l'histoire à la connaissance de leur histoire." J. CHESNEAUX, *Du passé faisons table rase ?*, Paris, Petite collection Maspero, 1973, cité par T. OMASOMBO, *Formation sociale et lutte des classes : réflexion sur l'histoire sociale du Zaïre, 1940-1974*, thèse de doctorat, Université libre de Bruxelles, 1987, p. 8.

a paru utile qu'elle s'effectue dans la perspective de la méthode de l'histoire immédiate.

Nous avons parcouru presque toute la zone de Fizi pendant deux mois. Nous avons eu l'avantage d'entrer en contact avec les chefs rebelles ou les leaders du maquis.¹¹ Nous avons rencontré aussi les combattants (ou guérilleros), la population civile de la "Zone rouge"¹², quelques prisonniers de la "Zone blanche"¹³, et quelques militaires des FAZ. A juste titre, nous avons associé les acteurs de l'événement (chefs du maquis, combattants de la FAP, des FAZ), ainsi que plusieurs protagonistes des conflits claniques issus de la guérilla, à participer non seulement à notre information, mais à collaborer à la recherche proprement dite.¹⁴

En reconnaissant la validité et l'intérêt des témoignages oraux et en utilisant de plus en plus des sources populaires, au moyen d'interviews libres sous forme de causeries, nous avons obéi à un réflexe pragmatique, qui nous conduisait à poursuivre toujours plus loin notre enquête. Chaque réponse suggérait une nouvelle question ou un nouvel informateur. Au fil des enquêtes, nous avons constaté que l'intérêt suscité par notre recherche correspondait à une véritable prise de conscience parmi nos informateurs et qu'ils étaient disposés à participer beaucoup plus activement à la reconstitution et à la connaissance de leur propre histoire. C'est ce qui explique que beaucoup d'entre eux, malgré leur position sociale, ont demandé à être cités nominalement dans cette étude. Ainsi, la récolte des données s'est faite par les techniques de l'interview libre, soit individuelle soit en groupe, renforcées par l'observation directe et indirecte, malgré le peu d'écrits sur le maquis chez les Bembe.

¹¹ Tels que Magaliwa Galise, Muchungu Jérôme, Kilinga Saleh, Shabani Ndalo, Makangila Jérôme, Kayumba Sébastien, Zabuloni, etc.

¹² "Zone rouge" : territoire occupé par les rebelles (guérilleros).

¹³ "Zone blanche" : territoire sous contrôle du régime de Kinshasa.

¹⁴ "Lorsqu'une société est en crise, c'est l'ensemble de la population qui devient acteur, participant, d'où le problème de la participation populaire à la connaissance historique." B. VERHAEGEN, *Rébellion au Congo Maniema*. Bruxelles-Kinshasa, CRISP-IREP, 1969, tome 2, p. xxiv.

La nature même de ce travail a entraîné des difficultés. Le maquis dans la zone de Fizi est un sujet actuel. Tous les acteurs sont en vie et les plaies ne sont pas encore cicatrisées. Pour certains de nos informateurs, notre présence avait deux significations : soit nous cherchions à découvrir leur responsabilité dans la mort de certaines personnes, ou dans le massacre de villageois, soit nous cherchions certains faits pour d'éventuelles accusations auprès de l'Agence Nationale de Documentation (AND) ou des militaires. Nos premiers contacts avec nos partenaires ont été peu fructueux.

Cependant, nous avons réussi nos recherches en brandissant l'argument de l'intérêt scientifique de mettre par écrit un document retraçant toute leur rébellion, et qui servirait de référence à toute la société bembe. A cet argument, nous avons ajouté nos relations personnelles, en tant qu'originaires de la région, et certains médiateurs de confiance et influents auprès des informateurs pour éloigner toute suspicion.

La catégorie des chefs rebelles que nous avons rencontrés nous a facilité la tâche, à part quelques formalités d'appartenance clanique. Ces informateurs privilégiés ont participé activement à nos recherches et nous ont fourni certaines informations stratégiques relevant autrefois de la discrétion rebelle.

La catégorie des rebelles subalternes et celle de la population civile non rebelle nous ont également été très utiles, bien que de temps à autre l'intérêt ait dû être suscité par quelque motivation matérielle.

La catégorie des militaires (FAZ) était la plus réticente et la plus discrète. Certains ne voulaient même pas que nous parlions d'une catégorie militaire, et a fortiori que nous citions leurs noms, qui nous sont d'ailleurs restés inconnus, suite à l'usage courant des pseudonymes.

Les documents d'archives, tant d'origine rebelle que militaire (FAZ), sont restés inaccessibles, car ne se trouvant pas dans les archives de la zone de Fizi, ni dans celles de la sous-région du Sud-Kivu, ni même dans celles de la région du Kivu. Tous ces documents sont gardés dans les différents bureaux de la sécurité (AND) et sont inaccessibles.

Ce manque de documents n'aura en rien handicapé ce travail, car elle a été comblée par l'information orale des leaders, complétée par les propos de toutes les différentes catégories de partenaires de recherche que nous avons atteints, dans tous les coins de la zone de Fizi, malgré la détérioration, voire l'absence en certains endroits, de l'infrastructure routière.

Après une présentation de la zone de Fizi et des origines de la rébellion (1^{ère} partie), nous examinerons l'organisation du maquis Kabila aux plans territorial, politique, militaire, économique et judiciaire (2^e partie). Nous essayerons d'expliquer ensuite l'échec de ce maquis et ses répercussions sur la zone de Fizi (3^e partie).

1^{re} partie - Généralités sur la zone de Fizi et origines de la rébellion

Chapitre I - La zone de Fizi

La zone de Fizi, jadis appelée territoire des Babembe, conformément au principe d'analogie ethnique et linguistique des années 1926, est l'une des huit zones de la sous-région du Sud-Kivu, dans la région du Kivu, à l'est de la République du Zaïre. Elle est située entre 3°32'78" et 5° de latitude sud, et entre 27°54'3" et 29°52'27" de longitude est.¹⁵

La zone de Fizi, dont la superficie est de 15 786 km², est constituée par le territoire compris entre les limites suivantes :

- à l'est, le lac Tanganyika, frontière internationale entre le Zaïre d'un côté, la Tanzanie et le Burundi de l'autre;
- à l'ouest, les zones de Kabambare et de Shabunda;
- au nord, les zones d'Uvira et de Mwenga;
- au sud, la ligne droite séparant la région du Kivu de celle du Shaba (zone de Kalenie).

Fizi fait partie du relief montagneux de l'est du Zaïre - la chaîne de montagnes formée par les monts Mitumba - situé dans la région du Graben-Est Africain. Cette zone connaît pratiquement deux climats liés aux variations du relief. Le plateau d'Iltombwe se trouvant à 2.000 mètres d'altitude jouit d'un climat tempéré de montagne. Il en est de même pour Fizi, chef-lieu de la zone, situé à une altitude de 1.540

¹⁵ M. E. EBASOMBA, *Evolution politique des Babembe de Fizi*, mémoire inédit, UNAZA, ISP/Bukavu, p. 4.

mètres. Le paysage est fait de forêts aux flancs des montagnes. Sur le plateau, la forêt cède la place à la savane boisée parsemée de bambou.¹⁶ La plaine littorale de la côte occidentale du lac Tanganyika connaît, quant à elle, un climat tropical chaud. Son altitude varie entre 300 et 800 mètres, et son paysage se compose essentiellement de brousse.

Ainsi, la typologie de cette région est constituée de plaines littorales au climat tropical chaud et de plateaux au climat de montagne, qui laisse une végétation de savane herbeuse, une prairie d'altitude parsemée de forêt claire, accordant à la zone des potentialités à la fois agro-pastorales et de pêche.¹⁷

D'abondantes précipitations déterminent deux saisons : la saison pluvieuse d'octobre à avril, et la saison sèche de mai à septembre.

La crête montagneuse, dont les dénominations locales varient d'un endroit à l'autre, divise l'Uhembe en deux réseaux hydrographiques : à l'est de la crête, les cours d'eau (tels Makobola, Ngobi, Mtambala, etc.) se jettent dans le lac Tanganyika par la côte ouest; à l'ouest de la crête, les cours d'eau (tels Lwela ou Efila, Lwende ou Lindi, etc.) se jettent dans le fleuve Zaïre par sa rive droite.¹⁸

Le climat de cette zone offre un cadre agricole très favorable pour la culture de presque toutes les plantes tropicales (bananier, caféier, manioc, légumes, etc.) et pour l'élevage du gros et du petit bétail.

Après la présentation géographique de la zone de Fizi, esquissons quelques traits de l'histoire du peuple bembe, en vue de situer notre recherche dans une dimension historique et humaine. Ceci nous permettra de connaître les groupes ethniques de la zone de Fizi, afin de mieux dégager leur action dans le maquis de 1967.

16 A. KIMONI KICHA, *Evolution du système matrimonial Bembe*, mémoire inédit, UNILU, 1982, p. 10.

17 F. MULLIKWA, *L'administration coloniale belge et son impact sur l'organisation politico-administrative des Babembe de Fizi (1894-1960)*, TFC inédit, ISP/Bukavu, 1987, p. 6.

18 *Ibidem*.

Les Bembe, ou selon Moëller "gens de l'est", sont un peuple dont l'histoire, la coutume, le mode de vie sont largement liés à ceux des Warega, avec lesquels ils prétendent avoir un même lien de parenté mythique.¹⁹

Les Rega (ou Lega) descendaient de Ikama, et les Bembe, de son petit frère Sungwe, tous deux partis de la région de Mayawela (vers le Haut-Zaïre) pour celle de Macinga. Sungwe atteint Milanga (dans l'actuel Itombwe septentrional); il eut deux fils : M'Mbondo, considéré comme l'ancêtre bembe, et Shile, ancêtre des Balega Basile. Selon la tradition bembe : "Batu bose bacule Macinga", c'est-à-dire : "Tout le monde est venu de Macinga".

Selon Moëller, l'arrivée des Lega se situe vers 1550, et celle des Bembe vers 1650, dans leurs territoires respectifs.

Dans la suite, les fils de M'Mbondo se séparèrent en différents clans, pour se retrouver plus tard à Itombwe.²⁰

Dans l'occupation de la zone de Fizi, les Bembe constituent de loin le groupe majoritaire de la population. Mais il faut souligner la présence de groupuscules de pêcheurs Basandje et Babwari, de Bagoma, de Bazoba, et de Barwa. Ces groupuscules se sont mélangés petit à petit avec les Bembe, par le processus des liens matrimoniaux. D'autres peuples habitent la zone de Fizi; il s'agit des Bavira et Bafulero, des Barundi et des Banyarwanda.²¹

Les Barundi sont les réfugiés, rescapés des événements politiques que connaît la République du Burundi en mai 1972. Ils furent reçus au Zaïre par le biais du Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR). Installés dans la zone de Fizi, les Barundi recevaient l'aide du Conseil Exécutif par le canal de l'Action Kusaidia.

19 A. KIMONI KICHA, *op. cit.*, p. 10.

20 Cité par M. LUKONGA, *L'impact des conflits claniques sur le développement de la collectivité d'Itombwe dans la zone de Mwenga*, TFC inédit, UNIKIS, 1986, p. 5.

21 M. E. EBASOMBA, *op. cit.*, pp. 5-6.

Les Bavira et les Bafulero se sont établis dans la zone de Fizi depuis 1957, lorsque, à l'initiative de l'autorité coloniale, on les recrutait pour promouvoir les paysannats cotonniers du territoire de Fizi.²²

Les Banyarwanda habitant la zone de Fizi sont originaires du Rwanda et seraient venus dans le territoire bembe à la fin du XIX^e s. Tutsi et Bembe, quoique en relations depuis longtemps, demeurent séparés. Ce sont deux peuples vivant en vase clos, de façon telle qu'il n'y a pas de mélange biologique, et peu ou pas du tout de contacts culturels.²³ Cette séparation a pris des proportions inquiétantes depuis le mois de juillet 1987, avec l'explosion de plusieurs accrochages, des accusations, des empoisonnements, et surtout par le boycottage des élections législatives de 1987 par les Banyarwanda, dans tous les bureaux de vote placés dans leurs villages.²⁴

Depuis ce mois de juillet 1987 jusqu'aujourd'hui, les Bembe n'achètent plus au marché aucun produit des Banyarwanda, malgré l'effort de l'imposition faite par l'autorité et les militaires. Ils justifient ce refus par la crainte d'empoisonnements orchestrés par les Banyarwanda pour exterminer tous les Bembe et occuper leur territoire. Mais, d'autre part, les Banyarwanda, n'étant ni agriculteurs, ni chasseurs, ni pêcheurs, sont obligés d'acheter les produits des Bembe pour leur survie, non sans avoir fait goûter d'abord le produit par le vendeur.

Pour sa part, A. Kimoni Kicha relève les préjugés ethniques comme une des raisons qui, parmi beaucoup d'autres, contribuent à ce clivage Tutsi-Bembe. Il précise que les Bembe considèrent les Tutsi comme des bons à rien, des incapables, sans force physique, des incirconcis, un peuple inférieur, des gens qui ne font que boire du lait à longueur de journée, pleurant non leurs morts, mais leurs vaches. De leur côté, les Tutsi traitent les Bembe de turbulents, de barbares, d'orgueilleux, à qui il faut laisser tous les durs travaux en échange d'un veau voué à la mort. Il

²² A. KIMONI KICHA, *op. cit.*, p. 12.

²³ *Ibidem*, p. 14.

²⁴ Les Banyarwanda ont boycotté les élections législatives, parce qu'aucun de leurs candidats n'y avait été retenu. En plus et surtout, parce que les instances politiques du pays avaient annulé les élections municipales et locales auxquelles un des leurs était passé conseiller de la collectivité Tanganyika/zone de Fizi.

ressort de ces préjugés que les Bembe continuent de pratiquer les pénibles travaux ayant trait à l'agriculture, à la chasse et à la pêche, tandis que les Banyarwanda demeurent de fervents pasteurs.²⁵

La rapide croissance démographique des Tutsi et leurs ambitions politiques inquiètent les Bembe, qui trouvent dans les Banyarwanda un danger éminent : ils les accusent d'être envahisseurs et étrangers. Mais les Banyarwanda réagissent par plusieurs mécanismes pour dissimuler leur origine. Ainsi, ils prennent le nom de la région qu'ils occupent, tel que Banyamulenge, en référence au Mulenge, nom des collines au-dessus d'Uvira. D'autres possèdent plusieurs identités, selon qu'ils sont dans tel ou tel pays.²⁶

Lors de nos enquêtes, nous avons entendu dire que les Banyarwanda qui sont dans les montagnes de Fizi détiennent des armes à feu (environ 80). Ces armes ont été soit obtenues chez des militaires malhonnêtes qui n'ont pas hésité à les échanger contre une vache, soit données par les militaires (FAZ), lors de la rébellion, aux Banyarwanda et aux Bembe. Après la guerre, les chefs militaires ont réussi à récupérer presque toutes les armes détenues par les Bembe, mais celles détenues par les Banyarwanda sont gardées par eux jusqu'aujourd'hui. Et cela permet aux chefs militaires basés dans ce territoire d'obtenir quelque profit, parce que, dès qu'une action de contrôle d'armes est amorcée chez les Banyarwanda, ces derniers réunissent deux ou trois vaches pour calmer le chef militaire initiant l'opération. La supériorité en armes des Banyarwanda inquiète les Bembe qui s'attendent, d'une nuit à l'autre, à une éventuelle guerre d'ethnie.²⁷

²⁵ A. KIMONI KICHA, *op. cit.*, p. 14.

²⁶ *Ibidem*, p. 15.

²⁷ Ce conflit complexe, Banyarwanda-Bäbembe, constitue une matière d'investigation pour les futurs chercheurs. Nous estimons, quant à nous, qu'il est grand temps que les pouvoirs publics, seuls compétents en cette matière, redéfinissent cette coexistence, afin d'établir de nouvelles bases et éviter ainsi les malentendus, les querelles tribales, et une éventuelle guerre armée qui en résulterait.

De tous les peuples occupant la zone de Fizi, les Bembe restent numériquement le groupe le plus important, avec 154 848 habitants, contre 5 367 étrangers : Banyarwanda et Barundi, soit un total de 160 215 habitants pour toute la zone de Fizi.²⁸ Le mode de vie des Bembe, leurs institutions et leurs coutumes ont été progressivement adoptés par leurs voisins, Babwari, Bazoba, Batwa, et quelques Fulero et Vira.

Les Bembe sont constitués par plusieurs clans fortement marqués par une conscience d'appartenance au groupe qui les pousse constamment à une tendance à s'identifier. Les clans sont : Babungwe, Bashimnyaka, Basango, Bashi M'Indje, Bashashingu, Bashi M'Uma, Bashimwenda, Bashamakulu, Bashalangwa, Bashimembe, Basombo, Bahese, Bashashiti²⁹. Tous ces clans sont disséminés à travers les cinq collectivités constituant le territoire Bembe : Lulenge, Ngandja, Mutambala, Tanganyika pour la zone de Fizi, et Itombwe en zone de Mwenga. La collectivité Tanganyika est la plus peuplée et comporte la plus forte densité : 27 habitants au km².

Par cette population, la zone de Fizi se trouve être la moins peuplée de la sous-région du Sud-Kivu. Cette faiblesse démographique est, à notre avis, attribuable en partie aux massacres causés par les rébellions de 1964, le maquis de 1967 à 1986, ainsi qu'à l'exil massif des Bembe vers les pays voisins et d'autres régions du Zaïre. Actuellement, la population a relativement augmenté, suite au rapatriement intensif des Bembe en 1972 et en 1980, du Burundi et de la Tanzanie, à cause des troubles politiques qui régnaient dans ces deux pays.

²⁸ Rapport annuel de l'état-civil, zone de Fizi, exercice 1984. Archives Division régionale de l'Administration du territoire de Bukavu.

²⁹ Nos informateurs : Kimoni Kicha Ula, Chabo Mlolwa, Balongelwa Kalua et Lubengyu Deni.

Avant d'examiner les origines de la rébellion dans la zone de Fizi, il est utile de rappeler l'organisation de la région sous le régime colonial, ainsi que la structure sociopolitique des Bembe.

La création de la zone de Fizi commence avec l'établissement du poste de Kalembembe, en 1899. Ce nom a été attribué par les Belges au Kilicha. Le Kilicha était dirigé par Muleka Kibukila, grand allié des révoltés, qui avait massacré deux militaires belges envoyés pour négocier la paix. Il s'était abstenu de se rendre à la réunion convoquée par les Belges, mais son frère Mbanduci s'y était rendu et avait promis la paix, en remettant toutes les armes abandonnées par les mutins. Les Belges le prirent pour "chef de la paix", après qu'il eut déclaré : "Tunapenda kalembé" (nous voulons la paix). D'où l'appellation Kalembembe.³⁰

Ainsi donc, fondé pour des motifs stratégiques, le poste de Kalembembe constituait le point de départ de l'organisation administrative de tout l'Ubembe.

Le territoire de Kalembembe fut créé par le décret du 25 mars 1912, qui divisa le Congo en 22 districts et 192 territoires. Le chef-lieu de Kalembembe se trouvait enclavé par rapport à la population et aux chefferies qu'il supervisait. D'où, dans un souci de se rapprocher des administrés et de se placer au centre de l'Ubembe, le pouvoir colonial transféra, en 1924, le chef-lieu du territoire sur la colline Akyangga, qui devint ainsi la nouvelle Kalembembe.³¹

Sous l'empire du décret du 15 avril 1926 préconisant la désignation des territoires par le nom de l'éthnie qu'ils renferment, le territoire de Kalembembe devint le territoire des Bembe, le 1er octobre 1926; le chef-lieu gardait le nom de Kalembembe. Le décret du 5 février 1935 lui attribua le nom de territoire de Fizi, par transformation (par les autorités coloniales) du terme swahili *fisi*, lorsqu'une sentinelle tua une hyène sur la colline Akyangga.

³⁰ F. MULLIKWA, *op. cit.*, p. 38.

³¹ M. E. EBASOMBA, *op. cit.*, pp. 62-63.

Ainsi créée en 1937, la zone de Fizi (territoire de Fizi) était composée de cinq secteurs : Lulenge, Ngandja, Mutambala, Tanganyika et Itombwe. Ces entités furent érigées en secteurs pour des raisons relevant de la structure lignagère des Bembe précoloniaux, laquelle structure s'oppose à celle des Bavira, Bafulero et Bashi, qui, eux, furent regroupés dans des chefferies, compte tenu de la reconnaissance séculaire d'un chef (*mwami*) présidant toute la tribu. Les premiers chefs nommés pour ces secteurs furent : Kilenga pour le secteur Lulenge, Simbi à Ngandja, Sibarwa à Mutambala, Lisasi Mlaka à Tanganyika, et Kisale à Itombwe.³²

Le secteur d'Itombwe resta rattaché au territoire de Fizi jusqu'en 1948. Cependant, avec la création du territoire de Mwenga le 1er janvier 1949, les colonisateurs estimèrent nécessaire d'arracher quelques secteurs et chefferies, qui appartenaient aux autres territoires selon leurs relations linguistiques et ethniques, pour constituer le territoire de Mwenga. Une autre raison qui milita pour l'annexion du secteur d'Itombwe à la zone de Mwenga est la proximité géographique de son chef-lieu (Mika), plus proche de Mwenga que de Kalembembe, chef-lieu de la zone de Fizi.

Actuellement, sur le plan politico-administratif, la zone de Fizi (chef-lieu : Fizi) est subdivisée en quatre collectivités secteurs qui sont :

1. la collectivité secteur de Lulenge, chef-lieu Kalembwe
2. la collectivité secteur de Ngandja, chef-lieu Lubondja
3. la collectivité secteur de Mutambala, chef-lieu Baraka
4. la collectivité secteur de Tanganyika, chef-lieu Mboko.

Il importe d'expliquer aussi, dans ses grandes lignes, l'organisation sociopolitique bembe. Elle offre une complexité remarquable, la tribu bembe n'ayant jamais connu d'organisation étatique centralisée. Dans la société bembe, les relations politiques se fondent sur le principe de descendance. On sait que, suivant ce principe, la parenté fournit au politique un modèle et un langage tels que les relations politiques

32 F. MULLIKWA, *op. cit.*, p. 47.

sexprimant en termes de parenté, et les manipulations de la parenté sont un des moyens de la stratégie politique.³³ Il existe donc une connexité flagrante entre la parenté et le politique, telle que les fonctions multiples des groupes de descendance et des groupes lignagers rendent toujours difficile la délimitation stricte de l'un et l'autre domaine.³⁴

Ainsi donc, la structure sociopolitique bembe comprend les clans, à l'intérieur desquels sont organisés les lignages, et, au sein des lignages, les familles. L'une des caractéristiques essentielles de ces clans, c'est leur dispersion sur tout le pays des Bembe. Le clan n'habite pas un seul territoire, mais les familles qui le composent habitent des lopins de terre éparpillés. A titre d'exemple, les Bashimnyaka comptent un groupe à l'est (Tanganyika), un autre à l'ouest (Lulenge), et un troisième au nord-ouest (Itombwe).

Les différentes familles du lignage sont dirigées par les aînés respectifs qu'on appelle les Ufa. Au niveau du clan ou du lignage, c'est à l'aîné que revient le rôle de chef. Le chef de clan dirige toutes les réunions d'intérêt général : mariage, initiation, travaux collectifs, etc. C'est lui qui, après discussion, prend la décision finale, en donnant soit sa désapprobation, soit son consentement. Il fait observer les coutumes de la société. Lorsqu'il constate un acte infâme contre la tradition, il convoque le conseil pour soumettre le coupable à la réprobation collective. Le chef de clan est, enfin, le grand juge des différends entre les familles ou les membres de son clan. Cependant, son pouvoir est loin d'être discrétionnaire, car il est limité par le conseil du clan.³⁵

En fait, l'autorité du chef du clan tient à deux données essentielles :
1. la nécessité du respect, par tous les membres de la communauté, des usages de la tradition et de la coutume;

33 G. BALANDIER, *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 1969, p. 61, cité par A. KIMONI KICHA, *op. cit.*, p. 16. Sur la définition du cadre sociopolitique comme réseau de rapports horizontaux et verticaux, voir J. MAQUET, *Pouvoir et société en Afrique*, Paris, Hachette, 1970, p. 21.

34 G. BALANDIER, *op. cit.*, cité par A. KIMONI KICHA, *op. cit.*, p. 16.

35 M. E. EBASOMBA, *op. cit.*, p. 27.

2. la possession par le chef du clan du droit d'aïnesse, doublé la plupart du temps d'un pouvoir magico-religieux.³⁶

Le chef du clan (Mwenembuka) ne règne pas en despote. Chaque chef de famille reste le seul responsable de son petit groupe. Ceci provient du fait que le pouvoir au sein de la société bembe revêt deux aspects : il est d'abord communautaire, c'est-à-dire qu'il relève de la compétence de tout le groupe. Il n'existe pas de pouvoir centralisé au niveau de toute la société, ni de chef monarque; l'autorité de l'aîné se limite aux normes que lui reconnaît la communauté. Le pouvoir est ensuite institutionnalisé, car associé à une institution, celle du bwami. Le Ula doit y conformer toute son activité.³⁷

La structure politico-administrative actuelle est l'aboutissement de l'organisation centralisée instaurée par les colonisateurs, en remplacement de l'autorité traditionnelle issue du droit d'aïnesse.

Enfin, quelques mots décrivent les aspects économique et socioculturel de la région.

La zone de Fizi est une zone agricole par excellence, et les Bembe sont avant tout agriculteurs, même si la chasse reste pour eux une activité non négligeable. Les régions de Baraka, Ubwari, Lulenge, Kaboke et Lubondja sont particulièrement favorables à l'agriculture. On y cultive toute une gamme de cultures maraîchères et vivrières : haricot, petit pois, chou, sorgho, patate douce, arachide, maïs, banane, paddy, igname, et surtout le manioc, qui constitue l'aliment de base des Bembe. Quand les champs à cultiver sont de vastes étendues, le travail s'effectue collectivement. Le propriétaire du champ devra offrir à manger et à boire à tous les membres du groupe : c'est le "esale", un des meilleurs cadres d'expression de la solidarité et de la fraternité bembe.³⁸

La colonisation a introduit les cultures dites industrielles. Trois de ces cultures sont pratiquées dans la zone de Fizi. Les deux variétés du café

³⁶ A. KIMONI KICHA, *op. cit.*, p. 17.

³⁷ *Ibidem*.

³⁸ *Ibidem*, p. 18.

arabica et robusta sont cultivées, la première sur les montagnes de Mutambala, la seconde au bord du lac Tanganyika. Le palmier à huile et le coton se cultivent également dans la plaine littorale. Mais le grand mal dont souffre aujourd'hui la production agricole de Fizi est le manque de débouchés. Aussi le gros de l'agriculture porte-t-il sur les produits d'autoconsommation.

A côté de l'agriculture, la pêche dans le lac Tanganyika constitue aussi une source de revenus et un moyen d'alimentation. Il s'agit surtout de petits poissons du genre esprots dénommés "ndakala". La pêche aux gros poissons est aussi pratiquée, mais à une échelle beaucoup plus réduite. Fizi alimente en poisson les villes d'Uvira, de Bukavu et leurs environs. Actuellement, ce commerce subit de sérieuses difficultés dues à l'état défectueux de la route Baraka-Uvira.

L'élevage est moins significatif dans l'alimentation. Les Bembe pratiquent l'élevage du petit bétail et de la volaille, qu'on ne consomme que lors des cérémonies, telles que le mariage, l'initiation, l'hospitalité, et pour les amendes, etc. L'élevage du gros bétail sur les plateaux reste l'apanage des Banyarwanda.

Soulignons enfin que la zone de Fizi regorge d'importants gisements d'or et de cassitérite. Notons aussi la présence de quelques troupeaux d'éléphants, hippopotames, gorilles, lions, etc., dans la plaine de Lulenge-Kabambare et sur les plateaux de Lulenge-Itombwe.

Du point de vue culturel, la société bembe présente une complexité particulièrement étonnante. Le processus d'enculturation - fait d'imprégner un enfant de sa culture -, amorcé dès le jeune âge au sein de l'atmosphère familiale, se poursuit à travers les multiples contacts sociaux. Pour les hommes, l'enculturation se renforce et s'enracine davantage par la pratique de l'initiation. Celle-ci consiste en un ensemble de rites destinés à intégrer le jeune garçon dans la catégorie des adultes. C'est le "Butende" ou "Bwale".³⁹

Les cérémonies du Butende sont de deux sortes :

³⁹ *Ibidem*, p. 19.

1. Le premier groupe comprend l'ensemble des cérémonies qui se déroulent publiquement au village. Il s'agit, d'une part, des cérémonies introductives ou préliminaires, et d'autre part, de celles marquant le retour de la brousse, et donc la fin de la session du Butende.

2. Le second, plus important que le premier, est celui comprenant les cérémonies qui se passent en brousse, où un vaste gîte a été érigé pour héberger les néophytes : c'est le "lukole". En pratique, les activités des initiés au lukole concernent la circoncision et l'éducation.

Le Butende est en fait l'institution qui assure au jeune homme une formation solide. Son organisation, son déroulement et son maintien sont grandement l'œuvre des sectes magico-religieuses auxquelles il facilite l'accès : c'est le cas de Alunga, Elanda, Bwami.⁴⁰

Chapitre II - Les origines de la rébellion

Phénomène national, la rébellion a affecté de nombreuses régions du Zaïre, dès les années 60, le Kwilu d'une part, et, d'autre part, l'est du pays : le Maniema, le Sankuru, Kisangani, Uvira-Fizi. Nous voudrions seulement rappeler ici les circonstances qui ont causé et encouragé ce phénomène.⁴¹

De 1959 à 1964, l'évolution politique du Zaïre est marquée par trois vagues qui se superposent dans le temps.⁴² La première, dominée par Lumumba, marque l'essor du mouvement nationaliste, unitariste (1959-1960); la deuxième, dominée par Adoula-Tshombe, est marquée par la sécession du Katanga et le parachutage belge-américain sur Stanleyville en novembre 1964; la troisième, dominée par Olenga-Soumialot, est celle des résistances, oppositions, tentatives diverses de fonder un contre-pouvoir.

C'est cette troisième vague qui nous intéresse ici. Evoquons rapidement ses manifestations, dans le Kwilu d'abord, puis dans l'est du pays.

Après un an d'absence, en juillet 1963, Mulele rentra au Kwilu. La région était déjà préparée à l'action subversive par les partis d'opposition PSA/Gisenga et PRA, interdits par le gouvernement central.⁴³

Mulele entreprit la formation de la jeunesse rebelle dans des camps d'entraînement, lança des actions sporadiques fin 1963, et entama, au

⁴⁰ Lire, à ce propos, les travaux de M. E. EBASOMBA, *op. cit.*, pp. 13-22, et AFUMBA, *Histoire des institutions des Bembe : origine, signification et évolution*, mémoire inédit, UNAZA, Lubumbashi, 1980.

⁴¹ Pour plus de détails sur les événements, voir : B. VERHAEGEN, *Rébellions au Congo*, *op. cit.*, tome I, pp. 67-124; Dossiers du CRISP : *Congo 1964*, Bruxelles-Leopoldville, CRISP-INEP, 1965, pp. 3-78, et *Congo 1965*, Bruxelles-Kinshasa, CRISP-INEP, 1966, pp. 43-58 et pp. 456-459; C. COQUERY-VIDROVITCH et al., *op. cit.*, passim; K. MIPIAK, *Le Kwilu et le maguvis muleliste (1963-1966). Essai d'étude sociopolitique*, mémoire inédit, ISP/Bukavu, 1976.

⁴² B. VERHAEGEN, *Conditions politiques et participation sociale à la rébellion dans l'est du Zaïre*, in : H. Weiss et B. Verhaegen, « Les rébellions dans l'est du Zaïre (1964-1967) », *Les Cahiers du CEDAF*, n° 7-8, 1986, p. 1.

⁴³ PRA : Parti de Regroupement Africain, présidé par Mbowan Kiem; PSA : Parti Solidaire Africain : PSA/Gizenga et PSA/Kanitiatu.

début de 1964, la lutte ouverte et l'occupation effective d'une vaste zone (Gungu, Idiöfa, Kantsha Loange) jusqu'au Kwango et au Kasai. La population, en majorité des Mbunda et des Bapende, suivit Mulele, qui leur promettait la véritable indépendance et la fin de leurs souffrances; mais il ne parvint pas à rallier toutes les ethnies à sa cause, tels les Bayanzi, Basuku, Badinga. Ce fut une des raisons de son échec. Il y eut d'autres : le manque d'armes, le manque de structure et de formation politique. Mais l'erreur principale de Mulele fut de vouloir appliquer une stratégie "à la chinoise", alors que les conditions géographiques et politiques, nationales et internationales, n'y étaient pas favorables.⁴⁴

La rébellion d'Uvira-Fizi éclate au premier semestre de 1964, trois mois après celle du Kwilu. Elle est importante, parce qu'elle fut longtemps la seule base stratégique à partir de laquelle les forces rebelles se dirigèrent vers le Nord-Katanga (Albertville), vers le Maniema, le Sankuru et Kisangani; et aussi, parce qu'elle montre bien les conditions initiales favorables à la rébellion, qu'on peut résumer en ces trois facteurs : une base ethnique, un encadrement et un leadership politique, des conditions economico-sociales particulières.

La région d'Uvira connaissait des foyers de tension d'origine tribale et des troubles politiques (répression du pouvoir central contre les dirigeants du MNCL) et même de violents incidents (fin novembre 1963 et 1964).⁴⁵ Deux ethnies ont joué un rôle particulièrement actif dans cette rébellion : les Bafulero et les Bembe. Trois autres groupes ont été étroitement mêlés aux premiers : les Barundi, population émigrée du Burundi, les Bavira, premiers occupants de la région d'Uvira et les réfugiés Tutsi venus du Rwanda depuis 1960.

⁴⁴ L'insurrection faisait face à un adversaire qui pouvait compter sur l'aide militaire occidentale et sur l'appui de l'Organisation des Nations Unies au Congo - ONUC. Voir B. VERHAEGEN, in C. COQUERY-VIDROVITCH et al., *op. cit.*, tome 1, pp. 147-167 (p. 166).

⁴⁵ A ce sujet, lire B. VERHAEGEN, *Rebellions au Congo*, *op. cit.*, tome 1, pp. 259 sq.

Les troubles persistèrent dans la plaine d'Uvira et, en février 1964, le CNL (Conseil National de Libération) dirigé à l'est du Congo par Gaston Soumiatlot, établit son état-major à Bujumbura et entra en contact avec les dirigeants locaux d'Uvira. Soumiatlot occupait le poste de secrétaire général des Forces Armées Révolutionnaires; il était accompagné d'une équipe restreinte de dirigeants du MNCL parmi lesquels Henri-Martin Kasongo et Grégoire Amisi. Laurent Désiré Kabila, qui était secrétaire général aux Affaires sociales, jeunesse et sports dans le CNL/Gbenye fut envoyé en même temps que Soumiatlot, mais avec la mission d'organiser à partir d'Albertville (Kalamie) la rébellion dans le Nord-Katanga, d'où il était originaire. Les contacts avec Soumiatlot apportèrent un souffle nouveau aux rebelles et les disposèrent à ouvrir les attaques.⁴⁶

Dans la nuit du 16 au 17 mai, Uvira fut prise par des partisans commandés par le colonel Bidalira et entraînés à l'assaut au cri de "Mulele maïe". Ce fut la première d'une longue série de victoires militaires pour la rébellion.

Une nouvelle administration fut mise en place dès le 17 mai; des laissez-passer furent distribués aux civils qui voulaient circuler, sauf aux Européens. A Uvira, les rebelles imposèrent immédiatement leur régime, faisant preuve d'une méthode et d'une discipline contrastant avec l'anarchie des opérations précédentes. Les rebelles qui prirent Uvira étaient en majorité des Bafulero; mais il y avait également des Barundi et des Bembe. Tous étaient sous les ordres du colonel Louis Bidalira.⁴⁷

Quelques jours après la prise d'Uvira eut lieu la première déclaration publique de Soumiatlot. Il traça les objectifs du CNL, qui n'avait d'autre but que de rendre la paix au Congo-Léopoldville, relever l'économie, rétablir le respect de la démocratie, de la liberté des citoyens congolais, y compris les étrangers. Ce mouvement combattait le colonialisme et l'impérialisme.

A partir de ce moment, la rébellion au Kivu fut contrôlée effectivement et officiellement par les dirigeants du CNL-section est-

⁴⁶ *Ibidem*, p. 297.

⁴⁷ *Ibidem*, p. 299.

Congo. A la fin de mai 1964, le comité s'affirma comme un organe de gouvernement disposant des compétences et des pouvoirs normaux. Soumialot était le président du comité. C'est sous son impulsion que les rebelles se lancèrent à la conquête de Fizi dans les derniers jours du mois de mai.⁴⁸

Au même moment, le Maniema connaissait de graves difficultés : divisions de la population en factions rivales : nationalistes et modérés, catholiques et musulmans arabisés, etc. L'annonce des premières victoires mulleistes au Kwilu encouragea l'opposition qui s'organisa Kasongo, puis Kindu tombèrent aux mains des rebelles mulleistes, en juillet 1964, bien accueillis par la population, à l'exception des fonctionnaires, notables et commerçants, terrés chez eux. L'offensive se poursuivit, sur l'ordre de Soumialot, qui avait confié à Olenka la mission de conquérir Stanleyville (Kisangani). Nous en reparlerons.

De même, le Sankuru connaissait des conditions socio-économiques désastreuses - paupérisation, corruption, mauvaise gestion, chômage - aggravées par l'assassinat de Patrice Lumumba, un fils du pays. Les Simba y pénétrèrent sans difficultés, venant de Kibombo et Kindu; ils s'emparèrent, entre autres, de Lodja et de Lusambo. Mais ils furent battus à plusieurs reprises par l'ANC, et, fin octobre, ils durent quitter le Sankuru.⁴⁹

Quant à la ville de Kisangani (Stanleyville), elle connaissait une situation extrêmement troublée : la création de la province du Haut-

⁴⁸ *Ibidem*, p. 315.

⁴⁹ Sur la rébellion au Sankuru, lire : T. TURNER, "L'insurrection de 1964 au Sankuru : stratégie militaire, mobilisation de masse, justice révolutionnaire", in : C. COQUERY-VIDROVITCH et al., *op. cit.*, tome I, pp. 105-119; et H. ONATSHUNGU, *Rébellion au Sankuru 1964*, mémoire inédit, Kinshasa, Université Lovanium, 1969, *passim*.

Congo, le 27 mars 1963, contestée par les Ankutsu,⁵⁰ mais entérinée par les Azande, avait engendré la crainte de tribalisme et de régionalisme. Le parti RADECO (Rassemblement des Démocrates congolais), créé par C. Adoula, brimait la population, plus favorable au MNCL : ainsi, il fallait présenter sa carte du RADECO pour pouvoir acheter des marchandises dans les magasins.

Les rebelles répandaient le mythe de la libération et de la deuxième indépendance, et s'appuyaient sur des rituels d'immunisation magique leur assurant l'invulnérabilité et la conscience d'appartenir à une société nouvelle, à l'intérieur de laquelle toutes les différences d'origine et les oppositions anciennes étaient supposées abolies.⁵¹

Les rebelles envoyaient des émissaires déguisés en rescapés - tant militaires que civils - fuyant les régions qu'ils contrôlaient, et surtout répandant la peur en diffusant la rumeur de leur invincibilité. Ils s'installèrent dans le quartier arabisé de la ville (lequel se confirma plus tard comme état-major des forces rebelles), pour préparer le terrain. La prise de la ville eut lieu le 4 août 1964. Le général Olenka y exerça l'autorité suprême, tant civile que militaire.

Dans son discours du 6 août, Olenka affirma que son armée n'était pas un ramassis de chômeurs, mais une armée populaire composée de la population active ayant épousé le programme du CNL contre le gouvernement néocolonialiste de Léopoldville. Son objectif était de combattre l'impérialisme et le néocolonialisme sous toutes ses formes, de neutraliser le gouvernement de Léopoldville et de constituer un gouvernement démocratique et populaire. Ce qui exigeait le désarmement de toute l'ANC. Il termina en assurant la population que son armée ferait tout pour garantir la sécurité des biens et des personnes, même des étrangers.⁵²

⁵⁰ Une des tribus numériquement importantes, implantées dans cette entité depuis plusieurs années. Lire, à ce sujet, H. ONATSHUNGU, *op. cit.*, p. 6.

⁵¹ T. MWABILAY, *Rébellion à Kisangani 1964*, mémoire inédit, ULK Kisangani, 1971, p. 9.

⁵² *Ibidem*, p. 62.

Ainsi, nous pouvons dire que la présence des Simba dans la ville de Kisangani est une conséquence d'une situation politico-sociale désastreuse antérieure, restée non résolue. Le succès de la rébellion dans cette ville provient, d'une part, du concours que lui a apporté l'adhésion massive de la population de la place, grâce au mythe de la deuxième indépendance, qui corrigerait les déceptions et l'appauvrissement de la première indépendance. D'autre part, le succès provient également du courage des rebelles, courage dû en partie aux rituels d'immunisation magique qui leur donnaient l'assurance de leur invincibilité.

La rébellion dans la zone de Fizi

C'est la zone de Fizi qui intéresse le plus notre propos. Nous verrons, dans les grandes lignes, les événements de la rébellion de 1964, et les débuts du maquis en 1967.

Avant la rébellion,⁵³ la zone de Fizi a connu de nombreuses controverses, qui constituèrent des facteurs et des conditions favorables à l'éclatement de la rébellion.

En 1963, il était prévu un district à Fizi qui s'appellerait, selon nos informateurs, le district de "Akye Ato". Mais, lors du débat sur l'implantation de ce district, les députés de Fizi à la province (Bukavu), notamment Mutambala Dieudonné, Jean Abedi, et Makangila Jérôme ne sentirent pas pour une même solution : les deux premiers voulaient que le district soit installé à Uvira,⁵⁴ le troisième défendait la cause de Fizi. La majorité l'emporta et le district s'implanta à Uvira.

Les bruits sur cette polémique divisèrent les Bembe à Fizi, et une contestation surgit lors de la promulgation de la création de la province du Kivu central, le 18 mai 1963 : les uns voulaient que la zone de Fizi

53 Voir les travaux de B. Verhaegen, et, par exemple, de : N. MUIJOMBWE, *La rébellion de 1964 dans la zone de Fizi et ses conséquences*, mémoire de licence, UNAZA, Lubumbashi, 1979.

54 Il semble qu'ils auraient été corrompus par les Bavira et les Bafutero, lors d'une réunion qui s'est tenue à Uvira.

fasse partie de la province du Kivu central, d'autres de celle du Maniema, et d'autres encore de celle du Nord-Katanga.⁵⁵

Avant d'éluider cette situation, il faut signaler que la tension s'accrut encore suite à l'assassinat d'un conseiller de secteur - Samuel Mangapi -, arrêté par l'administrateur Limoko, du territoire de Fizi, avec 250 autres personnes, en tant que membres du MNCL-Fizi. Selon nos informateurs, Mangapi aurait été assassiné par les membres de l'association d'élite bembe à Bukavu, sur l'ordre de Mutambala Dieudonné, parce qu'il voulait le ralliement de la zone de Fizi à la province du Maniema. Les Bembe, qui étaient en majorité partisans du MNCL⁵⁶ furent indignés de cette mort : elle serait à la base d'une vive tension entre les partisans du MNCL et ceux fidèles à l'administrateur Limoko.

Quant à la promulgation de la loi créant la province du Kivu central et soumettant le territoire de Fizi au référendum, les dirigeants et conseillers bembe étaient divisés en plusieurs tendances. Certains conseillers avaient signé trois pétitions à la fois : une pour le Maniema, une autre pour le Nord-Katanga, et une troisième pour le Kivu central. Cette attitude reflétait la triple attirance qui s'exerçait simultanément sur les Bembe. Il semble que la division entre partisans du rattachement au Maniema d'une part, et ceux qui souhaitaient voir incorporer le territoire au Nord-Katanga ou au Kivu central d'autre part, recoupait l'opposition entre cadres militants du MNCL (ex UNEBAFI) et autorités coutumières.⁵⁷

Vers la fin de 1963, l'agitation s'accrut dans tout le territoire, où la MNCL réorganisait ses sections. Le député national Mutchungu Jérôme fut accusé de se livrer à une propagande antigouvernementale. La population se trouva tiraillée entre l'autorité locale ou coutumière, l'administrateur spécial et les militants du MNCL conduits par le député Murchungu. Elle cherchait des circonstances favorables pour s'opposer aux agents de l'administration Limoko.

55 B. VERHAEGEN, *Rebellions au Congo, op. cit.*, tome 1, p. 271.

56 F. MULIKWA, *op. cit.*, p. 75.

57 B. VERHAEGEN, *Rebellions au Congo, op. cit.*, tome 1, p. 271.

Ainsi, lorsque les Bembe apprirent que Uvira était prise par les rebelles (17 mai 1964), ils se soulevèrent et arrêtèrent les militaires, les policiers, et les administratifs installés à Fizi, tandis que l'administrateur Limoko fuyait vers Kalemie. Entre-temps, la jeunesse du MNCL s'organisait depuis Makobola, Mboko, Baraka, Fizi, Lulimba et Lulenge, pour accueillir les rebelles, qui occupèrent la zone de Fizi le 27 mai 1964, sans combat. Les Bembe qui peuplent la zone de Fizi se joignirent rapidement à la rébellion. Cette adhésion lui ouvrit toute la région bembe, et, par là, la voie vers Albertville et le Nord-Katanga d'une part, vers Kasongo et le Maniema d'autre part.

G. Soumialot, président du CNL-est n'arriva à Fizi que le 26 juin, où il fut accueilli par Jacques Selemani, président de la JMNC/Fizi. Ce dernier établit, à cette occasion, la distinction entre les Jeunesses, l'Armée populaire et les partis politiques (MNCL et CEREAKashamura). Durant toute cette période, Charles Simba, président du MNCL local, fut la seule autorité administrative et politique responsable pour le territoire (zone) de Fizi, car son parti dominait les autres organes de la rébellion, tel l'APL/Fizi commandé par Shabani Ndalo.⁵⁸

Le caractère populaire et anti-bourgeois de la rébellion ressort de certaines déclarations faites à Fizi par les dirigeants rebelles locaux contre l'élite et la classe politico-administrative en place. Tous ceux qui ont participé au pouvoir pendant l'ancien régime sont accusés d'être "PNP", c'est-à-dire ennemis du peuple et de l'indépendance. Cependant, ce n'était pas le principe même du pouvoir et de l'organisation administrative qui était mis en cause, comme ce fut le cas au Kwilu, c'étaient plutôt les titulaires.⁵⁹

⁵⁸ B. VERHAEGEN, *Rebellions au Congo, op. cit.*, tome 1, p. 331.

⁵⁹ *Ibidem*, p. 334.

Le maquis de 1967

Le maquis de 1967,⁶⁰ nous l'avons dit, commença dans la zone de Fizi, avec le retour au Zaïre du général Shabani Mahulani Ndalo et de Laurent Désiré Kabila, en 1967.

Lorsque la rébellion de 1964 avait pris fin en 1966 dans la zone de Fizi, tous les chefs rebelles étaient retrouvés en exil à l'extérieur du Zaïre, surtout en Tanzanie. Et c'est de là que partira le processus de retour au pays, afin d'organiser le maquis d'opposition au gouvernement de Kinshasa.

Notons que, vers les derniers jours de la rébellion de 1964, des conflits et mécontentements d'origine ethnique surgirent entre le groupe de Shabani Ndalo et celui de Kabila, à propos des armes et de la base de Kibamba.

Lors d'une conférence à Kigoma (Tanzanie) en 1966, à laquelle prirent part G. Soumialot, S. Ndalo, L. Kabila, I. Masengo, Luchenge, Kungwe et Anzuruni, tous chefs rebelles, Shabani Ndalo dénonça le tribalisme et le clanisme qui régnaient dans le Front APL/Fizi. Il souligna la complicité de Kabila, Masengo, des Bembe de Ngandja et des originaires de Kalemie, pour s'approprier toutes les armes se trouvant à la base de Kibamba. A l'issue de cette conférence, présidée par Soumialot, il fut reconnu à Ndalo le grade de chef de la base de Kibamba.

Après la conférence, Ndalo rejoignit les troupes installées à Mboko, sa région d'origine, avant de se rendre à Kibamba, où l'attendaient Kabila et Masengo. Ces derniers, mécontents de la décision prise à la conférence, complotèrent avec Makangila Jérôme, qui fit venir des mercenaires pour combattre Ndalo et ses troupes. A son arrivée à Kibamba, Ndalo était porteur d'une lettre des autorités du CNL, écrite en Egypte, qui l'autorisait à retirer toutes les armes se trouvant sur place, pour les cacher dans les montagnes de Mboko. Mais l'opposition de Kabila et son groupe, avec la complicité des rebelles bembe de Ngandja et Lulenge, ainsi que celle des gens de Kalemie, furent si fortes

⁶⁰ Voir en annexe la liste de nos informateurs.

que Ndalo dut rentrer à Mboko avec seulement 50 armes et une valise de balles. Il décida de rester à Mboko avec ses troupes.

Les conflits et mésententes évoqués ci-dessus se produisirent à la veille de la prise de Fizi par les FAZ (Forces Armées Zaïroises) et les mercenaires. Cette prise de la ville précipita tous les chefs rebelles vers l'exil en Tanzanie, au Burundi, en Ouganda, etc.

En 1967, vers les premiers mois de l'année, les chefs rebelles en exil sentirent la nécessité de rentrer au Zaïre, pour réorganiser, renforcer et lancer une révolution. C'était le début d'un long processus. Cependant, au cours de cette période, se manifestèrent des divergences d'option politique parmi les chefs rebelles. Kabila ne partageait plus les vues de Soumailot. Il avait opté pour une révolution fondée sur la philosophie politique du marxisme-léninisme et la création d'un Etat socialiste au Congo, tandis que Soumailot et son groupe avaient opté pour la continuation de la rébellion de 1964, fondée sur le nationalisme lumbaliste. Ainsi, on constata que Ndalo, fidèle à Soumailot et au MNCL, avait son groupe bien distinct de celui de Kabila.

A Rumonge (Burundi), où siégeait l'état-major de Ndalo, les émissaires de Kabila cherchèrent à maintes reprises à nouer des rapports dente et de collaboration, en vue d'organiser une seule révolution capable d'atteindre leur objectif commun : renverser le régime établi au Zaïre. Mais leurs efforts restèrent vains. Le général Ndalo fut le premier à entrer au Zaïre vers juillet 1967, par la trouée de Kiliba. Il s'installa d'abord dans les montagnes de Kitoka, ensuite dans celles de Lulambwe, au-dessus de Mboko, où il implanta sa capitale tant politique que militaire.

Quant à L. D. Kabila, il traversa, le 24 octobre 1967, le lac Tanganyika de Kigoma à Kibamba, où il fut chaleureusement accueilli par la population de la collectivité de Ngandja et de Lulenge. Il était accompagné de sa petite armée de route composée de seize personnes armées de trois revolvers. L'accompagnaient aussi ses trois collaborateurs, à savoir : Yumbu Gabriel, premier vice-président; Masengo Ildephonse, deuxième vice-président; et Umba Jeanson, secrétaire général adjoint.

L'organisation du maquis Kabila fut facilitée par une certaine disponibilité à la révolution déjà présente chez les Bembe frustrés par l'échec de la rébellion de 1964, et accablés par les tracasseries militaires (FAZ) et administratives, à la suite de l'écrasement de la rébellion en 1966. A cela, il faut ajouter le fait que Kabila tira profit de sa familiarité avec les Bembe de Lulenge, Ngandja et Ilombwe, qui le connaissaient depuis la première rébellion.

Ainsi, son groupe s'agrandit vite et son maquis atteignit un niveau d'efficacité et d'organisation assez élevé, grâce à sa maîtrise du marxisme-léninisme et à sa propagande en vue de l'instauration d'un Etat démocratique et socialiste. C'est de là qu'est partie la révolution des maquis Kabila et Ndalo de 1967, dans la zone de Fizi.

2e partie - Organisation du maquis Kabila (1967 - 1986)

Nous avons centré ce travail sur le maquis Kabila, à cause de son importance sur les plans géographique, démographique, politique militaire, voire diplomatique. Le maquis Ndalo, ne représentait, quant à lui, que 700 combattants et 1.270 civils, et son fief d'action était limité aux seules montagnes de Lulambwe (Mboko).

Chapitre I - Organisation territoriale et politique

Organisation territoriale

Le maquis Kabila commença le 24 octobre 1967, avec l'arrivée de Laurent Désiré Kabila à Kibamba. Comme nous l'avons dit, il fut bien accueilli par la population de Ngandja et Lulenge, qui le connaissaient depuis 1964, et qui cherchait un libérateur du joug et des tracasseries militaires et administratives dont elle était victime depuis la fin de la première rébellion.

Le 24 décembre 1967, Kabila et ses collaborateurs créèrent le PRF (Parti de la Révolution Populaire) à Makanga-Tubaone, dans la collectivité de Lulenge, où quatre groupes de rescapés de l'API, repliés en brousse, étaient venus se rallier à eux. Ces quatre groupes étaient : le groupe de Kilenga Saleh, celui de Kasumu Robert, celui de Caliste Majaliwa, et enfin le groupe de Abuçi Saleh.

Ce ralliement permit à Kabila et à ses partisans de mettre en place une organisation militaire et politique, qui avait pour rôle le recrutement de membres et la formation politique de ceux qui adhéraient déjà. Kabila et ses proches collaborateurs entamèrent une série d'entretiens avec les chefs locaux, pour les convaincre qu'avec le gouvernement socialiste, il n'y aurait plus ni pauvres, ni chômeurs. Tout le monde jouirait équitablement des richesses du pays; il n'y aurait plus d'impôt; les militaires ne voleraient plus les poules et les chèvres de la population. On vivrait dans une société de bien-être social pour tous.

L'endoctrinement affectait même le niveau des actes. Tous les partisans qui se ralliaient au PRP avaient l'obligation, partout où ils se trouvaient, d'aider la population dans toutes ses tâches. Voici ce que rapporte un informateur :

Lorsque les rebelles rencontraient une maman dans son champ en train de labourer ou semer, ils se mettaient tous à l'aider jusqu'à terminer le champ. Si c'était un papa qui couvrirait sa maison, les rebelles l'aidaient jusqu'à la fin. Ces actions d'aide avaient été faites dans tous les domaines et à toutes les catégories de la population.

Ces actes de charité, qui étaient vulgarisés comme étant les caractéristiques de la société socialiste qu'apportait Kabila, avaient eu un grand écho dans presque toute la zone de Fizi. Les populations, qui venaient d'être malmenées par les militaires des FAZ, dans la reconquête des régions envahies par la rébellion de 1964, trouvaient dans Kabila un sauveur et un porte-bonheur. Ainsi, certains parents n'hésitaient pas à déménager avec toute leur famille, et parfois des villages entiers se rendaient chez Kabila. Ce mouvement lui permit de grossir très vite ses effectifs.

Le 7 décembre 1967, à Makanga-Tubaone, le président Kabila convoqua tous les rebelles, combattants et civils, à un mini-congrès

extraordinaire, au cours duquel il releva les sept erreurs à la base de l'échec de la rébellion de 1964. Les voici :

1. Kosa la kuanza
Katika mapinduzi ya kwanza hatukua na mafundisho ya siasa kawaida pia mbalimbali.
(Première erreur
Pendant la première révolution, nous n'avions pas d'éducation politique précise)
2. Kosa la pili
Kukosa kujuwa kujitegemea wenyewe kwanza tuitegemea kwa msada wa nje pia mashauri ya nje.
(Deuxième erreur
Sans savoir compter d'abord sur nos propres forces, nous nous sommes appuyés (nous avons compté) sur l'aide et les conseils de l'extérieur)
3. Kosa la tatu
Tulifanya vita ya sio maana pia kawaida; pasipo kujuwa pia kufahamu kwa nini tulikuwa tunapigania pia naani alikuwa kweli adui yetu Tulikimbilia kukamata makao makuu ya teritori mbali-mbali na kushambulia waana inchi, tulisahau kukamata kwanza vijiji vidogo na kutumika pamoja na wakulima pia na wafanya kazi ... kua kwendelesha mapinduzi.
(Troisième erreur
Nous avons mené une guerre dépourvue de sens et d'objectif, sans savoir ni comprendre pourquoi nous nous battons, ni qui était notre véritable ennemi. Nous nous sommes précipités à investir (à occuper) les grandes villes des différents territoires et à malmenner les citoyens, nous avons oublié d'occuper d'abord les petits villages et de collaborer avec les paysans et les travailleurs ... pour faire avancer (progresser) la révolution)

4. Kosa la nne
Tulipigania vita ya ki tribaliste na ki sectariste... hii njo kusema kila muntu na kwake pia na balikwao (vita ya kikabila na sehemu).
(Quatrième erreur
Nous avons mené une guerre à caractère tribaliste et sectariste, c'est-à-dire chacun pour soi et pour les siens)
5. Kosa la tano
Kua kukosa dispiline pia kufahamishana na kusikilizana tulikua tuna-kombania vieo na kavuma ya jina la kila mtu... pia kila mtu alitaka atawale yake na kupata viti mbalimbali kwa yeye mwenye na ndugu zake.
(Cinquième erreur
Par manque de discipline, d'esprit d'équipe et de dentente, nous nous disputons pour le pouvoir et l'école épersonnelle... Aussi chacun voulait exercer le pouvoir et obtenir différents postes pour lui-même et pour ses frères)
6. Kosa la sita
Hatukufanya mafahamisho na masikizano kati ya wanyonge na Uma.
(Sixième erreur
Nous n'avons pas réalisé la compréhension mutuelle et l'entente mutuelle entre les combattants et la masse)
7. Kosa la saba
Tulifanya vita pasipo Chama cha Mapinduzi.
(Septième erreur
Nous avons mené une guerre sans un Parti révolutionnaire).⁶¹

61 C. K. LUMUNA SANDO, *Zaire : quel changement pour quelles structures ?*, op. cit., pp. 141-142.

A la lumière de ces erreurs, Kabila définit le parti politique (PRP) qui allait mener la révolution. Il mit en place une structure d'administration militaire et une structure d'administration civile. Il imposa l'éducation révolutionnaire et les cours de formation politique à toutes les couches de la population. Enfin, il expliqua comment devait se faire la révolution : par les guerres de maquis et la guerre politique. Pour les guerres de maquis, les combattants - ou guérilleros - vivent en brousse, dans la forêt, pour une formation et des entraînements quotidiens. De là, ils peuvent facilement conscientiser et intégrer les paysans qui sont aux environs, car ces derniers, habitués à la brousse, peuvent être aptes à faire la révolution, étant donné leur condition sociale par rapport aux citadins corrompus par la bourgeoisie.

Lorsque toutes les structures (que nous verrons en détail plus loin) furent mises en place, les effectifs rebelles s'étaient accrus et les expéditions de conquête politique et militaire commencèrent. Le territoire conquis par Kabila englobait presque toute la zone de Fizi et certaines parties des zones de Mwenga, Shabunda, Kabambare, Nyunzu, Kalemie et Kasongo.

Ainsi, lors du premier grand congrès du PRP tenu à Makanga-Tubaone, du 21 au 25 janvier 1968, la Zone rouge, fief de Kabila, fut subdivisée en quatre régions militaires, qu'on appelait aussi "la toile d'araignée".⁶² Ces régions militaires avaient à certains échelons une administration populaire. Mais, peu après, on constata que, concrètement, toute l'administration civile était concentrée à la capitale (makao makuu) Ewabora et dans les cités agricoles.

62 Les régions militaires du PRP étaient appelées "toile d'araignée" par analogie : si on touche un seul coin de la toile, c'est toute la toile qui va bouger; ainsi, tous les rebelles devaient empêcher l'ennemi d'atteindre le centre de la toile où l'on trouve l'araignée.

Ces quatre régions étaient :

1. **ROME** : correspondait à la zone de Fizi, augmentée d'une partie de Kalemie et de Nyunzu;
2. **RESELT** : correspondait à la partie de la zone de Mwenga;
3. **ROSSE** : correspondait à la zone de Kabambare;
4. **ROCK** : correspondait à la partie occupée dans la zone de Kasongo.

En plus de ces quatre régions et de la capitale, une étendue côtière du lac Tanganyika, appelée Bulubu, constituait un territoire à part, dépendant directement de la présidence, bien qu'elle se situât dans la première région (ROME). Ce territoire était le port d'entrée et de sortie ; l'on y trouvait également les services de douane et d'immigration du gouvernement Kabila.

Les structures administratives,⁶³ se présentaient, en général, comme suit :

1. Makao makuu : la capitale
2. Jimbo : région
3. Mkoa : district
4. Mji : ville
5. Wilaya : commune
6. Mtaa katika mji : quartier d'une ville
7. Mtaa katika mashambani : quartier dans une cité agricole
8. Tarafa : chefferie
9. Vijiji : village.

Mais ces structures ne tinrent pas longtemps, à cause des attaques répétées dont les partisans de Kabila étaient l'objet. C'est pour cette raison que les populations rebelles civiles s'enfonçaient plus profondément dans la forêt, tandis que les rebelles combattants installaient leurs camps dans les différentes positions stratégiques qui permettaient de défendre les rebelles civils. Cette disposition eut des

⁶³ Ces précisions nous ayant été données en swahili, nous en donnons aussi l'équivalent en français.

effets sur l'organisation territoriale et politico-administrative de la Zone rouge.

Ainsi, les régions subdivisées en cités agricoles et villages restèrent les seules subdivisions de la structure territoriale de la Zone rouge, jusqu'aux années 1980.

Etant donné l'instabilité des structures territoriales dans une vie de guerre presque régulière, nous ne pouvons pas préciser davantage l'organisation territoriale : les régions et leurs chefs-lieux, les districts, les villes, les cités, etc. Nos informateurs mêmes n'ont pas été en mesure de le faire. Seule la capitale Ewabora est restée permanente durant tout le maquis, parce que c'était là le centre de la toile d'araignée.

Griefs du maquis contre le gouvernement de Kinshasa

Le président du PRP, L. D. Kabila, avait défini, lors d'un congrès politique tenu à Sungwe (zone de Fizi) du 9 au 13 août 1968, les reproches du PRP au gouvernement zaïrois. Ils sont, en fait, à l'origine de la création du PRP.

Kabila avait montré à la population que tout le pouvoir appartenait au peuple, et seul le peuple a le droit de l'accorder à l'homme qu'il faut pour décider de sa destinée. Lorsque le peuple trouve que son élu ne répond plus à sa volonté et à ses intérêts, il a le pouvoir et le droit de le remplacer par quelqu'un d'autre, qui répondra à ses intérêts.

Le PRP reproche au gouvernement de Kinshasa d'être un gouvernement dictatorial, qui n'émane pas de la volonté du peuple et qui ne répond pas aux intérêts du peuple. C'est un gouvernement vassal des capitalistes occidentaux. Il n'a rien de démocratique; même les trois principes primaires d'une démocratie y sont foulés aux pieds : l'élection du gouvernement par le peuple; l'établissement d'un gouvernement du peuple; le gouvernement pour le peuple, c'est-à-dire pour l'intérêt du peuple.

Le gouvernement de Kinshasa est à la solde des Américains et des Belges qui l'ont mis en place et qui assurent sa survie. Il entretient

l'exploitation du pays et du peuple sous toutes les formes possibles par les capitalistes. Ainsi, le Zaïre connaît sept classes sociales, qui sont :

1re classe : celle des bourgeois (capitalistes bureaucratiques) détenteurs du pouvoir politique, qui gouvernent le pays sans le consentement et contre les intérêts de la population; ils sont au pouvoir pour s'enrichir et exploiter le peuple.

2e classe : celle des bourgeois compradore, placés par les capitalistes occidentaux pour diriger leurs sociétés et industries dans notre pays; ces gens perpétuent et entretiennent l'exploitation capitaliste.

3e classe : celle des bourgeois nationaux qui se sont enrichis par le commerce, en exploitant le pays et leurs concitoyens.

4e classe : celle de la petite bourgeoisie, qui comprend les commerçants moyens, les professeurs des universités, les hauts fonctionnaires de l'Etat.

5e classe : celle des paysans agriculteurs, qui vivent des produits de leurs champs, sans exploiter leurs concitoyens; dans cette classe sont inclus les artisans, forgerons, etc., qui vendent ou échangent parfois les produits de leur travail pour vivre.

6e classe : celle des ouvriers, qui, pour vivre, vendent leur force de travail aux capitalistes, et reçoivent en contrepartie un salaire dérisoire par rapport au bénéfice encaissé par le capitaliste.

7e classe : celle des "waleo-leo" (lumpenproletariat), littéralement, les gens qui vivent au jour le jour, journaliers, chômeurs, etc.

Les trois premières classes constituent, selon nos informateurs, un terrain d'orchestration de l'exploitation et de la mise du peuple, sous toutes ses formes. Ces capitalistes sont allergiques à toute idée révolutionnaire et luttent hardiment pour le maintien du statu quo. Ainsi, pour le PRP, il faut combattre à tout prix les ennemis du peuple que sont les membres de la 1re classe et leurs complices des 2e et 3e classes. Ces trois classes constituent les ennemis de la révolution.

D'autre part, pour mener la révolution, le PRP doit avoir pour amis, complices et collaborateurs, les membres des quatre classes victimes de l'exploitation entretenue par les trois premières. En outre, les autres partis politiques d'opposition interdits au Zaïre sont une armée pouvant lutter aux côtés du PRP pour renverser le régime dictatorial de Kinshasa

et mettre en place un gouvernement du peuple, un gouvernement démocratique, un Etat socialiste.

Le PRP, qui s'était lancé dans cette longue diatribe contre le gouvernement de Kinshasa, avait aussi souligné dans ses reproches l'absence de liberté politique, de liberté d'expression, de liberté de presse. Les prétendus commissaires du peuple dans ce régime ne transmettent jamais les vœux de la population. La classe au pouvoir vulgarise et favorise le tribalisme, en avantagant certaines tribus au détriment des autres dans l'exercice du pouvoir.

Nous n'avons pas été exhaustif. Les accusations sont multiples. On y retrouve les reproches souvent formulés par les socialistes contre les capitalistes, vu que le PRP se proposait d'instaurer un Etat socialiste, fondé sur le marxisme-léninisme.

Organisation politique

Dès le début de l'organisation du maquis, le président du PRP, L. D. Kabila, renforça la politique d'attraction en faveur de son parti et de sa révolution. Chaque couche de la population recevait des leçons politiques appropriées et conscientisantes pour l'appeler à la révolution.

Ainsi, par exemple, cette leçon politique adressée aux paysans agriculteurs, comportant, à part l'invitation à rallier massivement le PRP, plusieurs promesses que réalisera le gouvernement socialiste :

- l'impôt sera supprimé;
- les paysans agriculteurs fixeront eux-mêmes les prix de leurs produits, et non l'Etat;
- l'enseignement, tant primaire et secondaire qu'universitaire, sera gratuit;
- tous les soins de santé et d'hospitalisation seront gratuits;
- l'Etat garantira à chaque citoyen un logement décent (eau, électricité, matériaux durables) et gratuit.

Après les promesses venait, dans la même leçon, la distribution des bons et des mauvais points : les FAZ étaient traitées d'armée de voleurs au service des ennemis du peuple, d'armée sans formation politique, utilisée comme chien de garde, maltraitant les paisibles citoyens et pillant leurs biens. La FAP, par contre, était considérée comme une armée du peuple pour la sécurité du peuple.

Avec de telles leçons, le PRP s'assurait l'adhésion et l'attachement de la population à sa révolution. Le PRP, à cet effet, défini comme suit les grandes lignes de sa politique intérieure et extérieure :

- Politique intérieure

Cette politique comprend cinq points directeurs :

1. Stabiliser et éduquer le peuple dans les différents organes et branches spécialisées du parti, pour que le peuple sache détecter qui est ami ou ennemi de la révolution.
2. Créer une armée populaire forte, qui sera sous le commandement suprême du président Kabila.
3. Cette armée doit être en mesure de dépister un ennemi interne ou externe.
4. Cette armée sera formée politiquement. Elle apprendra toutes les stratégies de la guérilla et les manipulations des armes sophistiquées. La forte discipline et les instructions du commandant suprême y seront d'application.
5. Seul le parti (PRP) est habilité à donner toutes les orientations politiques et toutes les stratégies de guerre.

- Politique extérieure

Cette politique respecte les quatre principes directeurs suivants :

1. Refuser toutes les aides conditionnées.
2. Ne pas montrer aux amis extérieurs notre vraie position politique. Nous connaissons nos véritables amis, mais nous voulons profiter des aides de tout le monde, pour bien mener notre révolution.
3. Aucun pays ami ne doit imposer sa politique au PRP, car ce dernier a sa propre politique adaptée aux réalités de son pays.
4. Seul le PRP est habilité à entrer en contact avec les pays amis.

Voyons maintenant, en quatre points, le fonctionnement du PRP, son idéologie et son projet politique, l'organisation gouvernementale, et enfin, les relations diplomatiques et les questions d'approvisionnement.

Le Parti de la Révolution Populaire (PRP)

Création et fonctionnement

Après avoir dégagé les sept erreurs qui, selon lui-même et ses collaborateurs, étaient à la base de l'échec des rébellions de 1964, Kabila décida d'y porter remède. A la septième erreur - manque d'un parti politique -, il eut pour correctif la création, le 24 décembre 1967, à Makanga-Tubaone, d'un parti appelé "Chama cha mapinduzi ya umma", c'est-à-dire : "Parti de la Révolution Populaire".

Le PRP est un parti de paysans et d'ouvriers, qui réunit aussi tous les exploités, tels que les intellectuels, les militaires, les élèves, les étudiants et tous les chômeurs. Il est fondé sur la philosophie politique du marxisme-léninisme, en se proposant de faire du Congo-Zaïre un Etat socialiste. Le PRP réunit tous les Congolais⁶⁴ qui combattent la dictature, le capitalisme et l'exploitation sous toutes ses formes.

Avec le marxisme-léninisme, le PRP assurera à la population des connaissances pour maîtriser toutes les philosophies politiques, en vue de les critiquer et maintenir ce qui est nécessaire à la révolution. Il se propose de faire des Congolais un peuple capable de compter sur ses propres efforts pour son indépendance économique, politique et culturelle. Le PRP est déterminé à faire jouir toute la population des produits de la richesse nationale par une répartition équitable des revenus.

Ainsi, le PRP poursuit les objectifs suivants :

⁶⁴ Pour Kabila et ses partisans, le Congo n'a pas changé de nom (Zaïre) : il est resté Congo et ses habitants sont des Congolais.

- renverser le gouvernement en place au Congo et instituer un gouvernement de bien-être social, où il n'y aura plus ni exploités ni exploités;
- lutter jusqu'à prendre la direction du pays, en accordant au peuple tous les pouvoirs, afin d'établir un régime démocratique;
- prendre les armes jusqu'au prix de son sang - et cela concerne tous les membres du PRP -, pour gagner cette bataille et libérer le peuple congolais de l'emprise du capitalisme pour bâtir une société socialiste. Pour mener cette lutte, le PRP se propose deux formes de guerre : la guerre armée et la guerre politique.

Examinons le fonctionnement du PRP : conditions d'adhésion au parti, devoirs et droits des membres, profil des cadres, et des branches spécialisées réservées à la jeunesse et aux femmes.

Conditions pour devenir membre du PRP

- se convertir au socialisme inspiré du marxisme-léninisme;
- s'affirmer dans la lutte de la révolution;
- témoigner la servabilité, et non le vouloir se servir;
- être de bonnes conduite et mœurs;
- appartenir à la catégorie des ouvriers ou des paysans.

Toute demande d'adhésion au PRP doit être parrainée par trois membres effectifs ou être introduite par un comité du parti. Tout nouveau membre passera une année sous l'observation des anciens, avant qu'intervienne son admission définitive.

Devoirs d'un membre du PRP

- être fidèle et avoir la foi au PRP;
- être audacieux et avoir l'esprit de sacrifice;

- être poli, obéissant et juste;
- travailler efficacement pour se déterminer et gagner la confiance du peuple;
- être vigilant et attentif à tout danger et savoir le mettre hors d'état de nuire;
- savoir dénoncer les fautes et se reconnaître fautif quand il le faut, pour créer un climat de détente et d'unité dans le parti;
- témoigner toujours l'amour, l'unité et la fraternité entre les membres du parti;
- propager et vulgariser les objectifs, les idéaux, les principes, les enseignements et le programme du parti;
- dénoncer les détracteurs du parti;
- éviter toute aspiration à la bourgeoisie;
- maintenir et entretenir la fidélité du peuple au parti;
- respecter tous les citoyens et s'aider mutuellement;
- payer régulièrement la cotisation annuelle.⁶⁵

Droits d'un membre du PRP

- jouir de tout avantage offert par le parti à ses membres;
- se défendre librement quand on est assigné en justice;
- le droit de lire et d'être élu;
- le droit à l'information sur le parti et ses branches spécialisées;
- le droit de donner son point de vue et de porter conseil aux autres;
- un membre du parti peut faire partie d'un des organes suivants du parti :
 - les congrès populaires du parti
 - les conseils délibérants
 - les comités exécutifs.⁶⁶

⁶⁵ Archives Maquis Kabila, n° 2, *Statut*, p. 32.

⁶⁶ *Ibidem*.

Cadre du parti

Le président du PRP, L. D. Kabila, avait défini clairement le profil d'un cadre politique du parti en ces termes⁶⁷ :

Un cadre politique est un citoyen qui a reçu une formation et qui a des connaissances sur le parti et sa politique dans la révolution. Le cadre du parti est un éducateur politique du parti auprès de la population. Il doit toujours être prêt et disposé à éclaircir la population sur toute équivoque qui résulterait des interprétations de l'orientation politique du parti. Son grand rôle est celui de faire comprendre très bien à ceux qui se présentent à lui, les idéaux du parti, le climat politique qui règne dans le pays et l'état d'évolution de la révolution. Le cadre du parti doit maîtriser le langage politique, en l'adaptant à la catégorie de la population interlocutrice. Il doit connaître la situation sociale de cette population, ce qu'elle fait, et comment elle est exploitée, en vendant sa force de travail contre un salaire trop maigre.

Un tel cadre avait pour mission de captiver les gens par ses enseignements politiques et les pousser à s'attacher davantage au PRP.

Ainsi, les qualités suivantes étaient exigées d'un cadre du parti : il ne devait pas être :

- ivrogne
- fumeur de chanvre
- voleur
- menteur
- peureux ou froussard
- faneur
- ségrégationniste
- tribaliste

⁶⁷ Leçon politique de Kabila aux cadres du PRP, Archives Maquis Kabila, n° 1.

- orgueilleux
- escroc.

Chaque membre du parti appelé à des responsabilités dans le PRP était tenu de prêter le serment de fidélité suivant :

C'est moi (nom) Je prends l'engagement solennel, sans contrainte et en toute volonté, de servir la révolution des paysans et ouvriers du Congo dans le PRP. Je promets de servir l'intérêt du peuple et non le mien personnel. Et je jure devant le représentant du parti que j'observerai toutes les lois et règlements du parti. Je respecterai la volonté de la majorité et je remplirai fidèlement toutes les tâches à moi confiées par le parti, en ma qualité de membre du parti et de (titre).....

Fait à, le (date)
(nom et signature de l'assemblé).

Branches spécialisées du parti

Le Parti de la Révolution Populaire a deux grandes branches spécialisées. Il s'agit de la JPRP, Jeunesse du Parti de la Révolution Populaire, et de l'OFRC, Organisation des Femmes Révolutionnaires Congolaises.

La JPRP

La Jeunesse du Parti de la Révolution Populaire regroupe tous les jeunes de la révolution, sans distinction : filles, garçons, élèves, agriculteurs, jeunes combattants, etc., afin de leur assurer un encadrement idéologique, politique et militaire, pour combattre le

capitalisme et toutes ses formes d'exploitation, et instaurer une société socialiste. La JPRP avait pour chef Kamimbi Théophile.

Buts et objectifs de la JPRP

- encadrer et éduquer la jeunesse à l'esprit révolutionnaire et à l'amour patriotique;
- préparer la jeunesse à assurer la sécurité de l'Etat et avoir un sens de responsabilité politique;
- renforcer et consolider leurs connaissances socioculturelles;
- apprendre à la jeunesse ses droits et devoirs vis-à-vis de l'Etat;
- intégrer la jeunesse dans la révolution, pour combattre l'exploitation et la misère entretenues par les capitalistes; afin d'instaurer un régime démocratique dans une société socialiste;
- épauler la Force Armée Populaire (FAP);
- défendre et propager les idéaux du PRP.

Conditions pour devenir membre de la JPRP

Il faut d'abord faire partie des pionniers, c'est-à-dire des jeunes élèves qui, tout en étant à l'école,⁶⁸ suivaient aussi la formation politique et militaire. C'est Mwati Joseph qui était chargé de l'encadrement des pionniers. Les conditions étaient les suivantes :

- être membre d'une famille exploitée;
 - avoir l'esprit révolutionnaire et être d'accord avec la révolution;
 - avoir une bonne conduite et un esprit de justice dans la révolution.
- La demande d'adhésion devait être contresignée par trois anciens, sous forme de parrainage. A défaut de parrainage, elle devait être introduite par un comité du parti.

⁶⁸ Il y avait, selon nos informateurs, un système d'enseignement limité au niveau primaire (6 ans), mais instable suite aux guerres.

Devoirs d'un membre de la JPRP

- être obéissant, poli et sincère;
- avoir un esprit audacieux;
- travailler avec efficacité pour gagner la confiance du peuple;
- avoir la foi en la révolution et en la JPRP;
- être prudent devant les différents problèmes qui se posent et savoir les aborder;
- avoir le courage de dénoncer le mal et se reconnaître fauif quand il le faut, pour maintenir le climat d'entente et de paix;
- vulgariser les idéaux du parti;
- vivre l'unité et l'amour entre les partisans;
- donner régulièrement sa cotisation annuelle.

Droits d'un membre de la JPRP

- bénéficier de toute aide offerte par le parti ou le comité de la JPRP à ses membres;
- avoir la liberté de se défendre quand on est assigné en justice;
- droit d'élire et d'être élu;
- droit à l'éducation, à la formation politique et idéologique du parti;
- droit de donner son point de vue et de porter conseil aux autres.

La JPRP était organisée de manière à encadrer tous les jeunes de la Zone rouge. Au niveau national, il y avait un comité de la JPRP, qui était dirigé par Kamimbi Théophile. On trouvait aussi un comité de la JPRP au niveau de chaque cité agricole. Les jeunes étaient préparés de telle sorte que, en cas de guerre, ils étaient tous capables de prendre les armes.

Quant aux pionniers, ils étaient écoliers. Tout en recevant l'instruction à l'école, ils suivaient aussi une formation politique et militaire qui les préparait à prendre les armes pendant les guerres et à connaître les tactiques de la fuite. Les pionniers dépendaient du

département de l'enseignement, qui était représenté dans chaque cité agricole. Les jeunes pionniers faisaient facilement partie de la JPRP.

L'OFRC

L'Organisation des Femmes Révolutionnaires Congolaises réunit toutes les femmes qui ont accepté de se libérer de l'emprise de l'exploiteur capitaliste et de la misère populaire entretenue par nos compatriotes au service des Américains et des Belges, en vue de s'affirmer dans la révolution congolaise.

Buts et objectifs de l'OFRC

- faire naître chez les femmes congolaises un esprit révolutionnaire et la connaissance de leurs droits et devoirs dans la société;
- intégrer les mamans dans la révolution, pour qu'elles apportent leur soutien au renversement de la classe dirigeante, vassale des Occidentaux;
- que les mamans tiennent fermes leurs responsabilités dans la révolution populaire pour le règne de la démocratie;
- que tous les efforts du travail soient conjugués, pour permettre de faire du Congo une seule famille socialiste.

Conditions pour devenir membre de l'OFRC

- épouser la conception marxiste-léniniste de la révolution;
 - prouver son attachement à la révolution;
 - savoir défendre la révolution;
 - avoir le souci de rendre service et non se servir;
 - avoir une bonne conduite.
- Toute demande d'adhésion doit être parrainée par trois anciens; à défaut, elle doit être introduite par un comité du parti. Le nouveau membre reste sous la direction des anciens.

Devoirs d'un membre de l'OFRC

- être poli, obéissant, fidèle au parti et à l'OFRC;
- avoir l'esprit de sacrifice;
- remplir fidèlement et consciencieusement tous les services demandés par le parti ou l'OFRC;
- demeurer dans le parti pour se former et gagner la confiance du parti;
- être audacieux;
- savoir dénoncer les fautes et se reconnaître fautif quand il le faut, en vue d'acquiescer davantage une maturité dans le parti et dans l'OFRC;
- maîtriser les programmes du parti et vulgariser ses principes et ses idéaux;
- être capable de dépiler tout acte détracteur et le dénoncer;
- payer régulièrement sa cotisation annuelle;
- témoigner l'union à la révolution ouvrière et paysanne du monde entier.

Droits d'un membre de l'OFRC

- bénéficier de toute aide accordée par le parti aux membres de l'OFRC;
- se défendre librement à tout moment, si l'on est assigné en justice;
- droit d'élire et d'être élu;
- droit d'être informé sur le parti et ses branches spécialisées;
- droit d'être écouté lorsqu'on donne son point de vue ou un conseil.

Le Comité de l'OFRC était composé de sept personnes :

1. la présidente
2. la vice-présidente
3. la secrétaire
4. le membre chargé de la propagande et de l'information
5. le membre chargé de l'économie
6. le membre chargé de l'éducation, culture et art
7. le membre chargé de la sécurité.

Ideologie et projet politique du PRP

Ideologie

L'ideologie peut être définie comme un ensemble d'idées, de croyances et de doctrines propres à une société ou à une classe. Le PRP se présentait comme un parti d'inspiration marxiste-léniniste. Il se proposait de faire du Congo une société démocratique et socialiste. Il était le parti des paysans et des ouvriers, mais il englobait aussi tous les exploités, notamment les militaires, les intellectuels, les élèves, les étudiants, et les chômeurs. L'inspiration marxiste-léniniste permettait au PRP de se rendre compte de l'exploitation capitaliste que subissait le peuple congolais à travers le gouvernement de Kinshasa.

Pour mieux asseoir les pensées et les idées démocratiques et socialistes marxistes-léninistes dans les esprits de ses partisans, le PRP créa un Institut Populaire d'Orientation Ideologique (INPODOI), dirigé par Mufaya Léonard. Cet institut était chargé d'assurer des leçons politiques et idéologiques à toutes les couches de la population.

Le marxisme-léninisme repose sur trois principes :

- la connaissance des différents courants de pensée (matérialisme, idéalisme), leur essence et leurs objectifs, ou encore la philosophie des différents courants de pensée;

- la maîtrise d'une science qui conduit à l'autosuffisance (économie politique);

- la conviction que toutes les richesses (potentialités) agricoles, industrielles et minérales appartiennent à l'Etat socialiste.

Dans cet esprit, le PRP s'oblige à éliminer le patronat dont le seul objectif est l'exploitation du peuple. Il se propose de faire du Congo une société familiale, où il n'y aura plus des patrons et des ouvriers, des propriétaires de capitaux et des travailleurs. Avec le PRP, le Congo deviendra un pays où toutes les richesses seront au profit de la population. Dans cet Etat démocratique, seul le peuple aura le pouvoir

de décider de la destinée du pays. Le gouvernement démocratique et l'Etat socialiste garantiront à la population l'égalité de tous, l'élimination de toute forme de discrimination, la justice pour tous, la répartition équitable des revenus, et l'élimination du chômage.

C'est ainsi que, dans la Zone rouge, tout citoyen avait un carnet de chèques et pouvait l'utiliser n'importe où. Dans chaque cité agricole, un magasin populaire d'approvisionnement servait les visiteurs, à condition qu'ils présentent leur feuille de route ou autorisation de déplacement. Tous les produits des champs, de la chasse, de la pêche, et les bois de chauffage, etc., étaient toujours divisés en deux parties égales : une partie restait à l'intéressé, l'autre était déposée au magasin populaire d'approvisionnement et aux dépôts. Ce sont les dépôts et magasins qui pourvoyaient aux besoins de la population pendant les périodes de guerre.

Les leçons politiques étaient organisées de telle sorte qu'elles imprègnent les gens du bien-fondé du socialisme, en leur faisant voir, de jour en jour, les maux que vivent les compatriotes qui sont sous le régime impérialiste libéral de Kinshasa, un régime au service des Occidentaux.

Certaines de ces leçons politiques portaient sur :

- les sept erreurs de la rébellion de 1964
- le MNC/L et les partis politiques au Congo
- les classes sociales et l'exploitation au Congo
- la liberté politique, la lutte des classes
- les théories de la dépendance
- la différence entre matérialisme et idéalisme, etc.

Toutes ces leçons poussèrent les partisans du PRP à haïr le gouvernement de Kinshasa, et à soutenir fermement le parti, avec l'espoir d'un jour remporter la victoire, afin d'instaurer la démocratie et le socialisme pour le bien-être de toute la population.

Pour montrer comment se fait, dans les pays capitalistes, l'exploitation de l'ouvrier par le patron, Kabila recourait à des exemples du genre suivant :

Un patron a engagé un ouvrier et lui a demandé, après qu'il lui eut remis tous les matériaux, de fabriquer trois chaises par jour.

Une chaise coûte 300 F. Au bout d'un mois, l'ouvrier aura fabriqué :
 $3 \times 30 = 90$ chaises.

Dans le contrat d'engagement, l'ouvrier a droit à un salaire de 40 F par jour. D'où, il aura : $40 \times 30 = 1.200$ F par mois, tandis que le patron gagnera : $300 \times 90 = 27.000$ F par mois.

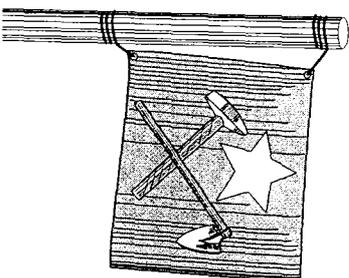
Si nous enlevons le coût des matériaux et autres dépenses :

- 2.000 F pour les planches
 - 500 F pour le transport
 - 350 F pour la pierre à aiguiser
 - 100 F pour l'huile de machine,
- soit 2.950 F, il restera au patron le bénéfice de 27.000 F - 2.950 F = 24.050 F. Le patron, qui gagne 24.050 F comme bénéfice, remet à son ouvrier 1.200 F comme prix de sa force de travail. Il lui reste donc : 24.050 F - 1.200 F = 22.850 F.

Telle est l'extrême exploitation qui se vit dans le régime de Kinshasa et dans tous les pays capitalistes.

Le PRP, pour prouver sa souveraineté et ses aspirations gouvernementales, disposait d'un drapeau, d'un hymne, et d'un répertoire de slogans.

Le drapeau



Le drapeau du PRP est une étoffe rouge qui porte une étoile jaune, avec une houe et un marteau.

L'étoffe rouge symbolise la majorité misérable, assujettie et exploitée.

L'étoile jaune symbolise l'ensemble des richesses dont regorge le Congo.

La houe et le marteau symbolisent l'ensemble des paysans et ouvriers, qui vivent à la sueur de leur front.

Ces emblèmes prouvent que le PRP est un parti de paysans et d'ouvriers.

L'hymne

Cet hymne était chanté en swahili. En voici le texte :

Mapiganoya wanao dhulumiwa

PRP - hii ni mwanga, wa wakulima, na wafanyakazi, pia wanyonge wote.

Hatuna budi kufyeka unyonyaji na kuunda jamii la uja maa, nadhiri yetu kweli kushindwa mubali.

TAYARI - nguvu zetu zimoja silaha tumeshika mikononi, chama hiki cha umma ni nguvu ya umma. LENGU lake lote, unyonyaji mbali, ma pigano yetu yana dai haki. Kwa vyo vyote vile ubapari chini, kwa wanyonge wote mapinduzi njia. AZIMA lake kubwa umma utawale.

Nous avons essayé de traduire ce texte comme suit :

La lutte des opprimés

Ce PRP est un flambeau pour les paysans et les ouvriers, ainsi que pour tous les opprimés. Nous ne ménageons aucun effort pour enrayer l'exploitation et construire une société communautaire. Le refus de l'échec est notre serment.

Nos forces disponibles unifiées, nous avons pris les armes. Ce parti du peuple est la force du peuple. Toute sa préoccupation est l'élimination de l'exploitation. Notre combat réclame la justice. Pour tout cela, supprimons l'oppression, la révolution est la voie des opprimés. Son principal objectif est que le peuple (la masse) ait le pouvoir.

Ce chant révèle l'état d'esprit qui animait les paysans et les ouvriers, à lutter jusqu'au prix de leur sang pour la victoire de leur révolution.

Les slogans

Nous n'allons pas citer ici tous les slogans que nous scandaient nos informateurs. Nous en avons choisi quelques-uns pour montrer le zèle et la foi qu'avaient les rebelles en leur parti et en leur chef, le président L. D. Kabila.

1re série :

- Nous tous les opprimés du Congo, portons plus haut notre drapeau rouge !
- Nous n'accepterons pas la défaite et nous ne reculerons pas, portons plus haut notre drapeau rouge !
- Un grand feu de colère est allumé, portons plus haut notre drapeau rouge !
- Ce gouvernement obscur et impopulaire sera consumé, portons plus haut notre drapeau rouge !

- C'est le sang qui compense toujours le sang, portons plus haut notre drapeau rouge !

2e série :

- PRP ... Parti des paysans et des ouvriers
- PRP ... Kabila, seul président jusqu'à la victoire
- Nous ... nous sommes les hommes du président Kabila
- PRP ... c'est Kabila
- Kabila ... fondateur
- Kabila ... gardien
- Kabila ... lumière
- FAP ... c'est Kabila
- Kabila ... créateur
- Kabila ... profond, haut cadre.

3e série :

- Que signifie le drapeau rouge du PRP ?
- ... C'est le sang de nous autres opprimés.
- Que signifie la grande étoile jaune ?
- ... Elle représente toutes les richesses de notre pays.
- Que signifient la houe et le marteau ?
- ... Ce sont les opprimés, paysans et ouvriers.

Projet politique du PRP

Le Parti de la Révolution Populaire est un parti du peuple qui comprend les avis, les idées, les pensées et les enseignements des révolutionnaires, c'est-à-dire les paysans, ouvriers, intellectuels, élèves

et étudiants, militaires subalternes, chômeurs, qui épousent le marxisme-léninisme comme idéologie de leur révolution.

Ainsi, le PRP se propose :

- de renverser et anéantir le gouvernement militaire de Kinshasa et toutes ses armées, car le gouvernement militaire n'est pas un gouvernement du peuple, mais son ennemi;
- de mettre en place un gouvernement populaire et démocratique dirigé par les ouvriers et les paysans qui se sont libérés par les armes de l'emprise de l'impérialisme;
- d'anéantir et supprimer les FAZ (ANC) et la gendarmerie, qui sont utilisées pour ruiner et torturer les paysans et les ouvriers;
- de créer une armée du peuple (FAP, Force Armée Populaire), composée des paysans et des ouvriers qui défendront les intérêts du peuple;
- de mettre en place un Etat où tous les fonctionnaires sont observés par le peuple, et leur désignation ne se fera que par élection;
- de combattre la faim, la misère, pour restaurer la liberté, la paix et la justice au peuple;
- de remettre enfin les pouvoirs, tant gouvernemental, politique que militaire, au peuple, pour servir ses intérêts et construire une société niche, unie, forte, démocratique et socialiste, pour le bien-être de la majorité.

Pour atteindre cet objectif, le PRP définit deux formes de lutte : armée et politique. Ces deux formes de lutte fonctionnaient de façon telle que la lutte politique venait souvent après la lutte armée; mais l'inverse s'appliquait aussi dans certaines circonstances, surtout vers les débuts du maquis et vers les années 1980.

Il convient de signaler ici que l'insuffisance de temps matériel pour entretenir nos informateurs, l'abondance de matière que représentent ces aspects (parti politique et idéologie), et la complexité du swahili, langue de nos entretiens, ont constitué quelque handicap. Une étude postérieure et approfondie s'avère nécessaire.

Organisation gouvernementale

Nous avons souligné déjà que, vu l'instabilité d'une vie de guerre, nos informateurs n'ont pu préciser les organes permanents qui constituaient le gouvernement Kabila. Au cours du temps et des circonstances, il y eut soit suppression des uns, soit fusion des autres.

Au début de la révolution, c'est-à-dire du 24 octobre jusqu'au 24 décembre 1967, le gouvernement Kabila avait une structure simple. A cette époque, il comportait :

1. le président : Laurent Désiré Kabila
2. le 1er vice-président : Yumbu Gabriel
3. le 2e vice-président : Masengo Ildephonse
4. le secrétaire général : Umba Jeanson.

Ce comité était entouré d'un groupe de seize personnes, qui, depuis la Tanzanie, avaient constitué l'armée de sécurité pour la route jusqu'à Lutenge, où elles étaient devenues l'armée de la garde présidentielle.

A partir du 24 décembre 1967, date de la création du PRP, le maquis Kabila commença à adapter son organisation gouvernementale à l'étendue de son territoire. Début 1968, sont créés les quatre régions militaires et le territoire côtier de Bulubu, port d'entrée et de sortie ainsi que de douane pour la Zone rouge. Ces quatre régions, rappelons-le, étaient ROME, RESELT, ROSSSE, et ROCK.⁶⁹ Chacune de ces régions était subdivisée en d'autres entités administratives. Mais seules les cités agricoles persistèrent en tant que subdivisions des régions; certaines cités agricoles étaient elles-mêmes subdivisées en villages.

Lorsque toute la structure fut plus ou moins précisée, le Parti de la Révolution Populaire mit en place une équipe dirigeante aux différents niveaux de pouvoir :

⁶⁹ Kabila a donné ces noms aux différentes régions selon sa logique des stratégies de maquis.

1. au niveau central :

- la présidence
 - la commission militaire révolutionnaire
 - le comité central du parti
 - l'assemblée populaire
 - l'administration
2. au niveau des régions
 3. au niveau des cités agricoles.
- Voyons en détail ces différents niveaux de pouvoir.

1. Au niveau central*La présidence*

Le président du PRP, L.D. Kabila, était en même temps le président de la République, le commandant suprême de la FAP, le président de l'assemblée populaire, et le chef du département des Affaires étrangères. Après la mort de Yumbu et Masengo, les postes de 1er et 2e vice-présidents furent supprimés. Celui de secrétaire général fut maintenu dans le comité central.

La commission militaire révolutionnaire (CMR)

Ce deuxième organe, qui venait immédiatement après la présidence, était chargé de toute la politique de guerre et de la politique militaire. C'est le commandant suprême de la FAP, L.D. Kabila, qui était président de cette commission. Il était assisté par deux chefs d'état-major : Majalwa Caliste, chef d'état-major général politique, et Kanambe Adrien, chef d'état-major général militaire. Ces trois personnes étaient les membres permanents de la commission; lors des réunions, ils pouvaient associer deux membres choisis parmi les 35 membres du comité central.

Le comité central

Le comité central du PRP était l'organe chargé de toutes les orientations du parti, de la formation politique et idéologique des partisans. Le comité central comprenait 35 membres et son comité permanent était présidé par Mufaya Léonard. C'est lui qui supervisait toutes les branches spécialisées du parti. Mais il faut noter que chaque branche spécialisée avait un chef à sa tête : les pionniers étaient dirigés par Mwai Joseph, la JPRP, par Kamimi Théophile, l'OFRC, par Onorata Zabibu.

Mufaya Léonard, qui dirigeait le comité permanent du comité central du parti, était assisté d'un secrétaire général administratif, Mwilikwa Omar, et de son adjoint, Chamalenge-Kibwe Jean-Marie. D'autres membres du comité central exerçaient d'autres responsabilités d'ordre politique.

En plus, le comité central avait pour rôle la conception et la vulgarisation des idéaux du PRP, la recherche des voies et moyens pour affermir la politique du parti dans toutes les couches des partisans, et l'évaluation du degré de fidélité et d'attachement des membres au parti.

L'assemblée populaire

Elle se réunissait sur convocation du président du PRP, qui en était aussi le président. C'est l'assemblée populaire qui édictait les lois dans la Zone rouge. Les organes de la justice étaient chargés de la mise en application de ces lois.

L'administration

Toute l'administration de la Zone rouge était sous la supervision de Malaka Baudouin. Cette administration était organisée en départements :

1. Département des Affaires intérieures : Malaka Baudouin

2. Département de l'Economie : Kokozi Saleh
3. Département des Affaires étrangères : L. D. Kabila
4. Département des Finances et Trésor public : Kamimbi David
5. Département de la Justice : Mangaza Efazize
6. Département de l'Enseignement, Santé et Affaires sociales : Mwati Joseph
7. Bureau central d'approvisionnement : Dewanbele Sungura
8. Bureau des travailleurs : Murchungu Jérôme
9. Département de Propagande : Kilenga Saleh
10. Département de Transport et liaison : Mukendi Zakaria
11. Sûreté de l'Etat : Bisagiro Jeannot
12. Commandant de Port : Talama Onesphor
13. Base militaire : Asani Bruno.

Nos informateurs nous ont affirmé qu'en cas de guerre tous ces chefs des départements prenaient aussi les armes. En outre, il arrivait qu'en cas de nécessité, le président Kabila chargeât une personne de son choix d'une mission qui, normalement, relevait de tel ou tel département. Ce fut le cas de Murchungu Jérôme, qui s'occupait souvent des Affaires étrangères et de la représentation comme ambassadeur du PRP en Tanzanie.

En outre, vers les années 1980, l'ossature de cette administration avait été sensiblement réduite. Les grades militaires primaient sur les grades civils, à la suite des guerres fréquentes. C'est le début de la "sortie" (défection) de masses importantes de rebelles, tant civils que combattants.

2. Au niveau des régions

Les quatre régions militaires ainsi que la zone côtière de Butubu étaient dirigées chacune par un commandant de région :

1. ROME (Fizi, Kalemie, Nyunzu) : Paul Jean, colonel
2. RESELT (vers Mwenega) : Ishilingi Yernard, colonel

3. ROSSE (Kabambara) : Tumba Jérôme, colonel
4. ROCK (vers Kasongo) : Maboko Simon, colonel
5. le port de BULUBU : Kayumba Sébastien, colonel.

Les régions ne constituaient pas en soi un échelon administratif. Les services administratifs partageaient de l'organisation centrale aux cités agricoles. Seule, l'organisation militaire avait un échelon important au niveau de chaque région.

3. Au niveau des cités agricoles

Les cités agricoles étaient dirigées par des préfets de cités. Tous les organes mentionnés au niveau central y étaient représentés, soit sous la forme des conseils, ou des comités, ou même singulièrement, tel le cas des différents départements.

Relations diplomatiques et approvisionnement

Nous avons vu qu'à la fin de la rébellion de 1964, tous les chefs rebelles s'étaient retrouvés en exil à l'étranger. Kabila faisait des voyages entre la Tanzanie et l'Ouganda. Lorsqu'il décida de rentrer au Zaïre pour faire la révolution, il n'avait avec lui que ses trois collaborateurs et un petit groupe de seize personnes. Les autres avaient refusé de faire le maquis, même Marandura, qui était son secrétaire général.

Au début, lorsqu'il eut créé le PRP et organisé son maquis, Kabila entreprit de bonnes relations avec la Tanzanie. Le PRP y avait même installé une base militaire, sous la supervision d'Asani Bruno, qui fut remplacé par Lwichi Migungire. La Tanzanie assurait aux maquisards un soutien suffisant en matière d'équipement et d'approvisionnement en produits de première nécessité. Kabila, pour sa part, exportait vers la Tanzanie des pointes d'ivoire, des peaux de léopard, et surtout

dénormes quantités d'or. La Tanzanie était, en fait, leur grande source d'approvisionnement. Le Burundi avait aussi une quote-part assez importante dans l'approvisionnement et l'hébergement des maquisards.

L. D. Kabila résista longtemps dans son repli. Il constitua la seule opposition armée contre le régime Mobutu, sans pour autant réussir à sortir loin de son bastion de Fizi. L'enlèvement de jeunes Américains mit un moment le PRP à la une de la presse internationale. En outre, l'arrestation de Yumbu Gabriel, 1er vice-président du PRP, et son exécution par les services secrets zairois en Tanzanie marquèrent l'abandon par ce pays, qui, pour sauvegarder ses relations avec le Zaïre, refusa tout soutien aux maquisards.⁷⁰

Les relations du PRP avec l'Ouganda n'étaient pas florissantes, suite à l'instabilité politique qui régnait dans ce pays, où avait vécu pendant longtemps la famille de L. Kabila.

Qu'en était-il des représentations du PRP à l'étranger ?

« Vers 1973-1974, lorsque le PRP fit parler de lui, Antoine Gizenga rallia le mouvement, en sortant de son exil des pays de l'Est. Son prestige laissa penser à une nouvelle expansion du PRP. C'était sans compter à la fois avec la force politique propre de Kabila, qui avait lutté aux côtés de Che Guevara - sans être d'accord avec lui -, et la pensée politique d'un Gizenga, qui n'[avait] jamais évolué depuis 1960. Promu représentant à l'extérieur du PRP, A. Gizenga se hâta de flirter avec les Occidentaux et de fonder à Bruxelles sa propre formation politique. Le PRP était à nouveau isolé, mais la visite sur place de quelques étudiants, dont le fils de Patrice Lumumba, confirmait, fin 1974, une bonne organisation et un excellent idéal révolutionnaire... »⁷¹

⁷⁰ C. K. LUMUNA SANDO, *Zaïre : quel changement pour quelles structures ?*, op. cit., p. 142.

⁷¹ *Ibidem*.

Après A. Gizenga, c'est un certain Simba, qui avait travaillé longtemps en Angola aux côtés du général Mbumba dans le FNLC⁷², que Kabila envoya en Europe, comme représentant du PRP. Rappelé d'urgence pour «comeries», Simba refusa de regagner Wimbidi «où il n'y a pas de jeunes filles»...⁷³

Entre-temps, c'est Mukendi A., l'auteur de *Enterrons les Zombies*, que l'opposition prenait jusque-là pour un agent de la CIA, qui fut nommé président du PRP, "en mal d'hommes et de représentants pour sortir de son carcan".⁷⁴

Le PRP avait peu de relations avec d'autres partis d'opposition. C'est seulement lorsque, à la faveur des événements d'Angola, le FNLC se révéla marxiste-léniniste, qu'il parut logique de penser à l'union de ces deux formations politico-militaires, et même de l'espérer. Leur union fut scellée en Algérie, le 26 août 1977, au sein du CSL (Conseil Supérieur de Libération). Mais elle ne fera pas long feu. Leur protocole d'accord pour l'union comportait treize articles et était signé par le président du PRP, L. D. Kabila, et le président du FNLC, Mbumba Nathanaël.

Les maquisards (guérilleros) s'approvisionnaient aussi à travers les relations qu'ils entretenaient avec certaines personnalités du gouvernement de Kinshasa, telles que les chefs militaires, les autorités politico-administratives, et certains chefs locaux. Mais ce sont surtout les buints de guerre qui constituaient leur approvisionnement de base. Il arrivait aussi que les rebelles soient en contact avec les hommes d'affaires et les petits commerçants, qui achetaient auprès d'eux l'ivoire et l'or, et qui leur apportaient les habits, savon, sel, casseroles, etc., bref, tous les produits de première nécessité.

En dehors des armes et des tenues militaires ravies lors des combats orchestrés entre les chefs militaires et les maquisards, les premiers (les chefs militaires) échangeaient d'autres quantités de matériel contre l'ivoire et l'or.

⁷² FNLC : Front National de Libération du Congo.

⁷³ C. K. LUMUNA SANDO, op. cit., p. 143.

⁷⁴ *Ibidem*.

Les maquisards sentendaient avec les chefs locaux, ils se mêlaient à la population dans les différents marchés environnant leur fief. Ils vendaient leurs produits (viande séchée, peaux de bêtes, fruits sauvages, etc.) et achetaient tous ceux dont ils avaient besoin.

A travers ces relations, les maquisards pouvaient s'informer sur tout ce qui se passait au pays et surtout sur la politique de Kinshasa. Le PRP avait des gens qui étaient tenus de lui fournir des informations, tels que Bulambo André, à Fizi, et Mulumba André, à Nyunzui; tous deux étaient chefs de poste.

Le PRP voulait étendre ses tentatives de nouer des contacts avec d'autres régions à l'intérieur du pays, mais ces tentatives avaient échoué. Ce fut le cas de Masengo Ildephonse, arrêté en opération à Lubumbashi et exécuté en avril 1969.

Les maquisards fondaient un espoir sur un éventuel retour de Che Guevara - qui l'avait promis - qui pouvait leur apporter une aide matérielle et financière, ainsi qu'une assistance en hommes (guérilleros cubains). Malheureusement, Che Guevara fut tué en Bolivie, en août 1968.⁷⁵

La quasi-absence de relations et de soutiens, tant intérieurs qu'extérieurs, leur inefficacité promettaient aux maquisards un avenir sombre pour leur révolution, et les avaient amenés à un relâchement. De plus, leur fief était enclavé. Ce fut, pour les maquisards bembé, le début d'un courant critique sur l'action du PRP, sur son avenir et la personne même de L. D. Kabila. Et là commença à souffler le vent de la défaite du PRP.

⁷⁵ G. CHALLIAUD, *Les stratégies de la guérilla*, Paris, Gallimard, 1984, p. 82.

Chapitre II - Organisation militaire, économique et judiciaire

Organisation militaire

Nous voudrions exposer ici, en deux sections, d'une part, l'organisation de l'armée, sa création et son fonctionnement, et d'autre part les stratégies adoptées par la guérilla.

L'armée

Création de la FAP

Après l'extinction de la rébellion de 1964 dans les différentes régions occupées, les chefs rebelles et plusieurs de leurs combattants fuirent le pays et s'exilèrent au Burundi, au Rwanda, au Soudan, en Ouganda, en Tanzanie, en Zambie et en Angola. Mais d'autres petits groupes à base ethnique, qui n'avaient pas les moyens de fuir, se cachèrent en pleine forêt, pour éviter les trasseries militaires des FAZ. Ceux qui avaient la possibilité de s'intégrer vivaient dans les villages, mais ils étaient frustrés et aigris vis-à-vis du régime en place au Zaïre. C'est ce climat qui prévalait dans la zone de Fizi avant l'arrivée de L. Kabila.

Le 24 octobre 1967, Kabila traversa le lac Tanganyika avec toute son équipe. Ce groupe constituait la première force armée, que Kabila baptisa "armée de route", c'est-à-dire une armée qui assurait la sécurité en route jusqu'à l'arrivée à destination (Lulenge). Cette armée avait seulement trois armes à feu, de marque "Vova", ou revolver chinois, et elle était composée de seize personnes, à savoir :

- | | |
|--------------------|-----------------------------|
| 1. Gyarie Raphael | 9. Basire Shomari |
| 2. Lukongo René | 10. Busoro Muzaliwa Etienne |
| 3. Kabo Marc | 11. Iyayi Hiliare |
| 4. Busindi Asahani | 12. Ngatala Michelin |
| 5. Mungimba Jean | 13. Ngonyi Ildephonse |
| 6. Kabwe Abedi | 14. Issa Nasibu |
| 7. Fumbwe Muhamede | 15. Mbyu Fabien |
| 8. Lumbu Anselman | 16. Osembe Jean-Pierre |

Lorsque Kabila arriva à Makanga-Tubaone, il fut très bien accueilli par la population, surtout les frustrés et aigris dissimulés parmi les paysans du village. La population en général lui prêta main-forte, parce qu'elle était torturée par les militaires des FAZ, et en plus, elle connaissait Kabila, pour l'avoir vu dans le commandement de l'APL, à la base de Kibamba, lors de la rébellion de 1964. Il faut savoir que les FAZ, après la reprise des territoires occupés par les rebelles, châtaient tout citoyen soupçonné d'avoir pris part à la rébellion. Beaucoup de rebelles étaient morts; les autres étaient dépouillés de leurs biens. Un membre de famille qui osait défendre son frère subissait la même peine. La population vivait dans un désarroi total.

A ce désarroi venaient s'ajouter des exigences administratives auxquelles la population n'était plus habituée : impôt, taxes, amendes, police, etc.

Dans ce climat oppressant, les gens attendaient par tous les cieux un sauveur, un libérateur. Ce fut l'heureuse coïncidence de l'arrivée de Kabila, qui retrouva à Lulenge un grand nombre de ceux qui avaient lutté à ses côtés, dans l'APL, de 1964 à 1966.

La création du Parti de la Révolution Populaire, le 24 décembre 1967, marque le début d'une organisation révolutionnaire et la mise en place d'une structure efficace pour le maquis. Les petits groupes (résidus de l'APL) disséminés en brousse, à qui il manquait un chef pour déclencher la révolution, applaudirent au retour de Kabila et vinrent s'allier au PRP. Ces différents groupes étaient :

1. le groupe de Kilenga Saleh : il avait 66 armes à feu et 56 combattants, c'était le groupe le plus important, et il s'allia à Kabila le 13 décembre 1967;
2. les autres groupes qui s'allièrent au PRP en 1968 étaient :
 - le groupe de Kasimu Robert
 - le groupe de Falay Augustin
 - le groupe de Karanga Poliant
 - le groupe de Kasiringi Yernard
 - le groupe de Abuci Saleh
 - le groupe de Majaliwa Caliste.

L'adhésion de tous ces groupes au PRP avait sensiblement gonflé l'effectif des partisans et avait permis à Kabila de créer une armée forte et efficace. La petite armée de route était dissoute, et, le 18 janvier 1968, à Makanga, le PRP créa une nouvelle armée, appelée "Ngunvu ya Jesila Umma" (NJU), ou "Force Armée Populaire" (FAP).

La FAP était dirigée par deux chefs d'état-major : un chef d'état-major politique et un chef d'état-major militaire. Tous deux étaient sous les ordres du commandant suprême de la FAP, le président du parti, L. D. Kabila.

Le premier Etat-Major Général (EMG) de la FAP, créé le 18 janvier 1968, se présentait comme suit :

1. Kilenga Saleh : chef d'EMG militaire
2. Kasimu Robert : chef d'EMG politique
3. Kabwe Abedi : sous-chef d'EMG militaire
4. Majaliwa Caliste : sous-chef d'EMG politique
5. Ramazani Innocent : secrétaire général de l'EMG
6. Lambo Jean-René : secrétaire administratif.

Rappelons enfin que la Zone rouge était divisée en quatre régions militaires et une zone côtière, dirigées chacune par un colonel, commandant de région.

Rôle de la FAP

Au début de la révolution, le rôle de la FAP était la mobilisation. Il s'agissait pour les combattants, dans chaque région militaire, de descendre dans les villages de la Zone blanche (sous contrôle du régime de Kinshasa), pour prêcher la politique du PRP : renverser le gouvernement militaire, dictatorial, oppresseur, exploiteur de Kinshasa, et mettre en place un gouvernement démocratique, socialiste, pour le bien-être de toute la population. Les orientations et les idéaux du PRP étaient prêchés par les combattants, non seulement en paroles, mais aussi en actes. Comme nous l'avons déjà dit : « Tous les combattants avaient l'obligation d'aider toute personne qu'ils rencontraient en train de travailler, jusqu'à ce que son travail prenait fin. » Par ces actes qui témoignaient bonté, solidarité et charité, les membres du PRP attiraient l'adhésion des paysans qui trouvaient dans le PRP l'espoir d'une vie heureuse.

Lorsque les partisans du PRP constatèrent que ces pratiques charitables gagnaient beaucoup de gens à leur cause, ils commencèrent à les inviter en brousse, pour leur formation politique et leur conscientisation à la raison profonde du PRP. Ils prêchaient la conception socialiste de la vie, en faisant voir qu'avec une pareille politique, tout le monde serait heureux; la justice et la paix seraient restaurées, et le bien-être de chaque citoyen serait la règle d'or. Ceux qui, les premiers, étaient convaincus, parlaient donc en brousse suivre d'autres enseignements et revenaient ensuite au village où ils prêchaient à leur tour aux autres - frères de la famille ou du village - le bien-fondé de la révolution. Petit à petit, c'était toute une famille qui parlait; ensuite, tout un village, et enfin plusieurs villages démenageaient pour vivre en brousse, afin de suivre des cours politiques et militaires. Ce fut là l'occasion pour le PRP de créer, dans chaque région militaire, une administration civile avec des villages, qu'on appelait cités agricoles.

La population civile vivant dans les cités agricoles, et qui se trouvait parfois éloignée des camps des combattants de la FAP, possédait des petites armées de protection, appelées "milices populaires". Rappelons que, jusque-là, la FAP n'avait pas encore livré une seule bataille contre les FAZ (ex-ANCO).

Lorsque les FAZ et les autorités politico-administratives de Kinshasa apprirent et constatèrent l'existence d'un nouveau parti politique qui convertissait les gens et qu'une grande masse de la population y adhéraient, elles s'organisèrent et lancèrent la première offensive contre la FAP, pour récupérer la population partie et anéantir le mouvement. Cette première guerre eut lieu à Makanga, le 6 septembre 1969. C'est à cette occasion que la FAP ajouta à son premier rôle de mobilisation le second rôle de guerre. Dans la suite, la FAP fut tenue de remplir souvent son rôle de guerre, parce que l'adversaire ne cessait d'attaquer. En outre, la FAP n'avait pas oublié la mobilisation dans les villages où elle pouvait encore être nécessaire. Son expansion jugée indispensable devait atteindre toutes les collectivités de la zone de Fizi, une grande partie de Mwenga, une partie de Kabambare et Kasongo, et enfin une partie de Kalemie et Nyunzu.

Organes de la FAP

Les organes de la FAP naquirent souvent selon les circonstances. Nous essayerons de préciser quelques organes supérieurs, qui étaient plus ou moins permanents, à savoir : la Commission Militaire Révolutionnaire, l'Etat-Major Général, et les Régions Militaires.

La Commission Militaire Révolutionnaire (CMR)

C'est le premier organe de la FAP et aussi l'organe supérieur du Grand Quartier Général, le siège de tous les organes et branches spécialisées du parti (PRP, OFRC). La CMR comprend :

1. le président du PRP, qui est en même temps président de la CMR
2. le chef d'EMMG politique
3. le chef d'EMMG militaire
4. deux membres choisis dans le Comité central.

Cette commission avait pour rôle :
- de créer une armée

- d'étudier et préparer les modalités de guerre
- d'étudier et élaborer le plan de guerre
- de mettre en place une politique militaire et de l'appliquer conformément aux orientations du parti
- de nommer et dégrader les officiers dans la FAP sur proposition de l'EMG.

Les différents grades militaires dans la FAP étaient :

- 2e catégorie, correspondant au	général de division
- 3e catégorie	général de brigade
- 4e catégorie	colonel
- 5e catégorie	lieutenant-colonel
- 6e catégorie	major
- 7e catégorie	capitaine
- 8e catégorie	lieutenant
- 9e catégorie	sous-lieutenant.

L'Etat-Major Général (EMG)

C'est le deuxième organe de la FAP. En voici la composition :

1. chef d'EMG politique
2. chef d'EMG militaire
3. sous-chef d'EMG politique
4. sous-chef d'EMG militaire
5. secrétaire général d'EMG
6. secrétaire administratif.

A part ce comité, l'EMG avait les 14 services suivants :

1. service d'information
2. service de guerre
3. service de dénombrement des combattants
4. service de sécurité militaire
5. service de politique militaire
6. service d'approvisionnement
7. service des finances
8. service d'armement
9. service des télécommunications et poste

10. service judiciaire
11. service des conseillers
12. service chargé des bases militaires
13. service de santé militaire
14. service d'éducation.

Chaque service avait son chef.

Le rôle de l'EMG était :

- de diriger l'armée
- d'exécuter les ordres de la CMR
- de contrôler l'armée dans l'application des orientations politiques et militaires définies à son intention par le parti
- de préparer et élaborer le plan de guerre et le transmettre à la CMR pour approbation
- de préparer un programme d'action trimestriel pour l'armée, conformément au programme général élaboré par la CMR.

Les Régions Militaires

Les quatre régions militaires constituant la Zone rouge étaient dirigées chacune par un commandant de région, disposant d'une troupe de 360 combattants. Chaque région comprenait des régiments, subdivisés en divisions, lesquelles étaient subdivisées à leur tour en brigades, et celles-ci en bataillons. Les troupes en dessous du bataillon n'avaient pas de dénominations fixes : elles changeaient selon les circonstances et l'efficacité de leur commandant.

Les différents camps éparpillés dans la Zone rouge avaient aussi une structure commune. Chaque camp avait un chef de camp ou commandant de camp, épaulé par un protocole, et, d'autre part, un capitaine de semaine, qui était secondé par un garde de lutte de semaine et des caporaux de semaine.

Droits et devoirs d'un militaire de la FAP

Droits

Le combattant a droit à :

- l'éducation et la survie
- la santé physique et morale
- l'information sur l'état de dévolution du parti à l'intérieur et à l'extérieur
- l'argent de poche.

Devoirs

Le combattant doit :

- être obéissant et fidèle au parti et aux instructions de son supérieur
- maîtriser la doctrine du parti et les étapes de la révolution
- maîtriser les règlements militaires et garder les secrets militaires, même s'il est fait prisonnier
- respecter les compatriotes civils et militaires, ainsi que les prisonniers de guerre
- garder très soigneusement ses armes et sa tenue de combat
- déposer tous les butins aux magasins généraux
- respecter la cuisine unique pour tous.

Interdits imposés et sanctions réservées au combattant

Interdits

Il était interdit au combattant de :

- prendre toute boisson alcoolisée
- prêter, vendre, oublier ou perdre un fusil ou une cartouche
- tenir un fusil pendant la discussion
- faire peur à un civil avec son fusil
- ravir les biens d'autrui
- utiliser le fusil et les cartouches pour chasser sans permission
- se faire juge d'un différend entre des compatriotes

Sanctions

- fumer du chanvre.

Les sanctions pour un combattant pouvaient être :

- réparer le dommage
- être condamné aux travaux forcés
- se présenter devant le tribunal du conseil de discipline
- être acheminé devant le tribunal du conseil de guerre
- être dégradé
- être emprisonné
- être chassé de la FAP
- être exécuté.

Serment du combattant

« Devant le drapeau du PRP et devant les esprits de tous ceux qui sont morts pour la cause de notre pays, moi, je jure, en qualité de combattant de la FAP,

1. de me sacrifier dans la lutte révolutionnaire, et j'accepte d'y mourir pour libérer mon pays, mes parents, ainsi que mes frères et sœurs de l'exploitation capitaliste;
2. de respecter mes supérieurs et de leur obéir dans toutes les instructions définies par le parti et le président L. D. Kabila;
3. de mourir pour la révolution au lieu de me faire prisonnier de l'ennemi;
4. de garder le secret de toute information qui compromettrait la révolution de notre peuple;

5. de vivre en fraternité avec tous mes compatriotes combattants en toutes circonstances;
6. de protéger mon fusil pour abattre l'ennemi;
7. de fournir mes efforts pour dénoncer les anti-révolutionnaires;
8. d'être prêt tous les jours à aider et respecter la population;
9. d'agir en sorte que soient préservés l'honneur et le prestige de la FAP;
10. de respecter les règlements militaires et d'y obéir;
11. d'être sanctionné en cas de non respect de ce serment ».

Les stratégies de guerre

Modalités théoriques

La FAP, dans la révolution du PRP, a opté pour la guérilla ou les guerres de maquis afin de harceler l'ennemi. Cette guerre des partisans du PRP s'inspirait surtout des stratégies de la guérilla de Mao Tse-toung, des principes du maquis de Che Guevara, qui avait lutté quelques mois aux côtés de Kabila, lors de la rébellion de 1964, dans la zone de Fizi. Pendant ce temps, Guevara avait aussi été conseiller de guerre du major Majaliwa Caliste, à Kibamba, à Fizi, et au front de Makungu. On l'appelait Tatu, son nouveau nom de guerre. Il aurait dirigé aussi une troupe de 170 Cubains qui seraient venus combattre dans la rébellion de 1964, dans la zone de Fizi. A ces principes s'ajoutèrent d'autres

modalités pratiques créées par Kabila grâce aux attaques répétées de l'ennemi.

Pour mieux mener le maquis et organiser les guerres, Kabila créa cinq bases militaires :

1. la base d'appui stratégique de la guerre révolutionnaire : c'est la base à partir de laquelle partait tout l'effort de guerre et qui réunissait la force militaire de toutes les régions;
2. la base d'appui central : appelée aussi direction stratégique nationale, elle était située au Grand Quartier Général;
3. la base d'appui des partisans aux régions militaires : implantée dans chaque région, elle centralisait l'administration de toutes les troupes de la région;
4. la base d'appui temporaire : implantée n'importe où, pour une durée limitée, selon les nécessités;
5. la base d'appui mobile : toujours en déplacement, elle était spécialisée dans les guerres se passant à des endroits bien déterminés, tels que routes, usines, chemins de fer, etc.

Selon Kabila, la guerre du maquis devait tenir compte de ces huit principes :

1. combattre intelligemment
2. attaquer le premier et obliger l'ennemi à faire la guerre
3. avoir des précisions sur l'objectif, le but, qui vous pousse à attaquer le premier
4. avoir de l'endurance
5. respecter le secret militaire
6. avoir souplesse et rapidité dans les actions
7. avoir le souci d'accomplissement des visées
8. attaquer avec toute force et accomplir rapidement le souhait.

Dans les stratégies des guerres révolutionnaires, on distinguait deux modalités principales : l'offensive stratégique - les combattants attaquent l'ennemi les premiers -, et la défensive stratégique - la troupe est attaquée et doit se défendre.

C'est dans cette seconde étape que se situaient les guerres de la FAP, au début du maquis. Les rebelles étaient pourchassés par les FAZ, qui cherchaient à récupérer la population et mettre fin au maquis. Dans ces luttes basées sur la stratégie défensive, les partisans du PRP appliquaient soit la retraite stratégique, c'est-à-dire se replier sans combattre, soit la contre-offensive stratégique, c'est-à-dire riposter aux attaques de l'ennemi.

Selon nos informateurs, c'était la retraite stratégique qui était le plus souvent d'application au début du maquis. Kabila avait le souci de mieux former son armée, jusqu'à ce qu'elle atteigne d'abord la maturité militaire, et surtout qu'elle maîtrise les principes et stratégies de la guérilla, qui était, selon lui, le contre-pied de l'arsenal militaire des FAZ. Kabila savait très bien que les militaires des FAZ n'étaient pas formés pour les guerres de maquis. D'où, la retraite stratégique était nécessaire pour permettre à ses combattants de connaître la force et les faiblesses de l'ennemi, en vue de déterminer à quel moment ils pouvaient riposter et l'anéantir. Ainsi, avant d'ouvrir le feu, la FAP devait se rendre compte des données suivantes :

- l'appui de la population
- le climat favorable
- la disponibilité de toutes les troupes prévues
- la précision sur les points faibles de l'ennemi
- l'état d'esprit régnant chez les ennemis
- les voies et moyens pour faire dévier l'ennemi.

Modalités pratiques

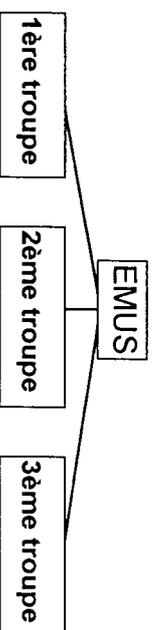
Pendant la guerre et en plein combat, les guérilleros ou maquisards étaient tenus de percevoir l'allure générale du combat et de se comporter en conséquence. D'où, quatre types de comportements

étaient recommandés dans leur action, selon le changement de position de l'ennemi :

1. lorsque l'ennemi avançait avec force, la FAP reculait, en répondant au principe de reculer pour mieux sauter;
2. lorsque l'ennemi s'arrêtait, la FAP l'accablait;
3. lorsque l'ennemi était fatigué, la FAP l'attaquait avec force;
4. lorsque l'ennemi reculait, la FAP avançait.

Dans une marche de guerre, qu'on appelle en maquis « marche d'approche », les troupes à combattre étaient réunies dans un escadron d'assaut (ESCA). Cet escadron d'assaut avait une tête appelée escadron de combat (ESCO). Cette tête était composée de trois troupes et d'un état-major ultrasouple (EMUS).

Schématiquement, on avait :



- 1re troupe : la troupe d'extrême pointe
- 2e troupe : la troupe de sécurité
- 3e troupe : la troupe d'arrière-garde.

Voyons comment elles fonctionnaient.

1. La troupe d'extrême pointe

Cette troupe comptait dix personnes, réparties en deux sections: la section d'extrême pointe (cinq personnes) et la section de pointe relais (cinq personnes). Ces dix personnes marchaient en ligne droite, l'une derrière l'autre, selon le schéma suivant :

1^{er}

2

3

Les cinq premières personnes constituent la première section d'extrême pointe et les cinq dernières, la deuxième section de pointe relais.

4^{er}5^{er}6^{er}7^{er}8^{er}9^{er}

Dans cette marche de guerre, les personnes représentées par les chiffres pairs doivent tirer à droite, et celles représentées par les chiffres impairs tirent à gauche. Les personnes représentées par les chiffres 3 et 10 constituent les personnes centrales, qui doivent tirer à gauche et à droite. Elles y sont en raison de leur expérience, et détiennent des armes assez lourdes et puissantes par rapport aux autres. Ces autres peuvent intervenir leurs positions de tir.

2. La troupe de sécurité ou flanc-garde

Elle se dispose, comme la troupe d'extrême pointe, en se divisant en deux sections : la section de pointe et la section arrière.

Le petit état-major ultra souple se place entre les deux sections de la troupe de sécurité. L'EMUS est composé comme suit :

1. commandant militaire
2. commandant politique
3. tireur F.M. (fusil mitrailleur)
4. 1er pourvoyeur
5. pourvoyeur renfort
6. secouriste
7. deux messagers.

3. La troupe d'arrière-garde

La disposition était identique à celle de la troupe d'extrême pointe. On y trouvait aussi deux sections : d'avant-garde et d'arrière-garde.

Avant de décrire la pratique même des guerres, il nous faut ajouter quelques informations complémentaires.

La distance à respecter obligatoirement entre deux soldats était de cinq mètres; entre deux troupes, elle variait de cinquante à cent mètres, pour éviter d'entrer dans un sac d'embuscade de l'ennemi.

Chaque ESCO (escadron de combat) avait les armes suivantes :

- 23 S.K.S.
- 6 F.A.L. (fabrication d'arme libre)
- 1 F.M. (fusil mitrailleur)
- 24 carabines
- 6 fusils automatiques.

Les maquisards disposaient de signaux conventionnels pour communiquer. Ces signaux étaient de deux sortes : ceux qui se faisaient par tirs de fusil, et ceux qui se gravaient sur le sol, sur les troncs d'arbres et surtout sur papier, pour le guidage.

Voici les signaux qui se faisaient par tirs de fusil :

- = on appelle les autres combattants : on a gagné, venez sans crainte
- = il faut reculer
- = on demande de l'aide.

Voici les signaux qui se gravaient :

A	poste d'observation
	section
	colonne
	compagnie
	lance-roquettes
	véhicule
	MI lourde
	mines
	mortier
	début d'une piste
	aller à gauche ou à droite
	suivre et rentrer dans le même chemin
	danger
	chemin barré
	endroit ou l'on peut camper
	endroit ou l'on ne peut pas camper
	eau potable
	eau non potable
	croisement (deux chemins)
	fin de la piste

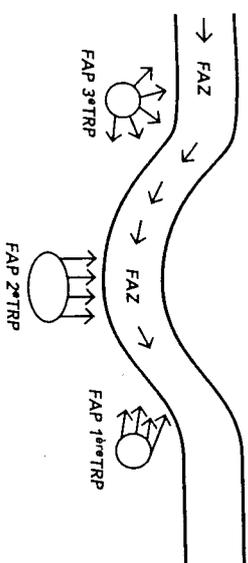
Voyons maintenant les différentes pratiques de guerre. Etaient prévues les situations de guerre dans un village, d'embuscade, de bouchon routier, de guerre de mines et de moineau, et enfin la guerre d'un soldat isolé.

Lorsqu'il s'agissait d'une guerre dans un village, l'ESCO était divisé en quatre troupes : la troupe de nettoyage, la troupe d'appui, la troupe en retraite, et la troupe de réserve.

Lorsqu'il s'agissait d'une guerre d'embuscade, voici comment l'on procédait. L'armée se réunissait à un endroit précis appelé base mobile, où l'ESCO était divisé en trois troupes :

- la première troupe, appelée tête ou bouchon en termes de maquis, se plaçait là où allait sortir l'ennemi;
- la deuxième troupe, appelée le corps ou le gros de l'armée, se plaçait au milieu;
- la troisième troupe, appelée queue ou base, se mettait à la porte d'entrée de l'ennemi.

Ainsi, la première troupe avait pour rôle d'empêcher l'ennemi de sortir de la position. La deuxième troupe avait pour mission d'encercler l'ennemi et de le neutraliser. La troupe de la queue devait empêcher l'ennemi de recevoir du secours.



En ce qui concerne les combats de bouchon routier, la FAP barrait la route, pour empêcher l'ennemi de passer. Cela se pratiquait souvent là où il y avait un pont sur la route. Les trois troupes de l'ESCO se plaçaient d'un côté du pont. Deux d'entre elles se cachaient en brousse, une était sur la route. Derrière les trois troupes, le commandant de l'ESCO plaçait deux autres groupes de protection, et derrière ces deux groupes se trouvaient les tireurs d'armes lourdes, calculées pour tomber

de l'autre côté du pont, mais derrière l'ennemi, pour l'obliger à avancer vers les soldats de l'ESCO qui étaient préparés à l'anéantir.

En dehors de ces combats, d'autres pratiques stratégiques du maquis permettaient à la FAP de faire face aux attaques surprises de l'ennemi par une contre-attaque surprise.

Les combattants de la FAP étaient bien formés aux techniques de camouflage et de dissimulation.

Le camouflage consistait en ceci : lors des combats, le maquisard qui se cachait se couvrait - au-dessus de sa tenue militaire - d'herbes de la couleur de celles du champ de bataille. Cette tactique avait des interdits :

- ne porter sur soi aucun objet luisant
- ne pas faire voir le visage ou la poitrine
- ne bouger à aucun moment, éviter le bavardage et la toux
- éviter de porter sur soi un éclairage (lampe, torche, allumette, cigarette).

La dissimulation consistait pour un rebelle à savoir bien se cacher, pour que l'ennemi ne puisse détecter sa présence. On pouvait se cacher :

- dans les herbes, en appliquant le camouflage
- derrière un gros arbre
- dans un trou
- derrière tout autre objet ou touffe capable de bien cacher un homme.

Toutes ces techniques étaient valables aussi bien pour les guerres défensives que pour les guerres offensives. Souvent les offensives surprises de la FAP se faisaient de 22 heures à 12 heures, ou de 14 heures à 6 heures.

Enfin, d'autres tactiques et techniques étaient propres à certaines catégories de guerre. Ainsi, pour la guerre des mines, la FAP cherchait avec le plus de précision possible la direction qu'emprunterait l'ennemi pour atteindre le camp et l'attaquer. Elle prenait soin alors de miner tous les sentiers, les coins stratégiques du camp ou du village, tels que les

portes, les fenêtres, les lits et les matelas, les sentiers qui conduisaient au W-C, à la source, etc. Après avoir monté un tel coup, la FAP s'éloignait, en laissant deux ou trois combattants pour attirer l'ennemi à attaquer et assiéger le camp déjà miné. Cette guerre de mines était souvent pratiquée par la petite armée de protection de la population appelée milice populaire, dirigée par Mibande Deni.

Pour la guerre dite guerre de moineau, on combinait les tactiques de l'attaque d'embuscade à celles de l'attaque par surprise, en vue de fatiguer l'ennemi et de le désorganiser, en l'empêchant d'avoir du temps pour se reposer. Ce fut le cas de la guerre de la montagne de Kisengela-Kibili, du 14 au 22 août 1970.

Enfin, la guerre d'un soldat isolé consistait à placer un seul maquisard dans un champ de bataille. Il avait l'obligation de se déplacer à chaque tir, pour faire croire à l'ennemi qu'ils étaient nombreux. Cette tactique amenait les soldats des FAZ à suivre les endroits d'où sortaient les tirs, jusqu'à se perdre sans retrouver la vraie direction de l'ennemi.

La FAP a livré plusieurs guerres, tant défensives qu'offensives, mais les défensives furent plus nombreuses. Plusieurs d'entre elles, selon nos informateurs, furent très sanglantes, surtout pour les FAZ. Mais parfois, de paisibles citoyens en étaient aussi victimes. Les quelques exemples ci-dessous témoignent de l'aspect cruel de ces combats.

La guerre d'Ewabora de 1972, où la FAP a abattu deux hélicoptères des FAZ. L'un est tombé à Ewabora, l'autre à Kihungwe. A cette occasion, la FAP s'est enrichie d'un arsenal militaire suffisant, tandis que les FAZ ont subi des pertes énormes en armes et en vies humaines. C'est dans cette guerre qu'est mort le major Bongobi des FAZ.

La guerre de Moba I, sous le commandement du général Kanambi Adrien de la FAP, le 13 décembre 1984. Elle a duré deux jours et a connu de lourdes pertes en vies humaines et en matériel. La FAP a saisi tout un magasin d'armes des FAZ, elle a abattu un petit porteur avec un missionnaire de la communauté méthodiste unie. Un colonel des FAZ et une grande partie de la population locale ont trouvé la mort.

La guerre de Moba II, en juillet 1985. Elle fut placée sous le commandement du général de division Majaliwa Caliste. Cette guerre a duré de 3 heures à 10 heures. La FAP a récupéré beaucoup d'armes et d'équipements militaires. Il y eut des morts parmi les militaires des FAZ et parmi la population locale.

Il est probable que les morts causées par ces deux guerres de Moba parmi la population locale ont fortement indigné L. D. Kabila, qui ne voulait pas que des expéditions militaires soient lancées dans sa région d'origine, le Shaba. Son refus de toute nouvelle expédition dans cette région constituera une source de conflit avec son collaborateur direct, le numéro 2 du régime, Majaliwa Caliste, originaire de Fizi, qui refusait, lui, toute expédition sur Fizi. La voie était ouverte vers l'échec du PRP.

Organisation économique

L'organisation économique du PRP était de type communautaire ou socialiste. Rappelons que le Département de l'Economie était dirigé par Kakozi Saleli; celui des Finances et du Trésor public, par Kamimbi David, le Bureau central d'approvisionnement, par Dewambele Sungura; le Bureau des travailleurs, par Mutchungu Jérôme. Les différents départements et bureaux étaient chargés d'assurer à la population ou à tous les partisans de bonnes conditions d'existence pour le bien-être social de tous.

Chaque cité agricole avait un magasin d'approvisionnement et/ou un dépôt, dans lesquels tout citoyen de la cité agricole avait l'obligation de déposer la moitié de tous ses produits : chasse et pêche, récolte des champs, bois de chauffage, fruits de cueillette, etc. Les butins de guerre y étaient aussi stockés. Les dépôts et magasins constituaient à Ewabora le magasin central d'approvisionnement. C'est dans le magasin qu'on trouvait aussi les produits de première nécessité, tels que le sel, les savons, les allumettes, les assiettes et casseroles, les habits, et les outils nécessaires au travail des champs.

Dans chaque cité agricole, les gens consumaient les parts qui leur restaient, après avoir remis la moitié (soit 50%) au magasin d'approvisionnement. De cette façon, pendant les périodes de paix, seuls les visiteurs munis de leurs autorisations de déplacement, pouvaient être servis gratuitement au dépôt du village. Les cadres du parti et les officiers en mission étaient aussi servis au magasin de la cité agricole qui les accueillait pour une mission. Pendant les guerres, les partisans, n'étant pas en mesure de produire eux-mêmes, se servaient dans les stocks des différents dépôts, selon que telle ou telle cité était attaquée.

Le contenu du magasin central d'approvisionnement était réparti entre les différentes couches de la population, selon les proportions suivantes :

- 60% pour le commandement militaire
 - 20% pour les cités agricoles
 - 20% pour le Comité central du PRP.
- Ces derniers 20% étaient encore divisés en deux parties :
- 10% stockés pour les affaires sociales (aider les personnes démunies et les invalides)
 - 10% pour les membres du Comité central.

Dans ce système de vie communautaire, quelques personnes étaient chargées de la production d'or ("creuser de l'or"), de ramasser les pointes d'ivoire et faire des planches, afin d'enrichir la caisse du PRP de l'argent nécessaire à l'équipement, et pour couvrir les dépenses du parti. L'or, l'ivoire, les peaux de léopard et les planches étaient soit vendus en Tanzanie ou au Burundi, soit directement échangés pour d'autres biens, auprès des chefs militaires des FAZ, ou auprès des autorités politico-administratives, ainsi qu'auprès de petits commerçants et hommes d'affaires en contact avec les rebelles.

Dans le cadre des rapports d'échange étaient nées certaines ententes (conventions) qui furent à la base de la création des marchés qui réunissaient les rebelles, les citoyens de la Zone blanche, les militaires des FAZ et les commerçants. Ces marchés furent créés vers les années 1982, et étaient situés à Burega (vers Kitutu), à Itombwe, à Kituku

(Kalenje), à Rosse (Kabambara), à Katupu et Kakambia (vers Lulenge). Chaque marché était organisé par le PRP, qui y plaçait un formateur politique, un agent économique (prélevant une certaine quantité de produits pour le compte du PRP) et un agent de sécurité. Le marché se faisait chaque jeudi, de 8 h à 12 h. On commençait par chanter l'hymne du PRP; ensuite le formateur politique tenait un meeting populaire, et enfin commençait les ventes et les achats. Les militaires des FAZ qui venaient à ces marchés étaient tenus d'y arriver sans armes et, avant d'atteindre le lieu du marché, il leur fallait passer la barrière rebelle située à 2 km.

Au Bureau central des travailleurs, il n'y avait aucun chômeur. Tout citoyen de la Zone rouge avait un chèque et un compte à la Banque centrale. On ne payait pas de salaire en espèces. On supposait qu'après tout travail méritant un salaire, le montant de ce dernier était directement versé au compte de l'intéressé, à la Banque centrale.⁷⁶ En plus, comme il n'y avait pas de chômeurs, chaque citoyen avait un salaire qui était versé à la fin de chaque mois à son compte. Lorsqu'on avait besoin de quelque chose, on remettait un chèque au propriétaire du bien en question; ce dernier déposait le chèque à la Banque centrale, où l'on virait à son compte la somme établie sur le chèque. Le même système était valable pour toute nécessité : payer les chambres d'hôtel, les repas au restaurant, etc.

Cependant, il faut souligner que, selon nos informateurs, personne ne connaissait le montant qu'il avait à la banque, et personne n'avait le droit d'y retirer de l'argent. Toutes les opérations se limitaient au niveau des chèques.

En réalité, l'argent du parti n'était pas distribué au peuple. L. D. Kabila l'utilisait pour d'autres fins : armement, missions diplomatiques, approvisionnement du magasin central en sel, savons, habits, assiettes, casseroles, etc., qui étaient distribués aux partisans suivant le taux que nous avons signalé. Dans la gestion financière de la Zone rouge, les

⁷⁶ Dans la Zone rouge, on utilisait soit la monnaie zaïroise (le zaïre) soit la monnaie tanzanienne (le shilling). Kabila n'avait pas frappé de monnaie à lui.

dépenses et les recettes étaient connues et déterminées par Kabila seul. Il semble qu'il aurait utilisé plus de 50% des recettes pour ses besoins personnels, au détriment de tous ses proches collaborateurs.

Organisation judiciaire

Toutes les lois régissant la Zone rouge étaient faites par l'Assemblée populaire du parti. Ce code de lois s'appelait "la justice populaire écrite". Dans cette organisation judiciaire, on distinguait :

- la justice civile
- la justice militaire.

La justice civile

L'échelon supérieur de la justice civile était le tribunal populaire, qui avait à sa tête un juge président, en la personne de mannan Mangaza Efrasia, lieutenant et épouse du général Maboko Simon. Au tribunal populaire siégeait aussi un procureur général.

Au niveau des régions et cités agricoles fonctionnaient des cellules du tribunal populaire. Chaque cellule était dirigée par un juge président, entouré des juges et d'un substitut.

Toute la justice civile avait un seul avocat, chargé de défendre la liberté de la population, chargé aussi de l'appeler à connaître les lois et la politique révolutionnaire. Le premier avocat, Saidi Makusudi, fut remplacé par Kisimba Gustave. C'est l'avocat qui jouait le rôle de procureur général au niveau du tribunal populaire; tandis que, pour les cités agricoles, le rôle de l'avocat était assumé par les substituts.

Ainsi, lorsqu'une affaire opposait deux civils, le plaignant devait contacter le substitut et l'informer de sa plainte, en lui exposant toute l'affaire. Le substitut établissait le procès-verbal des déclarations du plaignant. Ensuite, il convoquait l'accusé pour l'entendre. Lorsque le

dossier complet était établi, avec les deux procès-verbaux, il le transmettait au juge président de la cellule du tribunal populaire. Ce dernier convoquait ses juges, pour trancher l'affaire, en tenant compte des avis et considérations du substitut. Un autre cas concernait les dossiers qui émanaient de la Sécurité. Ceux-ci étaient transmis au juge président, qui à son tour les transmettait au substitut pour instruction.

L'interjection en appel était autorisée, lorsqu'un citoyen n'était pas content du jugement rendu à son endroit. Lorsque le premier jugement était prononcé au tribunal d'une cité agricole, on pouvait interjeter appel au tribunal populaire. A ce niveau, on invitait les juges et substituts des autres cités à trancher de nouveau l'affaire. S'il arrivait que le nouveau jugement fût en faveur de l'homme qui avait interjeté appel, tous les juges, les substituts et le juge président qui avaient rendu le premier jugement devaient s'expliquer devant la Sûreté d'Etat. Lorsqu'ils étaient établis fautifs ou corrompus, on les mettait en prison ou on les incorporait dans l'armée.

La justice civile en général et le tribunal populaire en particulier n'avaient pas le droit de prononcer la peine capitale. Cette sentence relevait seulement de la compétence de la justice militaire.

La justice militaire

L'institution supérieure était la cour d'ordre militaire, qui avait à sa tête le colonel Abuli Saleh. A ce niveau, il y avait aussi un procureur général.

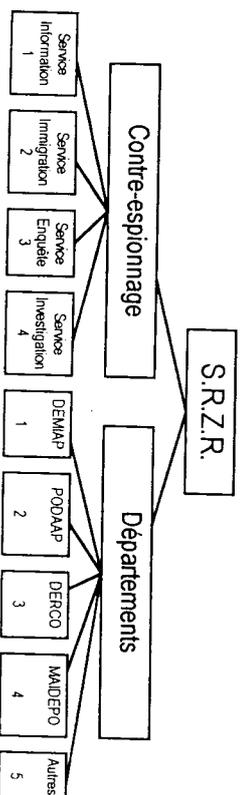
Au niveau des régions militaires fonctionnaient des conseils militaires, qui s'occupaient de tous les différends et affaires militaires.

Lorsqu'il s'agissait d'un crime - mort soit par balle, soit par sorcellerie - ou d'une trahison, le président du PRP nommait un tribunal d'exécution militaire, dont les membres étaient élus parmi ceux du tribunal populaire et ceux de la cour d'ordre militaire. Le tribunal se réunissait la nuit. Mais, avant que le jugement ne soit rendu public, le tribunal remettait le procès-verbal au président du parti (PRP), pour qu'il en prenne connaissance, et qu'il approuve ou rejette le verdict.

En cas de rejet, le président faisait des annotations pour orienter le tribunal et l'aider à bien trancher. S'il approuvait le jugement, toute la population, tant civile que militaire, était invitée dans un lieu public, pour entendre le jugement public de l'inculpé. La séance commençait par la lecture du P.V. et se terminait par la sentence de mort. A ce niveau, la parole était accordée à tout citoyen, militaire ou civil, qui aurait un argument en faveur du condamné. Le délai accordé pour recevoir ces avis favorables était d'une semaine. Après ce délai, s'il n'y avait pas d'arguments solides pour le sauver, l'inculpé était exécuté secrètement par balle. Si les arguments de recours tenaient debout, le tribunal siégeait à nouveau pour revoir sa sentence.

Organisation de la sécurité

La sécurité dans la Zone rouge était assurée par un service qu'on appelait : Service de Renseignement de la Zone Rouge (SRZR), ou Sûreté d'Etat, dirigé par Bisagiro Jeannot. Ce service était subdivisé en plusieurs branches, que nous pouvons représenter schématiquement comme suit :



Le contre-espionnage

Dans la Chambre du contre-espionnage, on trouvait les services suivants :

1. le Service d'Information
2. le Service d'Immigration
3. le Service d'Enquête
4. le Service d'Investigation.

Les départements⁷⁷

1. DEMIAP : service de sûreté militaire, dirigé par Mweshi Jules, qui devait faire rapport à la Commission Militaire Révolutionnaire (CMR), tout en étant sous le contrôle de la Sûreté d'Etat.
2. PODAAP : service de sûreté chargé de la filature, auprès de l'ennemi, des cadres politiques et de la population.
3. DERCO : service de sûreté chargé de la recherche des opposants à l'intérieur et à l'extérieur de la révolution.
4. MAIDPO : service de sûreté qui s'occupe des personnages politiques douteux, des contrevenants aux instructions des régions militaires et des traîtres de tout genre.
5. Autre : service de sûreté qui s'occupe des actes de vol, ivresse, querelle et adultère.

Les différents services du SRZR étaient représentés à tous les échelons des subdivisions administratives et territoriales de la Zone rouge. Le comité directeur du SRZR était composé du directeur, du chef de bureau, d'un secrétaire, et des chefs des services.

Tout agent de la sécurité était un membre du parti chargé de la sécurité de la Zone rouge. Il était un citoyen attentif, vigilant, capable de

⁷⁷ Nos informateurs ne nous ont pas donné le sens des dénominations des différents départements.

percevoir tous les maux susceptibles de compromettre le parti et sa révolution. Il devait être :

- prudent, avisé, vigilant, doté d'une ouïe et d'une vision aigües;
- très accueillant, aimable envers les visiteurs, disposé à les écouter et les entretenir, pour savoir toutes leurs nouvelles et le but de leur visite;
- garant des secrets de l'armée, du parti et de l'Etat;
- vigilant, capable de dépister les espions, les traîtres du parti, ainsi que les opposants de la révolution;
- capable d'assurer la sécurité du parti, de ses organes et de toutes ses branches spécialisées;
- calme, posé, et difficilement connu comme tel (i.e. agent de la sécurité).

L'autre service de sécurité était la police, ou "Askari kanzu". Le policier était un agent chargé d'observer les actes quotidiens des gens en rapport avec les lois et les règlements en vigueur. Il avait aussi le rôle de filature de toute personne suspecte : savoir d'où elle venait, où elle allait, où elle logeait. Il devait trouver les réponses à des questions de ce genre : quel était le degré révolutionnaire de son logeur ? avec qui se promenait-elle ? etc. Toute cette filature devait se faire sans que la personne soupçonnée se rende compte de rien. Le policier pouvait l'arrêter, dès qu'il établissait sa culpabilité.

Il convient de faire remarquer ici que la complexité des services secrets était telle qu'elle ne permit pas aux informateurs de nous fournir des détails plus précis à ce propos, car eux-mêmes n'avaient peut-être pas bien maîtrisé tous les rouages de la sécurité.

3e partie - Echech et conséquences du maquis

Chapitre I - L'échec du maquis et la chute du gouvernement Kabila

Avant de parler de l'échec du maquis et de la chute du gouvernement Kabila, nous pensons qu'il est nécessaire de dire un mot sur les raisons de la persistance du maquis Kabila, vingt années durant, malgré les efforts, l'efficacité, ainsi que l'arsenal des FAZ.

La persistance du maquis

Le maquis Kabila commença, rappelons-le, un an après la fin des rébellions de 1964 dans toute l'étendue du Zaïre. Le 24 décembre 1967, est créé le PRP. Les différents organes, institutions et branches spécialisées du parti sont organisés dans le souci d'entraîner beaucoup plus de monde à la cause de la révolution.

La FAP - armée populaire - est créée le 18 janvier 1968. Elle a, à l'origine, un rôle de mobilisation : elle doit conscientiser, prêcher et inviter le peuple à adhérer massivement au parti, à quitter les villages, et à créer un peuple révolutionnaire dans une entité précise : la Zone rouge.

Dans cette phase de mobilisation, une structure efficace avait été mise en place pour armer les différents groupes chargés de la mobilisation. La concrétisation et la réussite de cette phase nous ont fait

voir combien L. D. Kabila maîtrisait suffisamment les théories marxistes-léninistes sur lesquelles il a greffé son idéologie, et, par conséquent, l'organisation efficace de son parti et de son gouvernement. Ses méthodes de travail, son encadrement et ses promesses idéales d'une société socialiste pour le bien-être de toute la population constituaient davantage un appât pour enrichir son empire en hommes, lesquels hommes ne voulaient plus le quitter ni l'abandonner.

Lorsque les FAZ et les autorités politico-administratives apprirent et constatèrent que de nombreux villages étaient devenus déserts, parce que leurs populations étaient parties en brousse s'allier au PRP, elles organisèrent des expéditions offensives pour récupérer la population et anéantir le mouvement.

Pendant vingt ans, toutes les expéditions des FAZ et les guerres répétées ne réussirent pas à récupérer la population devenue autochtone de la Zone rouge, ni à anéantir le PRP et son chef.

Selon nos informateurs, les militaires des FAZ n'étaient pas efficaces dans les guerres de maquis ou la guérilla. Le plus souvent, ils faisaient passer leurs porteurs devant eux sur un champ de bataille, en leur demandant de combattre leurs frères. D'où la mort de plus de 80% des porteurs - surtout des jeunes très forts - durant toute la période du maquis. Ainsi donc, malgré leur armement perfectionné et leur efficacité supposée, les militaires des FAZ n'étaient pas à même de déloger la FAP dans la Zone rouge.

A l'organisation efficace du PRP et à l'inefficacité des FAZ dans la guérilla, s'ajoutent les relations que les chefs rebelles entretenaient avec les différentes couches de la population zaïroise.

D'abord, les relations avec les chefs militaires (FAZ) des troupes basées à Fizi, Kalemie, Uvira, Kasongo, Mwenga, Kabambaré, etc. Ces chefs militaires accordaient aux maquisards, en échange d'or et de pointes d'ivoire, les armes et les balles nécessaires, ainsi que les tenues pour les combats. Il arrivait même qu'un chef militaire donne le programme d'une guerre au chef rebelle, en précisant le nombre de soldats, les armes qu'ils auraient, la route ou le sentier qu'ils

emprunteraient, dans le seul but de les livrer aux mains des rebelles qui les dépouilleraient de tous ces biens. Le chef rebelle savait d'avance où placer ses gens et comment faire entrer l'ennemi dans le sac d'embuscade.

Ainsi, le maquis ne pouvait jamais prendre fin, puisque les chefs militaires des FAZ, qui y trouvaient source d'enrichissement, faisaient toujours des rapports signalant la présence des rebelles et les résultats des combats, afin de recevoir régulièrement des équipements et des provisions en quantités considérables, et de s'échanger une partie avec les rebelles.

Ensuite, les relations avec les autorités politico-administratives locales. Ces relations consistaient en échanges des mêmes produits (or et ivoire) contre un peu d'argent, des habits, etc., mais surtout en échange d'informations et de la confiance de la population. A travers ces autorités, les rebelles étaient informés à l'avance des jours et heures où les FAZ allaient les attaquer. Ils étaient informés de toutes les décisions politiques et des orientations du MPR.

Les mêmes autorités logeaient clandestinement les espions rebelles dans leurs maisons. Lorsque la faim sévissait dans la Zone rouge, elles aidaient les maquisards à venir récolter dans les champs de la population locale, avec la complicité de certaines personnalités du village. Et même les gens du village qui reconnaissaient des rebelles ne pouvaient pas les dénoncer auprès des militaires des FAZ. En effet, à chaque fois que ces soldats étaient informés de la présence d'un rebelle dans un village, ils y maltraitaient et tuaient même certains paisibles citoyens, ils pillaient leurs chèvres, poules, et autres biens. C'est pourquoi les habitants avaient opté pour un silence total. Un pareil climat de complicité était de nature à favoriser la persistance du maquis en brousse.

Enfin, les relations avec les commerçants. Ceux-ci achetaient aux rebelles l'or et l'ivoire à un prix moins élevé; ils leur apportaient les habits, le sel, le savon, des assiettes, des casseroles, des briquets, des allumettes, des cigarettes, bref tous les produits commandés par les

rebelles, sans oublier les médicaments, et les nouvelles concernant les membres de leurs familles qui étaient dans la Zone blanche.

Une autre explication à la persistance du maquis est liée aux combattants eux-mêmes et à leur chef Kabila.

Parmi les combattants, nombreux étaient ceux qui, dans les années 1980, ressentait déjà le désir de "sortir" (c'est-à-dire de quitter le maquis), deux-mêmes. Mais ils avaient peur et honte des maux qu'ils avaient causés à plusieurs familles et clans, et parfois même à leurs propres familles. Ainsi, ils ne savaient pas où aller lorsqu'ils sortiraient. Ils pensaient que ces familles et clans éprouvaient de la haine envers eux et que, dès qu'ils parattraient, ils seraient tués. D'où la décision de supporter la misère en brousse et de rester maquisard jusqu'à la mort. Telle fut la situation de Majaliwa Caliste, le chef d'EMG politique et numéro 2 du régime Kabila, lorsqu'il demanda aux rebelles bembé de sortir avec lui, en août 1985, après un conflit avec Kabila. Beaucoup voulaient sortir, mais, par crainte et par honte, ils restèrent.

Quant à L. D. Kabila, selon nos informateurs, la révolution et sa réussite, n'étaient plus, vers les années 1980-85, les raisons de sa présence en brousse. C'étaient les richesses naturelles de la zone de Fizi, qu'il exploitait le plus souvent à son propre compte, au détriment de ses collaborateurs naitifs de la zone, qui le poussaient à entretenir la révolution du PRP jusqu'au dernier souffle de sa vie.

Lumuna Sando explique aussi les contacts discrets que Kabila avait eus avec le citoyen Seti, chef de la sécurité du régime de Mobutu, et avec Henry Mac Donald, un émissaire américain, contacts qui avaient pour but le partage du pouvoir de l'Etat, et non la poursuite de la révolution.⁷⁸

En plus, au cours de la conférence des cadres du PRP tenue à Bruxelles du 20 au 25 mars 1979, fut prise la décision capitale suivante :

⁷⁸ C. K. LUMUNA SANDO, *Zaire : quel changement pour quelles structures ?*, op. cit., p. 79.

« l'adoption de la lutte politique en tant que forme principale de combat dans la phase actuelle, la lutte armée devenant forme secondaire... »⁷⁹

Ainsi, il ressort de ces flirts politiques de Kabila et de cette décision, que, si le MPR lui accordait un poste dans sa structure, Kabila serait peut-être prêt à renoncer à son PRP et à sa révolution. Comme il n'avait pas encore obtenu satisfaction, il voulait se maintenir dans l'opposition, pour signifier sa présence et continuer à s'enrichir, en exploitant les richesses de la région, malgré le déclin de son parti.

Au moment où nous écrivons ces lignes (1988), Kabila continue à entretenir courageusement plus ou moins 80 personnes, à Wimbi (Kalemie), qui, selon nos informateurs, sont sous la direction de Maboko Simon et de ses deux collaborateurs Kachoka Portasi et Lwecha Sylvain. Lui-même, Kabila, vit en Tanzanie sous le nom de Mutware Francis.

L'échec du maquis et la chute du gouvernement Kabila

Selon nos informateurs, l'échec du maquis a commencé à être perceptible à partir de 1979, lorsque Kabila se mit à poser des actes répétés d'injustice. Les habits et autres biens, destinés aux démunis, comme prévu dans les affaires sociales, et aux combattants, étaient distribués par Kabila à ses amis bien placés. La répétition de ces actes a indigné les combattants, quelques officiers, et la majorité de la population. Les combattants, stimulés par les officiers mécontents, commencèrent à se révolter, en manifestant indiscipline, découragement, et même un certain relâchement.

A cela s'ajoutait la dictature de Kabila. Il n'avait pas de conseillers, il ne contactait plus ses collaborateurs pour la prise des décisions. C'est ainsi qu'il en était arrivé à prendre la décision impopulaire de tuer tous les sorciers de la Zone rouge. A cet effet, il fabriqua une potion à base

⁷⁹ *Ibidem*, p. 144.

de plusieurs racines et herbes. La potion était très forte, en sorte que toute personne physiquement faible avait des vertiges en lavalant ou en la recevant dans les yeux. Or, le vertige est un indice de sorcellerie. Donc, toute personne manifestant des vertiges après ce test était qualifiée de sorcier et devait être brûlée vive. A la fin de l'opération, 2.000 personnes furent tuées, dont 90% étaient des adultes en âge avancé.

Cette opération avait troublé tous les partisans et avait semé le désarroi dans le PRP. Certains, qui ne voulaient pas prendre la potion à cause de leur faiblesse physique, avaient fui et étaient rentrés dans la Zone blanche. La fuite était devenue si régulière que Kabila constata la disparition de beaucoup de gens et les rapports de plusieurs cités agricoles en firent mention. Au bout d'un temps, la sécurité réussit à enrayer le mouvement.

Deux autres éléments déterminants de cet échec furent la faim et l'enclavement de la Zone rouge. Les combats répétés et la vie problématique du maquis, pendant tant d'années, n'avaient pas permis à la population rebelle de s'assurer l'autosubsistance. Les victimes de la faim devenaient aussi nombreuses que celles de la guerre. Les plus courageux fuyaient encore en masse, malgré l'efficacité de la sûreté qui surveillait toutes les personnes douteuses.

L'enclavement et le manque de soutien tant extérieur qu'intérieur avaient sensibilisé les combattants et leur avaient inspiré une prise de conscience et un esprit critique sur l'avenir de la révolution et du PRP. Ils commençaient à percevoir un certain degré de démagogie dans toutes les promesses que Kabila leur avait faites. Au lieu du bien-être social pour tous, c'était la misère totale pour tous. L'expansion de la Zone rouge, qu'ils croyaient obtenir jusqu'aux dimensions d'une région du Zaïre, s'était paradoxalement rétrécie jusqu'aux dimensions d'une vallée et/ou d'une montagne (Ewabora).

Les effectifs avaient sensiblement diminué, les partisans restants vivaient maintenant concentrés en groupes numériquement moins importants. Les structures administratives, politiques et militaires commençaient à disparaître. C'était la panique générale pour tous les

combattants, et pour Kabila, la recherche des voies et moyens pour se maintenir.

C'est dans ce souci qu'il accéléra lui-même le mouvement vers l'échec, en décidant le transfert de toutes les troupes d'Ewabora vers le lac Tanganyika, après avoir constaté qu'il n'y avait plus de sécurité à Ewabora et que les trois quarts de ses régions militaires étaient déjà passées dans la Zone blanche, c'est-à-dire sous le gouvernement de Kinshasa. L'échec s'affirma par cette décision de transfert, parce que la région côtière du lac Tanganyika ne réunissait aucune des conditions favorables aux guerres de maquis, au contraire d'Ewabora.

Dans cette région côtière, les petits groupes de la FAP furent exposés aux attaques de l'ennemi. Un groupe s'installa à Wimbi, avec tout l'ITEMG, et un autre petit groupe, en majorité des Bembe, rentra à Ewabora.

Les collaborateurs de Kabila installés à Wimbi (Kalemie) décidèrent de lancer une offensive sur Moba. Ce fut la guerre de Moba I, du 13 au 15 décembre 1984. Encouragés par les résultats de cette première guerre, ils décidèrent, au mois de juillet 1985, de faire Moba II. Ces deux guerres eurent des conséquences énormes, et surtout causèrent des pertes en vies humaines dans la population locale.

Ces dernières conséquences, nous l'avons déjà dit, indignèrent profondément Kabila, qui interdit à ses collaborateurs de lancer une nouvelle attaque dans la région du Shaba, sa région d'origine. Bouleversé et conscientisé par cette interdiction, Majaliwa Caliste, qui venait immédiatement après Kabila à cette époque, s'opposa à toute attaque sur Fizi, sa zone d'origine. Ce fut le début d'une tension vive et d'un conflit ouvert entre Kabila et Majaliwa. Ce dernier décida secrètement de "sortir", mais il prit soin toutefois d'aviser de son projet ses frères rebelles bembe, même ceux qui étaient restés à Ewabora.

Au mois d'août 1985, Majaliwa, toute sa famille et certains de ses collaborateurs sortirent par Kalemie, via Kigoma, avec un stock de 700 armes, qu'il présenta au colonel Buseli des FAZ/secteur Kalemie. Cette sortie de Majaliwa Caliste constitue l'épine dorsale de l'échec du PRP. Cet échec se concrétisa par la disparition de toutes les structures tant

politiques, administratives que militaires, la sortie en masse de tous les rebelles qui se trouvaient à Ewabora, grâce à l'action de certains chefs des collectivités, qui s'y rendaient pour les chercher et les intégrer dans presque tous les villages de la zone de Fizi.

Pendant nos enquêtes en novembre 1987, nous avons vu, dans les collectivités de Lulenge et de Ngandja, des villages entiers habités par des ex-ressortissants du maquis Kabila.

Le seul petit groupe de partisans du PRP qui reste serait installé à Wimbi, et il comprendrait plus ou moins 80 personnes, qui sont, comme nous l'avons signalé plus haut, sous la direction de Maboko Simon (originaire du Haut-Zaïre), assisté de Kachoka Portasi et Lwetcha Sylvain. Ce petit groupe n'a plus d'issue. Il est bloqué d'un côté par le lac Tanganyika, et de l'autre côté, par la barrière formée par les anciens combattants de la FAP, pour empêcher l'entrée des rebelles dans la zone de Fizi. Ce sont les anciens rebelles (combattants de la FAP) qui aujourd'hui contrôlent toute la forêt de Ngandja pour chercher les rebelles. A Kalemie, le colonel Buseli des FAZ a obtenu, en octobre 1987, les services de Majaliwa Caliste pour anéantir le résidu du PRP installé à Wimbi.

Chapitre II - Les incidences du maquis

Si l'on veut identifier les incidences du maquis, il se pose le problème de les catégoriser, car certaines d'entre elles sont à la fois politiques, économiques et culturelles. D'autres peuvent être plus politiques, mais avec une répercussion économique ou culturelle.

Les incidences politiques

L'incidence politique qui mérite d'être citée est le fait qu'à l'instar de la rébellion de 1964, le maquis de 1967 a captivé les populations bembe et les a menées à s'intéresser à la politique du pays. Ainsi, dans la zone de Fizi, les gens sont informés d'une manière ou d'une autre, et ils comprennent rapidement les décisions, les actions et les manifestations politiques du Zaïre, et même de l'étranger. Ils les interprètent très facilement, en hommes relativement avertis.

Le système d'information se fait en groupe, par des discussions sur la chose politique : à la pêche, au champ, sous l'arbre où ils se réunissent, ou le soir autour du feu. Les gens qui discutent le plus de politique sont les plus âgés, et peut-être les plus compétents. Ils inculquent la prudence aux cadets, par des cas concrets tirés de l'expérience des événements politiques du Zaïre, du Rwanda, du Burundi, ou de la Tanzanie, etc.

La population bembe semble capable de ressentir un mauvais climat politique, et cela dans un certain rayon, sans que cela soit dit à la radio, en observant, par exemple, les mouvements des gens, des véhicules, des avions, etc. Ce fut le cas en 1972, lors de l'éclatement de la guerre civile au Burundi.

De ce qui précède, on pourrait croire à la maturité politique du peuple bembe, mais il convient de souligner certaines lacunes, qui sont dues souvent aux conflits claniques, une autre conséquence du maquis. Les familles qui ont perdu certains de leurs membres dans une attaque

rebelle commandée par tel ou tel clan sont restées pleines de rancune envers ces clans. C'est le cas des Balenga et des Bashiblemba, des Bashinwenda et des Bashinindji, et de beaucoup d'autres encore.

Les conflits se remarquent souvent pendant les élections. En 1987, la zone de Fizi a constitué en elle-même une circonscription électorale. Tous les candidats étaient Bembe (pour les élections législatives), ainsi que tous les électeurs, à part quelques Banyarwanda et Bafulero, qui vivent dans cette zone. Lors de ces élections, tous les électeurs se souciaient d'abord de connaître l'homme valable parmi tous les candidats. Cet homme valable une fois repéré, l'électeur bembe, d'après nos constatations, cherchait à savoir de quel clan était l'homme en question. Lorsqu'il n'était pas d'un clan adversaire, l'électeur votait pour lui. Dans le cas contraire, il devait voter pour un autre candidat. On constate donc que le choix, tout en étant conditionné par le clan, n'était pas absolument déterminé par l'appartenance ou non à un même clan. On constate également un haut degré de participation volontaire, ainsi que la conscience de l'acte politique que ces gens posaient. Ce qui prouve en fait une maturité politique, malgré les petits conflits qui surgissaient après les élections et qui étaient souvent créés par les états-majors des candidats.

Les conflits claniques issus du maquis sont aussi à la base de l'inefficacité de certains chefs de collectivités et/ou de localités. En effet, ceux-ci ne peuvent pas visiter certains villages où les habitants sont du clan ou de la famille adversaire de leur clan ou de leur famille. C'est le cas de la localité Basimunyaka, dans la collectivité de Tanganyika. Dans ces conditions, aucun programme collectif de développement de l'entité ne peut tenir.

Enfin, les conflits claniques rendent difficile l'intégration des anciens rebelles dans les différents villages. Certains d'entre eux vivent aujourd'hui dans les centres urbains, pour tenter d'échapper aux règlements de comptes.

A cause du maquis, Fizi est restée pendant longtemps une zone oubliée, négligée et délaissée. Les autorités du pays ne voulaient pas s'y rendre. Il est même arrivé que certains commissaires de zone qui y étaient affectés terminent leur mandat sans avoir été dans plusieurs

villages de la zone. C'est seulement vers les années 1983 que le gouverneur Mwando Simba entreprit une série de visites.

Le maquis de 1967, qui fut pendant longtemps la seule opposition armée au régime de Mobutu, et l'enlèvement des jeunes Américains par les maquisards, ont fait connaître la zone de Fizi dans certains milieux du pays, voire même au niveau international.⁸⁰

Dans cette section, il convient aussi de parler de la suradministration militaire. Elle est due au fait que la zone de Fizi passait pour une zone opérationnelle de guerre. Nous avons senti et éprouvé, pendant nos enquêtes, ce que représente une suradministration militaire dans une zone. Le Sud-Shaba l'avait vécu entre 1977 et 1980. En faisant le voyage de Kilembwe à Uvira, nous avons pu constater qu'il y avait autant de campements militaires - pour ne parler que des camps - qu'il y avait de villages. Nous avons été fouillé plusieurs fois, surtout sur la route qui relie Kilembwe et Fizi; le fait d'être étudiant à l'université constituait une infraction auprès des militaires.

Dans cette zone, les autorités politico-administratives n'ont pas le pouvoir sur les militaires, a fortiori la population. Les paisibles citoyens sont maltraités et dépouillés de leurs biens sans recours. La libéralisation des matières précieuses n'a jamais existé dans cette zone; avoir de l'or sur soi constitue une grande infraction. La justice civile et même coutumière est remplacée à presque 70% par la justice militaire, qui sert encore aujourd'hui de juridiction d'appel, pour un pourcentage avoisinant 30% de la justice civile.

La population a l'obligation de nourrir tous ces militaires, qui, pour cette raison, ont pris l'habitude de prélever une partie des produits de vente à tous les vendeurs et dans tous les marchés de la zone. Les militaires font payer des amendes sur n'importe quel objet. Ainsi, les collectivités, entités dites décentralisées, sont étouffées dans la mobilisation de leurs recettes internes et dans l'application de leurs décisions. Il en résulte une impossibilité de réaliser un programme de développement de l'entité.

⁸⁰ *Ibidem*, p. 142.

D'autre part, le maquis de 1967 a aussi formé militairement plus de 60 à 65% de la population de la zone de Fizi. Dans les collectivités de Lulenge, Ngandja et Itombwe, presque tous les hommes et quelques femmes savent utiliser les armes à feu et connaissent les tactiques de guerre. Dans les deux autres collectivités, celles de Mutambala et de Tanganyika, un bon nombre de gens manient aussi avec facilité les armes à feu. Cette masse constitue en soi une armée de réserve. Cela inspire la peur d'une éventuelle guerre armée, dans le conflit qui oppose les Bembe aux Banyarwanda. En plus, les troupes militaires sont aussi dangereuses, dans la mesure où elles peuvent susciter une révolte du peuple bembe, que Lumuna Sando qualifie de « peuple guerrier » que les colonisateurs belges avaient eu de la peine à soumettre.⁸¹

Le maquis est à la base de l'exode et de la dispersion des Bembe dans les pays voisins et les régions environnantes. Les dégâts matériels, les pertes en vies humaines, tant pour les rebelles que pour les FAZ, la dégradation des infrastructures, l'abandon de certains villages, ou les maladies causées par le maquis, tout cela a sensiblement contribué à la régression démographique et à un certain retard pris par la zone de Fizi par rapport à d'autres zones du pays, qui n'ont pas connu de révoltes depuis la rébellion de 1964.

Soulignons aussi l'absence de la domination de l'Etat zairois sur une grande étendue de son territoire. Toute la Zone rouge du PRP a échappé pendant vingt ans au contrôle du pouvoir en place, sur tous les plans : politique, administratif, économique, etc. Les partisans du PRP n'étaient pas recensés dans la population zairoise, ils n'avaient aucun devoir envers l'Etat zairois.

Enfin, les rébellions (de 1964 et de 1967) ont donné un cachet spécial au Bembe par rapport aux tribus voisines, aux yeux de ceux qui ne sont pas suffisamment informés. Tout Bembe, croit-on, est un rebelle, et par conséquent agressif et brutal. Cependant, il faut remarquer que la rébellion de 1964 et même la guérilla Kabila de 1967 étaient dirigées par des gens d'autres tribus, qui ne sont pas nécessairement Bembe. Pour

⁸¹ *Ibidem*, p. 141.

s'en convaincre, il suffit de voir l'origine des membres de la direction du PRP, à sa création :

- Kabila, président, originaire du Shaba
- Yumbu, 1er vice-président, originaire du Kwilu (Bandundu)
- Masengo, 2e vice-président, originaire du Shaba
- Marandura, secrétaire général, originaire d'Uvira
- Umba, secrétaire général adjoint, originaire du Shaba
- Maboko Simon, commandant de la FAP, originaire du Haut-Zaire
- Salumu Mungelo, secrétaire de la CMR, originaire du Maniema.

On pourrait en citer d'autres encore. Cependant, il faut reconnaître que quelques personnalités - Majaliwa, Kilenga, Mutchungu, Kayumba... -, des officiers et la majorité de la population (i.e. les partisans) tant combattante que civile étaient Bembe.

Les incidences économiques

Le maquis Kabila a constitué un grand manque à gagner pour le gouvernement zairois. La population de la Zone rouge, dans son entièreté, n'a pas contribué à l'économie zairoise pendant vingt ans. Cette population, qui avait échappé à l'administration du Zaïre, ne payait ni impôts, ni taxes, ni amendes, et ne participait à aucun programme économique. D'autre part, elle exploitait à son propre compte les richesses naturelles du pays : l'or, les pointes d'ivoire, les peaux de léopard, les planches, etc.

L'exode, les migrations et les morts causés par les guerres ont diminué la force de travail et privé la zone de recettes qui auraient pu financer certaines actions collectives.

Les exportations abusives de certaines ressources naturelles ont sensiblement dépouillé la zone de ses potentialités : les espèces rares, telles que lions, léopards, éléphants, furent abattues sans considération. La réserve de la Lwama (à cheval sur les zones de Fizi et Kabambare),

qui regorgeait de plusieurs espèces animales et qui constituait un bon milieu touristique, a été ruinée et demeure abandonnée à ce jour.

La suradministration militaire, évoquée ci-dessus, continue à démunir sensiblement les entités locales de plus de la moitié de leurs recettes normales. Ces entités sont victimes d'un sous-développement administratif très prononcé : manque de bâtiments, tables, chaises, papier, bics, pour tous les services, qui n'ont pas de moyens pour s'équiper.

Les attaques répétées des rebelles ont plongé la population dans l'insécurité et l'ont obligée à une vie de nomade, entraînant ainsi la faim, la misère, les maladies. Les paysans n'avaient pas le temps de cultiver. D'où, la baisse sensible de la production et la disparition de certaines cultures, dont les champs avaient été ravagés soit par la FAP, soit par les FAZ. Suite à ces attaques, certaines routes d'intérêt local ont été détruites et abandonnées, au point d'enclaver certains villages et de priver la population de tout écoulement de ses produits destinés à la vente.

Notons aussi, dans les incidences économiques, la dévastation d'une ferme de bovins située entre la collectivité de Lulenge et celle d'Irombe. Cette dévastation a commencé avec la rébellion de 1964, et l'abattage des vaches s'est poursuivi jusqu'aux années 1975. C'est dans ce même ordre qu'on peut mentionner la destruction du barrage de Makembe, dans la collectivité de Lulenge et la sous-exploitation de celui des Forces Bendela.

Les contacts commerciaux florissant entre les Bembe et leurs voisins burundais et tanzaniens furent énergiquement combattus par les pouvoirs publics, pour éviter l'entrée des ennemis. Or, ces contacts avaient un apport économique considérable pour l'ensemble de la zone de Fizi. Pendant les vingt ans du maquis, il est arrivé plusieurs fois qu'on interdise la pêche sur le lac Tanganyika. Et pourtant, la pêche constitue, pour le Bembe du lac, l'unique activité tant de subsistance qu'économique viable. Plusieurs pirogues d'audacieux furent coulées par

la Force maritime zairoise, entraînant la disparition de beaucoup de gens et de leurs biens.

Les incidences socioculturelles

Le maquis Kabila et même celui de Ndalo de 1967, qui ne sont pas isolés de la rébellion de 1964, ont contribué sensiblement à la paupérisation culturelle du peuple bembe. Les maquisards combattaient énergiquement toutes les sectes coutumières (Bibua), et tous les membres de ces sectes étaient tués sans jugement. C'est là une des principales causes, aujourd'hui, de la disparition de Bwani, d'Elanda, d'Alunga, etc. Cette action des rebelles est curieusement soutenue par les Eglises chrétiennes, pour enrayer définitivement ces croyances culturelles bembe.

La vie de guerre a aussi favorisé l'abandon de certaines pratiques traditionnelles, telle la circoncision. Plus d'internement des jeunes en brousse, plus aucune des cérémonies y afférentes. La circoncision a perdu chez les Bembe toute sa valeur culturelle. Les danses nocturnes et les jeux des enfants au clair de lune, qui témoignaient d'une certaine vie de paix, ont disparu.

Depuis 1964 jusqu'en plein maquis en 1976, les rebelles ont détruit plusieurs écoles, dispensaires, hôpitaux, centres sociaux, maisons d'habitation, églises, etc. On peut y voir, en partie du moins, la cause de la situation actuelle : taux élevé d'analphabétisme, épidémies, et même pauvreté matérielle de certaines personnes.

Cependant, la vie de guerre a appris à la population à se débrouiller en toutes circonstances, à endurer souffrances et difficultés. Elle lui a donné le courage et l'audace d'agir. Enfin, grâce à cette vie de guerre, la population a acquis cet esprit qu'il faut compter d'abord sur ses propres efforts.

Conclusion

Celui qui s'aperçoit que quelque chose ne va pas et ne dit rien, celui-là est un philistin, il est sur la voie de la dégénérescence; s'il ne se corrige pas, il cessera d'être un révolutionnaire.
(Mao Tsé-toung)

Le maquis Kabila de 1967 et le PRP, sur lesquels a porté cette étude, ne constituent pas un fait politique isolé. Ils sont l'aboutissement d'une situation politique, caractérisée par des oppositions entre les différentes tendances. C'est, en effet, en partie, la poursuite de la révolution congolaise commencée en 1964 par le Conseil National de Libération (CNL).

Après sa défaite en 1966, sous la direction de la petite bourgeoisie⁸² du CNL, la guerre de libération du peuple congolais était placée devant une crise profonde. Deux tendances s'étaient dessinées. La première, petite bourgeoise et opportuniste, était représentée par G. Soumiatol, ancien président du CNL/est, qui avait conduit l'insurrection de 1964 à son échec. Dans la conception de Soumiatol, la révolution congolaise était uniquement lumbumbiste, et guidée par les anciens collaborateurs de Lumumba, pour reprendre le pouvoir gouvernemental que le peuple congolais leur avait accordé par la majorité parlementaire en 1960.

L'opposition entre cette tendance et celle de L. D. Kabila, présentée comme le porte-parole de l'avant-garde, non seulement nationaliste, mais prolétarienne, laisse entrevoir les clivages entre anciens « en titre » et nouveaux, entre anciens « partenaires » et « cadres intellectuels révolutionnaires », et, au-delà même des déclarations, des clivages à caractère national tribaliste.⁸³

⁸² Selon la terminologie utilisée souvent par B. Verhaegen dans ses écrits, et reprise par Lumuna Sando.

⁸³ Toute cette synthèse s'inspire de Lumuna Sando, qui cite un article de Kibwe Tcha Malenge, paru dans *L'Eincelle* (périodique du PRP) de septembre-octobre

Dès son divorce d'avec les lumbistes, Kabila se mit à réorganiser la lutte révolutionnaire, avec une nouvelle philosophie politique. Il créa, le 24 décembre 1967, le Parti de la Révolution Populaire (PRP), et rassembla tous les rescapés de l'APL (CNL), repliés dans la région de Fizi chez les Bembe.

Le PRP, parti d'inspiration marxiste-léniniste pour l'élimination du capitalisme et la création d'une société socialiste, différenciera la révolution populaire dirigée par Kabila des rébellions de 1964. Le PRP réussira, sans trop de difficultés, à mobiliser presque la totalité de la zone de Fizi, jusqu'à étendre sa Zone rouge, son fief, dans certaines localités des zones environnantes.

Les tracasseries militaires (des FAZ) et administratives, qui suivirent l'écrasement de la rébellion de 1964, et l'appui obtenu par Kabila auprès des autochtones bembe rescapés de l'APL (Kilenga Saleh, Majaliwa Caliste, Abuci Saleh) constituèrent les conditions favorables à la mobilisation de la population et à l'efficacité du maquis.

Le maquis dura vingt ans, malgré l'effort des FAZ à vouloir récupérer la population convertie au PRP et anéantir le maquis. Cette persistance nous a permis de justifier nos hypothèses, en ce qui concerne les causes réelles de cette durée.

L'organisation poussée et structurée de type socialiste du PRP, l'inefficacité et l'inexpérience des FAZ dans les guerres de maquis (la guérilla), une certaine négligence de l'autorité politique, la complicité, avec les chefs rebelles, de certains chefs liés au gouvernement de Kinshasa (militaires, autorités politico-administratives locales), et celle de certains commerçants, l'espoir et la confiance des partisans en la victoire de la révolution, la crainte, la peur et la honte de certains rebelles à rentrer dans leurs familles... telles sont les causes de la persistance du maquis.

D'autre part, l'échec du maquis est le résultat de plusieurs facteurs : un immobilisme, le manque de leaders et de cadres instruits,

1977. Voir C. K. LUMUNA SANDO, *Zaire : quel changement pour quelles structures ?*, op. cit., p. 121.

l'autoritarisme de Kabila, la non réalisation des promesses faites par Kabila aux partisans, la mesquinerie et la stérilité de ses relations tant extérieures qu'intérieures, qui sont à la base du manque d'approvisionnement et de ravitaillement en équipement nécessaires pour le maquis. Ont joué aussi les injustices de Kabila envers certaines couches de ses partisans, l'assassinat de 2.000 « sorciers », la décision de transférer les troupes de la FAP d'Ewabora vers le lac Tanganyika, endroit moins stratégique pour le maquis, l'interdiction de Kabila d'attaquer le Shaba après les deux guerres de Moba, la prise de conscience par les maquisards bembe de l'exploitation de leurs richesses et des massacres de leurs frères, la sortie de Majaliwa Caliste, ainsi que la faim et la supériorité en armement des FAZ...

A l'instar de la rébellion de 1964, l'insurrection de 1967 a causé d'énormes pertes en vies humaines. Presque toutes les familles bembe en ont été les victimes et ont perdu plusieurs de leurs fils et filles. D'autres familles ont simplement disparu. L'exode, l'immigration, la vie de réfugié, les conflits claniques, la suradministration militaire, la paupérisation culturelle, le taux élevé d'analphabètes, l'appauvrissement sous toutes ses formes, la sous-administration de certaines entités, la non mobilisation des recettes intérieures de la zone, la dégradation des infrastructures routières, scolaires, sanitaires, la baisse de la production, etc., sont autant de conséquences du maquis, qui constituent un lourd fardeau, déterminant la crise qui règne à Fizi.

Nous venons de parler en profondeur du maquis Kabila, mais nous n'en avons pas épuisé toutes les dimensions. Il faudra des études ultérieures pour infirmer ou confirmer certaines de nos conclusions, car d'une seule enquête et de nos seuls informateurs, si efficaces et compétents fussent-ils, nous ne pouvons rien tirer d'absolu ni de définitif. Notre recherche est un document de base.

De même, le maquis Ndalo dans les montagnes de Lulambwe/Mbokoko et celui de Zabulonni dans les montagnes de Lemera/Uvira peuvent faire l'objet de recherches, pour mieux élucider les mouvements d'opposition dans l'est du Zaïre.

Le maquis Kabila de 1967 entre dans la série des rébellions-révolution au Zaïre en général, et dans l'est du Zaïre en particulier.

La rébellion congolaise (ou zaïroise) constitue la plus grande insurrection de masse, dans l'Afrique indépendante post-coloniale. Elle est aussi, et par-dessus tout, un mouvement révolutionnaire à base sociale, qui ne cherche pas à modifier les frontières nationales, ou à réaliser la sécession d'une partie du pays, mais bien plutôt à changer l'ordre politico-économique et expulser du pouvoir l'élite politique installée, afin de voir comment l'Etat sera gouverné et par qui.⁸⁴

Nos analyses et nos constats sur le terrain nous permettent d'affirmer, avec certitude, que le maquis Kabila était une révolution à base paysanne. Kabila était arrivé à Fizi (Makanga-Tubaone) avec seulement ses trois collaborateurs et les seize personnes de son armée de route. Tous les partisans avaient été recrutés dans les villages et étaient tous paysans agriculteurs, chasseurs ou pêcheurs. Les techniques de mobilisation et le langage de formation étaient adaptés à ce type d'homme. Cela avait facilité la réussite de la mobilisation, la cohésion et la consolidation de la révolution.

Tous les paysans s'étaient sentis victimes des trasseries militaires (FAZ), de la police, des chefs de poste et administrateurs. Ils étaient tués sans motif. Ils ne bénéficiaient en rien du régime de Kinshasa. D'ailleurs, dans l'ensemble, ils trouvaient qu'ils vivaient relativement mieux et plus librement pendant la rébellion (1964-1966) qu'en 1966-1967, après la victoire de l'ANC.

Dans cette révolution paysanne, et peut-être aussi ouvrière, les maquisards considéraient la population civile du régime de Kinshasa comme leurs frères, et jamais, dans leurs expéditions, ils ne pouvaient tuer un civil. Même les militaires subalternes des FAZ, les rebelles estimaient que, sans formation politique, ils n'étaient que de pauvres gens au service du gouvernement impérialiste de Kinshasa.

⁸⁴ H. WEISS, *op. cit.*, in C. COQUERY-VIDROVITCH et al., *op. cit.*, tome 1, p. 13.

Le maquis Kabila, comme nous l'avons vu, a formé une masse militaire qui, aujourd'hui, cherche à s'installer en paix, en organisant normalement la vie dans les villages. Mais il faut reconnaître qu'une telle masse est dangereuse pour un pays, si elle se révoltait demain. Il est vrai que les Bembe ne sont plus prêts à se révolter, car, après une expérience de plus de vingt ans, la vie de guerre ne leur paraît plus souhaitable. Cependant, il faut noter que la suradministration militaire, avec toutes ses pratiques colonisatrices, peut entraîner à la longue ce peuple, qui, de par ses origines anthropologiques et historiques, n'avait jamais connu de chef suprême doté d'une autorité écrasante, à reprendre la voie du maquis.

Il apparaît que le pouvoir politique doit veiller pour combattre les insurrections, de ne pas laisser persister longtemps dans un coin du pays la misère de la population. De même, l'anarchie légale actuelle, qui règne à Fizi, mérite d'être arrêtée. De ce fait, les considérations humanitaires doivent l'emporter sur les considérations politiques, dans la décision de toute action.

Terminons par cette réflexion de B. Verhaegen, en l'appliquant au maquis Kabila.

L'insurrection de Kabila est-elle, dans une perspective révolutionnaire, un échec radical ? Si on part du principe que le succès se mesure aux résultats immédiats obtenus, ou encore à une certaine correspondance entre les objectifs formels poursuivis et les objectifs atteints, Kabila a évidemment échoué, comme Mulele.

Mais une autre approche est possible, moins étroitement positiviste. Elle se fonde sur la « pensée négative ».⁸⁵ Selon cette perspective, l'expérience de Kabila possède une efficacité réelle, mais différée, dans la mesure où elle est l'antithèse de la voie actuellement suivie par le Zaïre et bon nombre de pays africains. L'échec actuel du Zaïre sur les plans économique, politique, social et culturel n'est-il pas plus radical,

⁸⁵ B. VERHAEGEN, "Le rôle de l'éthnic et de l'individu dans la rébellion du Kwihi et dans son échec", *op. cit.*, in C. COQUERY-VIDROVITCH et al., *op. cit.*, tome 1, p. 167.

beaucoup plus lourd de conséquences que l'écrasement du PRP ? Kabila le savait sans doute, et il a choisi la voie opposée. Conduit-elle vraiment à une impasse ? Si on relit l'histoire à la lumière de la pensée négative, de l'utilité de l'échec, du désordre nécessaire, rien n'est moins certain. Dans un sens, la vérité historique profonde du PRP est contenue dans l'échec du régime actuel du Zaïre.⁸⁶

Un ancien chef rebelle du maquis Kabila nous disait : « Mon fils, le maquis a pris fin, le feu de l'action s'est éteint, mais la révolution est toujours là, vive dans les esprits des gens. »

Ces mots, sages, font penser à cet éloge de la dialectique :

*Celui qui vit encore ne doit pas dire : jamais !
Ce qui est assuré n'est pas sûr.
Les choses ne restent pas ce qu'elles sont.
Quand ceux qui règnent auront parlé,
Ceux sur qui ils régnaient parleront.
Qui donc ose dire : jamais ?
De qui dépend que l'oppression demeure ?
De nous.
De qui dépend qu'elle soit brisée ?
De nous.*

(Bertolt BRECHT, *Eloge de la dialectique*, éd. l'Arche, 1966)

Annexe I - Liste des informateurs

Nom	Age	Fonction dans le maquis	Fonction actuelle
1. Majaliwa Caliste	51 ans	Chef d'Etat-major général politique, n° 2 du PRP	Agent à la sécurité
2. Mutchungu Jérôme	65 ans	Chargé de missions et représentant du PRP à l'extérieur	---
3. Kiennga Saleh	58 ans	Membre du comité central du PRP chargé de la propagande	Agent à la sécurité
4. Kayumba Sébastien	53 ans	Colonel, commandant du port de Bulubu	---
5. Shabani Mahulani Ndalo	68 ans	Général et chef du maquis Ndalo à Lulambwe-Mbokoko	Agent à la sécurité
6. Kimoni Kicha Ula	65 ans	---	Chef de collectivité de Lulange
7. Bibanda Evaïe	60 ans	---	Responsable de l'Eglise
8. Lubengyu Deni	45 ans	Ancien combattant de l'APL	---
9. Ebeka Célestin	60 ans	Ancien combattant de l'APL	Capita du village
10. Mamba Aluta	70 ans	Chargé des contacts	---
11. Makangla Jérôme	57 ans	Conseiller, membre du PRP	---

D'autres informateurs ont préféré l'anonymat.

Annexe II - Biographie sommaire de quelques informateurs

1. Majaliwa Caliste

Né en 1937. Chef d'Etat-major général politique du maquis Kabila, n° 2 du PRP. Sorti en août 1985.

2. Mutchungu Mulilikwa Jérôme

Né à Bukasi en 1923, dans la collectivité de Ngandja/Fizi. Infirmier diplômé A3. Fonctions avant la rébellion : infirmier de l'administration belge. Elu député en 1959. Fonctions dans la rébellion : conseiller rebelle (APL) en 1964; chargé de missions, du Bureau des travailleurs, et représentant du PRP à l'extérieur. Voyages effectués dans le cadre de la rébellion : dans toutes les régions du Zaïre, sauf à l'Equateur; deux périodes : 1) Tanzanie (Dar es-Salaam) - Kenya - Ouganda - Soudan - Ghana - Nigéria - Le Caire - Chine - Moscou - Cuba - Paris - Dar es-Salaam - Zaïre; 2) Dar es-Salaam - Maputo - Angola - Conakry - Algérie - Dar es-Salaam. Nom de son père : Mulilikwa Vilimino, cultivateur.

3. Saleh Bin Kilenga, surnommé Robat Mufura

Né à Lusungu en 1930, dans la collectivité de Lulenge. Etudes : 3 ans d'études professionnelles mécaniques. Fonction avant la rébellion : commerçant et chauffeur. Fonctions dans la rébellion : major militaire de l'APL, en 1964; en 1967, général chargé des questions politiques, membre du comité central du PRP, chargé de la propagande. Voyages effectués dans le cadre de la rébellion : au Zaïre : Kivu et Shaba, à l'extérieur : 1) Tanzanie - Burundi - Zambie - Kenya - Ouganda - Ghana; 2) Tanzanie - Albanie - Chine. Date de sortie : février 1985, résultat de

sa rencontre avec le Président Mobutu, à Dar es-Salaam en 1975. Nom de son père : Kilenga, sultan de Lulenge.

4. Shabani Ndalo Mahulani

Né en 1920. Commandant de l'APL/Fizi en 1964. Général militaire et chef du maquis Ndalo, dans les montagnes de Lulambwe/Mboko. Date de sortie : le 7 avril 1982, à Abumbe/Mboko.

5. Makangila Jérôme

Né à Kayulatete en 1931. Etudes primaires à Kasongo; école normale moyenne pendant 3 ans. Fonctions avant la rébellion : frère à la mission catholique de Mugeru; enseignant à la mission Ste Thérèse, à Bukavu, dans les années 50. Elu député en 1959. Fonctions dans la rébellion : conseiller rebelle en 1964; conseiller et membre du PRP en 1967. Voyages effectués en tant que rebelle : au Zaïre : Kivu, Kisangani et Shaba; à l'extérieur : Dar es-Salaam - Nairobi - Kampala - Khartoum. Date de sortie : fin 1967. Nom de son père : Makangila, cultivateur.

Index

A

Agence Nationale de Documentation 19
ANC 36; 37; 70; 82; 126
AND 19
APL 40; 41; 45; 80; 124; 129; 130; 131
Armée Nationale Congolaise 36; 37; 70;
82; 126
Armée Populaire de Libération 40; 41;
45; 80; 124; 129; 130; 131

C

Central Intelligence Agency 77
Centre de Regroupement Africain /
Kashamura 40
CEREAKKASHAMURA 40
CIA 77
CMR 72; 83; 85; 104; 119
CNI 35; 37; 40; 41; 47; 123; 124
Commission Militaire Révolutionnaire
72; 83; 85; 104; 119
Conseil National de Libération 35; 37; 40;
41; 47; 123; 124
Conseil Supérieur de Libération 77
CSL 77

D

DEMIAF 104
DERCO 104

E

EMG 81; 83; 84; 85; 110; 113
EMUS 91; 92
ESCA 91
Escadron d'Assaut 91
Escadron de Combat 91; 93; 95
ESCO 91; 93; 95
Etat-major Général 81; 83; 84; 85; 110;
113
Etat-Major Ultrasouple 91; 92

F

FAP 14; 15; 18; 54; 60; 69; 70; 72; 79;
81; 82; 83; 84; 86; 87; 88; 90; 91; 95;
96; 97; 98; 107; 108; 113; 114; 119;
120; 125
FAZ 17; 18; 19; 25; 42; 43; 46; 54; 70;
79; 80; 82; 83; 90; 97; 98; 99; 107;
108; 109; 113; 114; 118; 120; 124;
125; 126
FNLC 77
Forces Armées Populaire 14; 15; 18; 54;
60; 69; 70; 72; 79; 81; 82; 83; 84; 86;
87; 88; 90; 91; 95; 96; 97; 98; 107;
108; 113; 114; 119; 120; 125
Forces Armées Zaïroises 17; 18; 19; 25;
42; 43; 46; 54; 70; 79; 80; 82; 83; 90;
97; 98; 99; 107; 108; 109; 113; 114;
118; 120; 124; 125; 126
Front National de Libération du Congo 77

Liste des abréviations et sigles

I	INPODOI 64 Institut Populaire d'Orientation Idéologique 64	72; 73; 74; 75; 76; 77; 78; 80; 81; 82; 83; 87; 88; 90; 98; 99; 100; 102; 107; 108; 110; 111; 112; 113; 114; 118; 119; 123; 124; 128; 129; 130; 131 Parti du Regroupement Africain 33 PODAAP 104 PRA 33 PRP 15; 45; 46; 49; 51; 52; 53; 54; 55; 56; 57; 58; 59; 60; 64; 65; 66; 67; 68; 69; 70; 71; 72; 73; 74; 75; 76; 77; 78; 80; 81; 82; 83; 87; 88; 90; 98; 99; 100; 102; 107; 108; 110; 111; 112; 113; 114; 118; 119; 123; 124; 128; 129; 130; 131
J	Jeunesse du Parti de la Révolution Populaire 59; 60; 61; 62; 73; 83 JPRP 59; 60; 61; 62; 73; 83	
M	MADEPO 104 MNCCL 15; 34; 35; 37; 39; 40; 42; 65 Mouvement National Congolais/Lumumba 15; 34; 35; 37; 39; 40; 42; 65 Mouvement Populaire de la Révolution 109; 111 MPR 109; 111	
N	Nguvu ya Jesi la Urnna 81 NJU 81	
O	OFRC 59; 62; 63; 73; 83 Organe des Femmes Révolutionnaires Congolaises 59; 62; 63; 73; 83	
P	Parti de la Révolution Populaire 15; 45; 46; 49; 51; 52; 53; 54; 55; 56; 57; 58; 59; 60; 64; 65; 66; 67; 68; 69; 70; 71; UNEBAPI 39 Union Economique des Babembe de Fizi 39	
R	RADECO 37 Rassemblement des Démocrates Congolais 37	
S	Service de Renseignement de la Zone rouge 103; 104 Service de Sécurité chargé de la Filature 104 Service de Sécurité chargé de la recherche des opposants 104 Service de Sécurité Militaire 104 Service de sûreté se chargeant des personnages politiques douteux, des contrevenants aux instructions des régions militaires et des traîtres 104 SRZR 103; 104	
U	UNEBAPI 39 Union Economique des Babembe de Fizi 39	
		ANC AND APL APL CEREAKASHAMURA CIA CMR CNL CSL DEMIAP DERCO EMG EMUS ESCA ESCO FAL FAP FAZ FM FNLC INPODOI JPRP MADEPO
		Armée Nationale Congolaise Agence Nationale de Documentation Armée Populaire de Libération Armée Populaire de Libération / Fizi Centre de Regroupement Africain / Kashamura Central Intelligence Agency Commission Militaire Révolutionnaire Conseil National de Libération Conseil Supérieur de Libération Service de Sécurité Militaire Service de Sécurité chargé de la recherche des opposants Etat-major Général Etat-Major Ultrasouple Escadron d'Assaut Escadron de Combat Fabrication d'Arme Libre Forces Armées Populaires Forces Armées Zaïroises Fusil mitrailleur Front National de Libération du Congo Institut Populaire d'Orientation Idéologique Jeunesse du Parti de la Révolution Populaire Service de Sécurité se chargeant des personnages politiques douteux, des contrevenants aux instructions des régions militaires et des traîtres

MN/C/L	Mouvement National Congolais/Lumumba
MPR	Mouvement Populaire de la Révolution
NJU	Nguvu ya Jesi la Umma
OFRC	Organe des Femmes Révolutionnaires Congolaises
PODAAP	Service de Sûreté chargé de la Filature
PRA	Parti du Regroupement Africain
PRP	Parti de la Révolution Populaire
PSA/GIZENGA	Parti Solidaire Africain/Gizenga
RADECO	Rassemblement des Démocrates Congolais
SRZR	Service de Renseignement de la Zone rouge
UNEBAFI	Union Economique des Babembe de Fizi

**I N S T I T U T
A F R I C A I N**

**CENTRE D'ETUDE ET DE DOCUMENTATION
AFRICAINES CEDAF**
a.s.b.l.

Adresse: c/o Africa Museum
Leuvensesteenweg 13, 3080 Tervuren
Accès visiteurs : Palais des Colonies
(bâtiment situé en face du terminus du tram 44, 2e étage)
Tel.: 32 2 768 19 93; 32 2 768 19 94
Fax.: 32 2 7698 19 95
E-mail: institut.africain@euronet.be

**A F R I K A
I N S T I T U U T**

**AFRIKA STUDIE - EN
DOCUMENTATIECENTRUM**
ASDOC v.z.w.

Adres: c/o Africa Museum
Leuvensesteenweg 13, 3080 Tervuren
Bezoekers : Koloniepaleis
(gebouw tegenover terminus tram 44, 2de verdieping)
Tel.: 32 2 768 19 93; 32 2 768 19 94
Fax.: 32 2 768 19 95
E-mail: afrika.instituut@euronet.be

L'**Institut Africain**, dont les statuts ont été publiés au *Moniteur* le 2 juillet 1992, est un établissement public qui a pour objectifs :

- a) l'impulsion, l'orientation et la coordination des études africaines en Belgique;
- b) la prestation de services à caractère scientifique envers des institutions ou organismes publics ou privés, belges ou étrangers, ainsi qu'envers des personnes morales ou physiques;
- c) la conservation et la valorisation du patrimoine documentaire relatif à l'Afrique;
- d) la promotion du dialogue Nord-Sud appliqué à l'Afrique tant sur le plan national qu'international.

Le **Centre d'Etude et de Documentation Africaines (CEDAF)**, qui remplit - depuis sa création en 1970 - une triple mission de documentation, de recherche et de publication, a été intégré dans l'Institut Africain. Pour manifester cette intégration, les *Cahiers du CEDAF* sont devenus les *Cahiers Africains*.

Het **Afrika Instituut** waarvan de statuten gepubliceerd werden in het Belgisch Staatsblad van 2 juli 1992, is een instelling van openbaar nut. Het heeft tot doel :

- a) de Afrika studies in België te bevorderen, te richten en te coördineren;
- b) diensten met wetenschappelijk karakter ten voordele van instellingen en organismen, hetzij publieke of private, hetzij Belgische of buitenlandse, hetzij natuurlijke of rechtspersonen;
- c) de bewaring en de valorisatie van het documentair patrimonium betreffende Afrika;
- d) de bevordering van de Noord-Zuid dialoog met betrekking tot Afrika, zowel nationaal als internationaal.

Het **Afrika Studie- en Documentatiecentrum (ASDOC)** is opgenomen in het Afrika Instituut. Het vervult sedert zijn oprichting in 1970 een driedovoudige opdracht : op gebied van documentatie, van voorzing en van publicatie. Het tijdschrift dat door het ASDOC wordt uitgegeven onder de titel "Cahiers du CEDAF/ASDOCstudies" zal voortaan "Cahiers africains" genoemd worden om de gebondenheid aan het Afrika Instituut te onderlijnen.